

# Et maintenant ?

Les enseignements  
d'une crise planétaire

**Public Eye**

**Oranges amères** Reportage dans la triste réalité des orangeries  
brésiliennes où le géant suisse du négoce Louis Dreyfus s'approvisionne p. 40



Timo Kollbrunner

## Écouter, enfin

Au moment du bouclage de notre magazine, pour la première fois depuis des semaines, ce n'est plus la pandémie de coronavirus qui fait les gros titres de la presse internationale, mais la mort aussi insensée que révoltante d'un Afro-Américain, George Floyd, étouffé sous le genou d'un policier à Minneapolis.

Aux États-Unis, la discrimination envers les Afro-Américains et d'autres minorités est endémique. La pandémie du Covid-19 les a touchés beaucoup plus durement que la population blanche, parce qu'ils occupent plus souvent des postes essentiels mais précaires où les risques de contamination sont élevés, et parce qu'ils souffrent souvent de maladies préexistantes et d'un accès plus difficile aux soins de santé.

« I can't breathe » – je n'arrive plus à respirer. Ce terrible appel à l'aide ne concerne pas seulement les minorités discriminées des États-Unis. C'est aussi celui des communautés autochtones du Brésil, dont les moyens de subsistance sont en train d'être anéantis. C'est celui des familles de petits producteurs de coton en Inde et de cacao au Ghana, qui craignent pour leur survie avec l'effondrement des prix sur le marché mondial. C'est encore celui des travailleuses du textile en Inde ou au Bangladesh, qui ont perdu leur emploi ou doivent maintenant travailler dans des conditions encore plus inhumaines. C'est enfin le cri de notre planète, asphyxiée par un système économique mondial obsédé par la croissance et le profit.

Notre dossier spécial aborde diverses facettes de la pandémie qui montrent à quel point il ne s'agit pas d'une « petite grippe » d'un système en bonne santé, après laquelle on reviendra rapidement à la normale. Cette « normalité » prive des milliards de personnes de leurs moyens de subsistance ; elle met leur santé en danger et continue d'enrichir toujours plus une minorité privilégiée. « Tous les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits » : les conséquences de la pandémie de coronavirus et la mort de George Floyd nous rappellent douloureusement à quel point nous nous sommes éloignés de ce principe fondateur de l'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

« I can't breathe » : George Floyd a répété cette phrase au moins seize fois. Puis il est mort, étouffé. Ses derniers mots résonnent comme un terrible avertissement. Voilà ce qui se passe lorsque tous les signaux d'alarme qui retentissent sont systématiquement ignorés. Pour éviter le pire, nous devons enfin prêter l'oreille, écouter, et agir.

2

### Grâce à vous !

Les analyses et les reportages publiés dans ce magazine, ainsi que le travail de recherche et d'enquête sur lequel ils sont basés, ne seraient pas possibles sans le soutien de nos membres et donateurs.

**Si vous êtes déjà membre**, nous vous en sommes très reconnaissants. Vous pouvez également nous soutenir en offrant une cotisation à vos connaissances.

**Si vous n'êtes pas encore membre**, nous vous invitons à adhérer à Public Eye ou, pour en savoir plus sur notre travail, à commander gratuitement un abonnement à l'essai sur [www.publiceye.ch/membres](http://www.publiceye.ch/membres)

**Cotisation-abonnement**  
75 fr. par an / Membre-soutien 240 fr.

**Public Eye**

PUBLIC EYE – LE MAGAZINE N° 24 Juin 2020

ÉDITION  
Raphaël de Riedmatten,  
Géraldine Viret et Timo Kollbrunner

COLLABORATION  
Maxime Ferréol

MISE EN PAGES opak.cc

PHOTO DE COUVERTURE  
© Thomas Mukoya / Reuters

IMPRESSION  
Vogt-Schild Druck AG,  
Cyclus Print & Leipa, FSC

TIRAGE F : 11000 ex. / D : 30000 ex.

ISSN 2504-1258

Paraît six fois par année  
en français et en allemand.  
Cotisation-abonnement  
annuelle 75 fr.

COMPTE POSTAL : 10-10813-5

CONTACT  
Public Eye  
Avenue Charles-Dickens 4  
CH-1006 Lausanne  
Tél. +41 (0)21 620 03 03  
[contact@publiceye.ch](mailto:contact@publiceye.ch)

[www.publiceye.ch](http://www.publiceye.ch)



Une infirmière volontaire vient en aide à une communauté de 700 familles autochtones touchées par la pandémie du Covid-19 dans le Nordeste du Brésil.

© Bruno Kelly / Reuters

3

## Dossier spécial : Les enseignements d'une crise planétaire

La « mission impossible » de l'OMS	► p. 6
Aux origines de la pandémie	► p. 7
Qui est le plus durement touché par les turbulences du commerce mondialisé ?	► p. 9
Quand les fraises espagnoles pourrissent dans les champs	► p. 12
Une « petite grippe » ? Le drame du Brésil	► p. 15
Réflexions pour une réforme du secteur agroalimentaire	► p. 17
Analyse de la crise des marchés financiers	► p. 20
<b>Et maintenant, on fait quoi ?</b>	
<b>Nos pistes d'action pour un monde juste et solidaire</b>	► p. 25
<i>Avec une double page d'illustration sous forme d'invitation à la réflexion</i>	
Dépendance au pétrole : la double malédiction des ressources	► p. 29
Le modèle d'affaires des géants de la mode en faillite	► p. 32
Les traitements contre le Covid-19 sont des biens publics	► p. 37

### *À lire également dans ce numéro*

#### **La Suisse et le négoce des oranges**

Le géant du négoce agricole Louis Dreyfus est aussi l'une des trois plus grandes multinationales actives sur le marché du jus d'orange. Notre reportage au Brésil révèle dans quelles conditions les oranges sont récoltées dans la région de São Paulo.

► p. 40



# Regards croisés sur une époque tourmentée

Ce dossier raconte notre envie de mieux comprendre les enjeux de la crise qui ébranle le monde. Quelles sont les menaces imminentes auxquelles nous allons encore devoir faire face ? Comment tirer les enseignements des événements en cours ? Qu'est-ce qui doit changer aujourd'hui pour éviter le pire demain ? Pour répondre à ces questions, l'équipe de Public Eye s'est lancée dans une vaste analyse en lien avec ses thématiques de travail. Du négoce de matières premières agricoles aux marchés financiers, en passant par l'industrie textile et l'accès à la santé, cette réflexion collective a été réalisée en collaboration avec des spécialistes et des personnes concernées de notre réseau. Ce panorama montre aussi l'importance du travail d'organisations comme Public Eye qui, avec et grâce à votre soutien, continuent sans relâche de s'engager pour un monde plus juste.

DOSSIER RÉALISÉ PAR TIMO KOLLBRUNNER EN COLLABORATION AVEC L'ÉQUIPE DE PUBLIC EYE

Mardi 14 avril, 9 h 59. Dans mon appartement bernois, assis devant mon ordinateur, je clique sur « connexion à la visioconférence ». Une vingtaine de mes collègues ont déjà rejoint l'appel, depuis leur salon, leur chambre à coucher, leur cuisine ou leur chalet, où ils se sont confinés, seuls ou avec leurs proches.

Nous n'avons pas eu beaucoup de contacts ces dernières semaines et nous aurions beaucoup à nous raconter, mais ce n'est pas le moment. J'ai trois minutes – en raison des règles strictes que la situation impose – pour présenter à mes collègues l'idée évoquée il y a quelques jours en petit comité : tenter de publier ensemble un dossier sur la crise du Covid-19. Se demander, en partant chacun et chacune de sa propre perspective et de son domaine d'expertise, ce qui vient de se passer et pourquoi. Rechercher et échanger pour trouver des corrélations, identifier des tendances et démêler les apparentes contradictions. Choisir une approche commune pour articuler ce dossier qui fera la une de notre magazine, en prenant le risque de ne pas savoir ce qu'il va finalement en ressortir. Et trouver le temps d'écrire les lignes que vous lisez maintenant.

Ce 14 avril, vingt-cinq jours après l'interdiction des rassemblements de plus

de cinq personnes décidée par le Conseil fédéral, est une journée typique de cette période si particulière. Ce matin-là, le Fonds monétaire international (FMI) présente ses « Perspectives de l'économie mondiale » : le monde s'apprête à vivre la pire crise qu'il ait connue depuis la Grande Dépression des années 1930, le produit intérieur brut mondial va reculer de 3 % – ou plus, si les conséquences économiques négatives durent au-delà du premier semestre 2020. Le soir même, le président des États-Unis, Donald Trump, annonce que son administration a décidé de geler sa contribution financière à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), jusqu'à ce que son gouvernement ait vérifié quel rôle celle-ci a joué dans la lutte contre le virus. Mais pour Trump, le verdict est déjà tombé : l'OMS a « particulièrement mal géré et a dissimulé » la propagation du coronavirus. « Tout le monde sait ce qui s'y passe », affirme Trump.

Je n'en sais rien. Pour ma part, je trouve difficile de comprendre ce que le monde traverse aujourd'hui. Mais il me semble qu'en mettant à profit les compétences de notre équipe de spécialistes très engagés, leurs connaissances, leurs intérêts et leurs contacts, nous pourrions trouver des pistes de réponses à certaines

des questions les plus brûlantes du moment. Des questions comme :

## Que se passe-t-il au sein de l'Organisation mondiale de la Santé ?

La décision de Donald Trump – confirmée comme on pouvait s'y attendre, le 30 mai dernier – n'est pas le caprice d'un président colérique, écrit Patrick Durisch, notre expert « Santé », dans le document où nous rassemblons tous les sujets liés à la crise qu'il serait intéressant de traiter. Geler le financement à l'OMS s'inscrit dans une campagne menée par les États-Unis pour discréditer l'organisation internationale. C'est avec son analyse que nous vous invitons à vous plonger dans la lecture de notre dossier spécial et à partager les réflexions de notre équipe. Dans les pages suivantes, nous reviendrons aussi sur les dernières évolutions en lien avec la question de l'accès équitable aux traitements et aux vaccins contre le coronavirus (*lire page 36*).

# Le parfait bouc émissaire

Comme lors de chaque crise sanitaire internationale, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est sous le feu des critiques pour sa gestion de la pandémie du coronavirus, notamment de la part des États-Unis. Pourtant, elle n'est que ce que ses États membres veulent bien en faire.

PATRICK DURISCH

Lorsque Donald Trump annonce, le 14 avril, que les États-Unis suspendent leur financement à l'agence onusienne, en plein cœur de la crise, c'est la stupéfaction et l'indignation qui se mêlent. La décision de Trump équivaut à un « crime contre l'humanité », déclare même Richard Horton, rédacteur en chef de la revue médicale *The Lancet*.

Ses griefs ? L'OMS serait « la marionnette de la Chine », et, par conséquent, aurait tardé à donner l'alerte. L'OMS a pourtant signalé, dès le début de janvier, une épidémie impliquant un nouveau virus en Chine. Dès le 30 janvier, elle a déclaré une urgence sanitaire de portée internationale, le plus haut niveau d'alerte, selon le Règlement sanitaire international adopté par ses 194 États membres en 2005. Grâce au système d'échange de l'OMS, le nouveau virus a été rapidement partagé au niveau mondial, et son profil génétique identifié en un temps record.

Même s'il y avait eu une quelconque complaisance de l'OMS vis-à-vis de la Chine, celle-ci ne saurait expliquer la lenteur avec laquelle tant de pays européens ainsi que les États-Unis ont réagi avant de prendre des mesures, car ils ont trop longtemps cru que la menace n'arriverait jamais jusqu'à leurs portes.

Le fantasme président états-unien a trouvé en l'OMS un bouc émissaire idéal pour détourner l'attention de sa gestion calamiteuse de la crise dans son propre pays. Trump signale ainsi également la poursuite de son bras de fer politique avec Pékin, par procuration, tout en portant un nouveau coup contre le système multilatéral auquel on le sait allergique.

## Une Suisse ambivalente

Surtout, Trump sait que l'OMS n'a pas les moyens politiques pour riposter. L'OMS est une instance dirigée par ses 194 États membres, qui disposent chacun d'une voix et votent par consensus. Ces derniers n'ont jamais accepté de confier le pouvoir politique à l'OMS pour diriger les opérations lors de grandes crises sanitaires, ni de sanc-

tionner les États lorsque ses consignes ne sont pas respectées. Comme le résumait à Swissinfo Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale de l'Université de Genève : « Force est de constater que les États n'ont pas souhaité confier la baguette à celui qui aurait pu devenir le chef d'orchestre de cette pandémie. »

Même la Suisse, qui a pourtant communiqué sur « le rôle clé de l'OMS face à la pandémie » pour prendre le contre-pied du président américain, adopte une position ambiguë. Elle tente aussi de cantonner l'agence onusienne dans un rôle purement normatif et technique, par exemple en limitant sa participation financière (à peine 14 millions de dollars en 2018, toutes contributions confondues). La santé est pourtant une affaire éminemment politique, comme le montre la crise du Covid-19, où les égoïsmes nationaux prennent le dessus sur la coopération internationale. L'OMS est perçue comme une agence utile et nécessaire lorsqu'il s'agit de soutenir des pays en développement aux systèmes de santé déficients. En revanche, elle irrite fortement lorsqu'elle met à nu les carences sanitaires ainsi que le protectionnisme industriel, notamment pharmaceutique, des pays mieux dotés.

## Mission impossible

L'OMS dépend aussi des financements de ses États membres pour pouvoir jouer son rôle de leader en matière de santé mondiale. Or, pour garder leur mainmise sur ses priorités politiques, les États privilégient les fonds volontaires liés à des programmes précis, qui représentent aujourd'hui près de 80 % du budget total, au détriment de contributions fixes (indexées sur le produit intérieur brut) à libre disposition, qui permettraient une plus grande souplesse d'action budgétaire à l'OMS, selon les besoins. Son budget annuel, moins de 3 milliards de dollars, équivaut à celui des Hôpitaux universitaires de Genève, alors que l'agence onusienne doit remplir un mandat mondial. Autant dire : mission impossible.

Comme les États rechignent à mettre la main au porte-monnaie, l'OMS se tourne vers d'autres sources de financement, comme la Fondation Gates, pour combler son budget. Avec 229 millions de dollars en 2018 (soit près de 10 % du budget), celle-ci est aujourd'hui devenue le deuxième financeur de l'OMS derrière les États-Unis (340 millions de dollars, toutes contributions confondues), ce qui lui donne un levier pour orienter certaines priorités sanitaires. La générosité de Bill Gates, qui a fait fortune grâce à la propriété intellectuelle, serait moins problématique si ces fonds étaient mis à libre disposition et, surtout, si les États augmentaient leurs propres contributions fixes.

Public Eye et d'autres ONG ont régulièrement dénoncé cette influence toujours plus forte de la Fondation Gates, qui a fourni un terreau mondial propice aux



Deux boucs émissaires de la crise :

théories du complot les plus farfelues. Elles souhaiteraient au contraire voir une OMS forte et indépendante. Un véritable leader en matière de politique de santé internationale, conformément à sa constitution de 1948, qui lui en donne non seulement la légitimité mais aussi les moyens légaux. La société civile s'inquiète aussi de constater que l'espace de participation rétrécit au sein de ses organes de gouvernance, sous prétexte de vouloir gagner en efficacité.

**À l'évidence, il est plus facile pour certains d'entre eux de tirer sur l'ambulance plutôt que de lui dégager la route.**

L'OMS n'est donc pas parfaite, et il faudra corriger les dysfonctionnements avérés lorsque la crise sera passée, comme après chaque crise sanitaire mondiale. Mais elle n'est pas plus sous influence de la Chine (25 millions de dollars en 2018) que des États-Unis ou d'autres grandes puissances comme l'Allemagne (170 millions de dollars en 2018). Et l'OMS reste la seule instance à pouvoir exercer des fonctions sanitaires dépassant les cadres étriés des États. À l'évidence, il est plus facile pour certains d'entre eux de tirer sur l'ambulance plutôt que de lui dégager la route.

**M**ais revenons d'abord un peu en arrière pour aborder la question de l'origine de la pandémie. Laissons rapidement de côté les théories aussi absurdes que farfelues qui ont circulé ces dernières semaines. Non, Bill Gates n'a pas fait main basse sur l'OMS. Il n'a pas non plus inventé un nouveau virus pour imposer un vaccin à l'ensemble de la population mondiale et lui implanter une micropuce électronique sous la peau. Et il n'existe absolument aucune preuve des allégations du président américain, qui accuse la Chine d'avoir laissé échapper le virus d'un laboratoire de haute sécurité à Wuhan. Il est primordial en revanche de s'appuyer sur des connaissances scientifiques solides pour chercher des réponses à cette question essentielle :

### Quels facteurs facilitent la propagation des zoonoses ?

« Ce n'est pas la faute du pangolin », écrit ma collègue Carla Hoinkes en gras au-dessus du premier paragraphe de son analyse, dans laquelle elle s'intéresse au lien entre l'agriculture industrielle, l'élevage intensif et les maladies virales. Selon la thèse la plus répandue, le nouveau coronavirus SARS-CoV-2 a

été transmis de la chauve-souris au pangolin, puis de celui-ci à l'humain. Cette thèse est toutefois mise en doute par certaines voix, comme celle du virologue allemand Christian Droste, devenu une célébrité dans son pays. Il soupçonne plutôt des viverridés ou des procyonidés d'avoir servi d'hôtes intermédiaires.

Quoi qu'il en soit, cette transmission a été rendue possible par la capture en masse, l'élevage et le commerce d'animaux sauvages sur les marchés chinois, où le pangolin jouit d'une popularité croissante, écrit notre responsable « agriculture ». Selon une étude publiée en 2016 par l'organisation Traffic, spécialisée dans ce domaine, le prix des écailles de pangolin, auxquelles on attribue des vertus médicinales, a été multiplié par quatre environ sur les marchés chinois au cours de la dernière décennie. Sa chair est également considérée comme un mets raffiné. Les huit espèces de pangolin présentes en Asie et en Afrique sont aujourd'hui menacées d'extinction. Il s'agit du mammifère dont la contrebande est la plus importante au monde.

Si la Chine entend à l'avenir réglementer plus fortement le commerce d'animaux sauvages, cette seule mesure ne suffirait pas à prévenir, de manière efficace et durable, au niveau mondial, l'apparition de zoonoses, ces maladies infectieuses transmissibles des animaux à l'être humain. Dans un rapport sur six « questions émergentes d'ordre environnemental » publié en 2016, le Programme des Nations unies pour l'en-

7



le directeur de l'OMS, Tedros Ghebreyesus...



... et le pangolin.

vironnement (PNUE) constatait une augmentation des zoonoses dans le monde. Entre 1940 et 2012, 60 % des 335 nouvelles maladies infectieuses documentées étaient des zoonoses. Et plus de 70 % d'entre elles provenaient d'animaux sauvages. Les maladies animales se transmettent rarement à l'humain, et il est encore plus rare qu'elles deviennent pandémiques ou même épidémiques. Alors pourquoi ce phénomène est-il de plus en plus fréquent ?

Carla Hoinkes identifie quatre dimensions ayant une influence sur cette problématique :

### 1. La dégradation des écosystèmes

Parmi les principaux facteurs de risque figure, aux côtés du commerce d'animaux sauvages, la dégradation des habitats naturels, notamment en raison de l'urbanisation. Celle-ci contraint les animaux à se rapprocher des zones habitées par l'humain, ce qui multiplie les contacts et les risques de transmission de maladies. En cause : la réduction des habitats naturels, mais aussi et surtout l'état des écosystèmes, comme nous l'explique le D<sup>r</sup> Stefan Flückiger, responsable politique agraire de la Protection suisse des animaux (PSA). « Une épidémie est plus susceptible de se déclencher dans des écosystèmes fortement dégradés et à la biodiversité réduite. » Cette dégradation est essentiellement causée par les activités humaines. Les spécialistes en science de l'environnement craignent, par exemple, que

la disparition du pangolin, qui est menacé d'extinction, entraîne de graves infestations de termites ou de fourmis qui pourraient déséquilibrer des écosystèmes entiers. La plus petite espèce de pangolin consomme chaque jour environ 300 grammes de ces insectes, la plus grande jusqu'à deux kilos.

### 2. L'agriculture industrielle comme facteur déterminant

Ce qui détériore le plus les écosystèmes, ce n'est ni la chasse ni l'urbanisation, mais bien l'agriculture : l'essentiel de la déforestation est actuellement causé par l'expansion des terres agricoles et des pâturages, jusqu'à 80 % dans les pays tropicaux et subtropicaux. Dans la région amazonienne brésilienne, emblématique de cette triste réalité, la déforestation n'a pas ralenti au cours des quatre premiers mois de 2020, mais fortement augmenté. Selon les chiffres provisoires de l'Institut national de recherche spatiale (INPE), 1202 kilomètres carrés de forêt tropicale ont été déboisés entre janvier et avril, soit 55 % de plus que sur la même période en 2019. Des organisations de protection de l'environnement craignent que la déforestation continue de s'accroître, notamment parce que les contrôles sont moins nombreux en raison de la crise du Covid-19. La majeure partie des terres défrichées sont utilisées pour la culture de plantes destinées essentiellement au fourrage, comme le soja ou le maïs, et massivement exportées vers la Chine ou l'Europe.

### 3. « L'effet de monoculture » dans l'élevage intensif

Il est rare que les zoonoses soient directement transmises à l'être humain : les animaux d'élevage jouent souvent le rôle d'intermédiaire, comme pour la grippe aviaire, qui est passée d'oiseaux sauvages aux poulets, avant d'être transmise à l'humain. Les poulaillers surpeuplés et à forte densité offrent des conditions idéales pour que le virus mute en un agent infectieux dangereux pour l'humain. Comme l'explique le D<sup>r</sup> Stefan Flückiger, l'élevage intensif accentue le danger des zoonoses à de nombreux égards : « Le problème n'est pas seulement lié à la densité des cheptels, l'accumulation concentrée des excréments, le transport des animaux et les abattoirs, mais aussi à la grande quantité d'antibiotiques employés dans l'élevage intensif. » Selon le rapport du PNUE, à tout cela s'ajoute l'effet dit « de monoculture », à savoir le manque de variété génétique, sans laquelle les maladies risquent de davantage se propager. Cette diversité connaît un déclin dramatique – en raison notamment d'une mondialisation croissante de l'élevage, qui se concentre sur quelques « races à fort rendement » –, et les animaux deviennent moins résistants. L'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) estime que 17 % des races d'élevage (soit 1458) sont aujourd'hui menacées d'extinction et que pour 58 % d'entre elles, cette menace est encore incertaine. Entre 2000 et 2014, cent races d'élevage ont disparu.

### 4. Le changement climatique comme catalyseur

La destruction de l'environnement et nos pratiques en matière d'agriculture et d'élevage – qui y sont étroitement liées – augmentent considérablement le risque de zoonoses. Cela n'a fondamentalement rien de nouveau : depuis les débuts de l'agriculture et de l'élevage, l'humain contracte des maladies venant des animaux qu'il élève, comme par exemple la rougeole, issue du virus de la peste bovine et qui nous poursuit depuis des siècles. Or nous n'avons jamais élevé autant d'animaux qu'aujourd'hui, et la pression sur les écosystèmes n'a jamais été aussi forte. Ce n'est pas sans raison que le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) qualifie le changement climatique de catalyseur potentiel des zoonoses : les modifications du climat peuvent pousser des agents pathogènes (le parasite du paludisme, par exemple) et des hôtes – dont des vecteurs (comme le moustique anophèle dans le cas du paludisme) – à s'implanter dans de nou-



velles régions. Le changement climatique menace par ailleurs la survie de nombreuses espèces d'animaux et de plantes.

Le PNUE écrivait déjà, dans son rapport de 2016, qu'il est essentiel de « s'attaquer aux causes profondes de l'émergence de zoonoses » : les activités humaines qui exercent une pression extrême sur les écosystèmes et leur fonctionnement.

## Alors que doit-il se passer ?

Quelles sont, selon notre spécialiste en agriculture, les conclusions à tirer de tous ces éléments ? « Il est compréhensible que toute l'attention soit aujourd'hui focalisée sur la lutte contre les conséquences sanitaires, sociales et économiques de la pandémie », écrit-elle. Mais à moyen terme, les causes systémiques des zoonoses et des pandémies ne devraient pas être négligées. « La biodiversité – la variété des écosystèmes, des espèces et des gènes – est essentielle pour renforcer la résilience face aux maladies. » Le maintien de la biodiversité agricole – donc avant tout la variété des espèces cultivées et des races d'élevage – est tout aussi important que la protection des écosystèmes « naturels », écrit Carla Hoinkes, expliquant en commentaire qu'elle a choisi de mettre l'adjectif *naturel* entre guillemets, car tous les écosystèmes sont aujourd'hui influencés par les activités humaines, et une distinction entre les écosystèmes « artificiels » et « naturels » n'a guère de sens. L'Académie suisse des sciences naturelles a publié, en février 2020, une fiche d'information sur les nombreux dangers du déclin de la biodiversité agricole : « La sécurité alimentaire est assurée par l'agrobiodiversité. En effet, la culture et l'élevage de nombreuses espèces, variétés et races de plantes et d'animaux diminuent les risques pour la production agricole dus notamment à des extrêmes climatiques, des attaques de ravageurs et des maladies », écrivent les auteurs et auteures du document, avant de plaider pour une « politique de diversité plutôt que d'uniformité ». Ils ajoutent ensuite que la Suisse « détient une responsabilité certaine dans cette dynamique » puisqu'elle abrite de nombreux grands acteurs de l'agroalimentaire, du négoce agricole, des pesticides et des semences. « Leur modèle de gestion dépend de la croissance et de la consolidation de systèmes alimentaires de monoculture qui menacent directement l'agrobiodiversité. »

Ce système de production basé sur les monocultures et l'élevage intensif pour approvisionner le marché alimentaire mondialisé favorise non seulement l'émergence de nouvelles maladies, mais la crise du Covid-19 a également mis en évidence son extrême fragilité. Prenons à nouveau un peu de recul pour nous pencher sur l'évolution du commerce international depuis le début de la pandémie, avant de nous intéresser aux personnes qui produisent les denrées agricoles destinées au marché mondial et qui sont aussi très durement touchées par la crise actuelle.

## Comment le commerce mondial a-t-il évolué depuis le début de la pandémie ?

Pour répondre à cette question, personne à Public Eye n'est mieux placé que notre expert en politique commerciale, Thomas Braunschweig. « La crise du Covid-19 va entraîner une chute vertigineuse du commerce mondial », lance-t-il en guise d'introduction à son analyse, basée sur les derniers chiffres à disposition.

Déjà au dernier trimestre de l'année 2019, le commerce international de biens a ralenti de 1,2 %. Cette tendance à la baisse s'est renforcée au cours du premier trimestre de 2020. Selon le World Trade Monitor, du Bureau néerlandais d'analyse des politiques économiques, le volume du commerce mondial a perdu 2,5 % entre janvier et mars 2020 par rapport au trimestre précédent.

Et la situation pourrait encore fortement s'aggraver. En raison de la pandémie et des mesures prises pour l'endiguer, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) estime que le recul du commerce mondial de biens se situera entre 13 et 32 %. Des prévisions très imprécises, témoignages de « l'incertitude radicale » qui domine actuellement, selon l'expression utilisée par le célèbre économiste Joseph Stiglitz pour parler des conséquences économiques de la crise du Covid-19.

Comme on peut le constater aujourd'hui, la crise a un lourd impact sur les personnes en situation de pauvreté, qui vivaient déjà dans des conditions très précaires. Selon les estimations de l'Uni-

versité des Nations unies publiée en avril, la pauvreté mondiale va augmenter pour la première fois depuis 30 ans, et ce en particulier au Moyen-Orient et sur le continent africain. Selon les pires scénarios, qui envisagent un recul de 20 % des revenus et de la consommation, 420 à 580 millions de personnes pourraient tomber dans la pauvreté.

L'agriculture est un secteur tristement connu pour ses conditions de travail précaires. Près de 80 % des 800 millions de personnes les plus pauvres au monde dépendent principalement de l'agriculture pour leur subsistance. « Précarité », « pauvreté » et « dépendance » : des mots qui rappellent les familles d'agriculteurs rencontrées il y a deux ans dans l'État indien du Maharashtra. Avec nos partenaires indiens du Pesticide Action Network (PAN), nous avons alors documenté les conséquences dramatiques de la vague d'intoxications survenue en 2017 dans le district de Yavatmal, et l'implication, parmi d'autres produits, d'un pesticide du géant bâlois Syngenta. Impossible d'oublier les visages de ces personnes prises au piège d'une spirale infernale : malgré l'utilisation toujours plus intensive de pesticides hautement toxiques, les infestations de parasites dans les plantations de coton empirent chaque année ; les récoltes sont de moins en moins bonnes, et les familles doivent emprunter de l'argent à des taux d'intérêt toujours plus élevés pour pouvoir acheter semences, engrais et pesticides. Le district de Yavatmal est aussi connu pour son taux de suicides d'agriculteurs particulièrement élevé. Un geste de désespoir motivé la plupart du temps par la honte de ne plus pouvoir subvenir aux besoins de sa famille, de ne plus avoir assez d'argent pour envoyer ses enfants à l'école ou pour payer la dot du mariage de sa fille.

## Quelle est la situation des familles précaires qui cultivent le coton en Inde ?

Le 24 mars, le gouvernement de Narendra Modi a imposé, pratiquement du jour au lendemain, le « plus grand confinement du monde », comme l'ont qualifié tous les jour-

naux. Les médias indiens rapportaient fin avril que, dans l'État du Maharashtra, 25 % des récoltes de coton n'ont pas pu être vendues. En plus des limitations imposées par le confinement, les fortes précipitations, inhabituelles pour la saison, ont endommagé les plantations et péjoré la qualité du coton. Contacté, le D<sup>r</sup> Narashima Reddy, directeur de PAN India, qui nous avait accompagnés dans les villages de Yavatmal, confirma nos craintes : la pandémie de Covid-19 a touché l'Inde au moment où le coton était prêt à être récolté.

---

**Privés de revenus essentiels, de nombreuses familles d'agriculteurs et de travailleurs agricoles n'ont plus eu assez pour se nourrir.**

---

L'agriculture a été exclue de la loi sur le confinement mais, en raison des interdictions de déplacement strictes et de la pénurie de carburants notamment, de nombreuses familles de producteurs n'ont pas réussi à vendre leur coton. Privés de revenus essentiels, beaucoup d'agriculteurs et de travailleurs agricoles n'ont plus eu assez pour se nourrir. Et l'alimentation n'est que le problème le plus immédiat.

Les agriculteurs vendent désormais leur coton à des prix inférieurs à ceux du marché, commente le journal en ligne indien *The Print*, car ils ont un besoin urgent d'argent pour acheter les intrants nécessaires pour la nouvelle saison, qui commence en juin. Selon le D<sup>r</sup> Reddy, le gouvernement a bien annoncé des mesures de soutien, mais celles-ci sont « totalement insuffisantes ». Les familles d'agriculteurs vont ainsi « s'enfoncer toujours plus dans la spirale de l'endettement et de la pauvreté ».

Si la situation de la population à Yavatmal est très préoccupante, il ne s'agit malheureusement pas d'un cas isolé. À travers le monde, des millions de personnes qui produisent des matières premières agricoles pour le marché mondial sont aussi « menacées par les conséquences dramatiques de la crise », s'inquiète notre experte Silvie Lang. Une part importante de ces « *soft commodities* » est négociée depuis la Suisse, comme *Public Eye* l'a montré dans un rapport publié en juin 2019. Ces dernières semaines, notre collègue s'est penchée sur les interactions entre la crise et le système agroalimentaire mondialisé : « La pandémie de Covid-19 met à nu les faiblesses du système agroalimentaire mondial et montre ce qui se passe lorsqu'on se repose essentiellement sur l'agriculture industrielle, un nombre

réduit de chaînes d'approvisionnement et des conditions de travail déplorables. » La « perversion de ce système » porte surtout préjudice aux « maillons les plus faibles des chaînes de valeur internationales de l'agroalimentaire : les petites exploitations et leur personnel qui cultivent, récoltent et transforment les matières premières agricoles ». Que la demande pour une matière première augmente ou baisse, bon nombre de ces personnes se retrouvent aujourd'hui dans une situation plus difficile encore qu'avant. « Soit elles perdent leur source de revenus à cause de la chute de la demande ou de l'impossibilité de continuer à produire, soit elles sont contraintes de continuer à travailler pour assouvir la demande mondiale en denrées alimentaires bon marché, même si les mesures de protection contre le coronavirus sont insuffisantes, voire inexistantes. »

**Quel est l'impact de l'effondrement des prix pour les familles d'agriculteurs ?**



Dans la région de Yavatmal, les familles d'agriculteurs « s'enfoncent toujours plus dans la spirale de l'endettement et de la pauvreté ».

© Atul Loke / Panos

Pour répondre à cette question, l'industrie du cacao représente un cas emblématique. Les prix sur les marchés mondiaux se sont effondrés au cours de la seconde moitié de février. Au Ghana, deuxième producteur de cacao au monde après la Côte d'Ivoire, avec 40 % des exportations mondiales, la pandémie de Covid-19 coûtera jusqu'à un milliard de dollars, s'alarmait début avril Joseph Boahen Aidoo, président de l'instance étatique responsable des exportations de cacao. Même si les bases sur lesquelles ce calcul repose ne sont pas claires, et que les autorités pourraient avoir intérêt à dramatiser la situation afin d'obtenir une aide financière, il ne fait aucun doute que les principales victimes de la crise actuelle au Ghana sont les quelque 800 000 personnes qui travaillent dans la culture du cacao. Car à la différence des trois géants de la transformation de cacao – Barry Callebaut, dont le siège est à Zurich, Cargill et Olam, qui ont tous deux d'importants bureaux de négoce à Genève –, les cacaoculteurs ne sont pas en mesure de réagir avec suffisamment de flexibilité à la chute des prix ou de s'assurer contre les pertes.

Au Ghana, les conséquences de la pandémie sont violentes, explique Sandra Sarkawa, de l'organisation non gouvernementale SEND. Les prix de certaines denrées ont fortement augmenté en raison d'une vague de panique et d'achats com-

pulsifs provoqués par la crise, auxquels s'ajoutent des difficultés d'importation. Les familles de cacaoculteurs voient non seulement leurs revenus menacés à cause de la chute des prix sur les marchés mondiaux, mais elles sont aussi directement touchées par le confinement. Comment se procurer les engrais et les pesticides dont elles ont besoin si les magasins sont fermés ? Dans les régions sans système de paiement électronique, il est même difficile de leur faire parvenir de l'argent pour leur récolte.

---

**Les familles de cacaoculteurs voient non seulement leurs revenus menacés à cause de la chute des prix sur les marchés mondiaux, mais elles sont aussi directement touchées par le confinement.**

---

Si les familles d'agriculteurs ne sont pas rapidement soutenues par des mesures suffisantes, « la pauvreté va s'abattre à tous les niveaux, et même compromettre la capacité des agriculteurs et leur famille à se nourrir », écrit Sandra Sarkawa, qui prévient – comme de nombreuses personnes et institutions avant elle – que la pression économique sur ces familles aggravera le problème déjà endémique du travail des enfants. D'une part, les écoles, où les enfants peuvent aussi bénéficier d'un repas, sont fermées. Et d'autre part, la forte augmentation des prix des biens et services ainsi que la chute des revenus de la culture du cacao empêchent les exploitants de verser un salaire à leur personnel, « ce qui les forcera à recourir à la main-d'œuvre bon marché, voire gratuite, des enfants ». Sandra Sarkawa précise que plusieurs entreprises du secteur du cacao et du chocolat ont fait don de savon, de désinfectant ou de produits médicaux. Certaines soutiennent aussi financièrement les pays producteurs, des organisations actives sur le terrain ou les communautés locales. Mais cela ne suffit pas. Le cercle vicieux de la pauvreté ne pourrait être brisé que si les multinationales daignent enfin payer un prix décent sur le long terme. « Sans soutien, les agricultrices et agriculteurs sont démunis face à l'ampleur de ce choc mondial. »

Pour mieux comprendre la situation actuelle, nous avons repris contact avec Tomaso Ferrando, un spécialiste des liens entre droit et alimentation que nous avons déjà interviewé pour notre maga-

zine l'an dernier. Par Skype depuis sa maison d'Anvers, où il enseigne à l'université, il évoque d'abord la situation dramatique du nord de l'Italie, sa région natale : « On sait maintenant ce qui se passe quand un tel virus se propage dans un pays où le système de soins est érodé par des années de politique d'austérité et un contexte économique déjà tendu. »

Tomaso aborde ensuite la question des familles de cacaoculteurs. Comme pour les cultivateurs de café au Vietnam ou les producteurs de fleurs au Kenya, les difficultés terribles auxquelles ces personnes font face sont la conséquence des dérives d'un système basé sur la maximisation des profits, analyse-t-il. « Pendant trente ou quarante ans, on a essayé de convaincre les agriculteurs et leur gouvernement qu'ils s'en sortiraient beaucoup mieux en cultivant telle ou telle *cash crop* (culture de rente, n.d.l.r.), plutôt que de produire pour les marchés locaux. Aujourd'hui, les chaînes d'approvisionnement mondialisées s'effondrent d'un seul coup, et les familles qui ont tout misé sur un produit spécifique destiné au marché international se retrouvent sans rien. Et que font les négociants, les transformateurs et les détaillants, soit tous ceux qui engrangent depuis des années d'énormes bénéfices grâce à ces denrées, face à la chute de la demande ? Ils se contentent de dire que la situation des producteurs n'est pas leur problème, tout en espérant que ces personnes seront prêtes, dans quelques mois, à recommencer à générer du profit pour eux. Et le pire, c'est que ça se passera exactement de cette manière. Les agriculteurs n'ont pas d'autre choix. » Pour Tomaso, la crise du Covid-19 montre plus clairement que jamais « qui fait la pluie et le beau temps dans le système agroalimentaire mondial ».

## Et quand la demande de jus d'orange s'envole ?

Le prix du jus d'orange s'est envolé sur le marché mondial à la mi-mars. D'une part, la demande a fortement augmenté en raison des vertus supposées positives de la boisson sur le système immunitaire et, d'autre part, les restrictions dues au Covid-19 ont considérablement compliqué la production et le transport du jus, entraînant une aug-



Tomaso Ferrando

© Tom Pilston / Pamos

mentation de la valeur des contrats à terme, qui a atteint son plus haut niveau depuis 2015. Cette hausse des prix a-t-elle aussi profité aux travailleurs et travailleuses des orangeries de la région de São Paulo, par exemple, dont vous découvrirez la triste réalité des conditions de travail dès la page 40 de ce numéro ? « Pas vraiment », répond Marcel Gomes, responsable de recherche de Repórter Brasil, une organisation partenaire de Public Eye. L'augmentation des prix sur le marché mondial a profité aux transformateurs et exportateurs, mais pas aux personnes qui cueillent les oranges. Si l'agriculture a bien été déclarée « activité essentielle », la pandémie n'a fait qu'empirer les conditions de travail, et a miné les espoirs d'une augmentation des salaires. De nombreux syndicats ont en effet dû geler les négociations en vue d'obtenir une hausse des salaires – ou tout du moins leur indexation sur l'inflation – qui étaient prévues au printemps. Un grand nombre de travailleurs et travailleuses agricoles se plaignent aussi de ne pas avoir reçu assez de masques et de désinfectant. La situation pour les cueilleurs devrait empirer au cours des prochains mois, car la plus forte saison de récolte des oranges destinées à la production de jus ou de concentré pour l'exportation commence en juin.

Pour Ibiapaba Neto, directeur de l'association brésilienne des exportateurs d'agrumes, la protection du personnel agricole n'est pas une priorité, comme on peut le lire dans la presse nationale. Le secteur devrait rester « à 100 % actif », exige-t-il. « Notre agro » (à la suite d'une vaste campagne d'image, le terme « agro » a insidieusement remplacé celui d'agro-industrie) « ne peut pas s'arrêter ».

Le plus important, c'est d'éviter à tout prix d'interrompre la production ! Il n'est pas nécessaire d'aller jusqu'au Brésil pour constater que cet impératif domine partout. Tomaso Ferrando évoque la situation dans son pays natal, l'Italie, où le secteur agricole a perdu 35 % de sa production en avril, par manque de personnel. Pour y remédier, le gouvernement a prévu, par décret, la régularisation de près de 300 000 personnes travaillant illégalement dans l'agriculture. Tomaso y voit peut-être un effet positif de cette crise : en Italie, on parle enfin des conditions de travail inacceptables dans le secteur agricole, qui emploie principalement des migrants et migrantes.

En Espagne aussi, il manque des dizaines de milliers de personnes pour cueillir les fruits et légumes, comme l'a appris notre collègue Adrià Budry Carbó.

# L'Espagne veut envoyer ses chômeurs au champ

Face à la pandémie de coronavirus, les pays d'émigration ferment désormais leurs frontières. En Italie et en Espagne, où des centaines de milliers d'emplois saisonniers restent vacants, on craint que les fruits et légumes ne pourrissent dans les champs. Les deux puissances agricoles européennes ont pris des mesures visant à flexibiliser le travail saisonnier, déjà très précaire.

ADRIÀ BUDRY CARBÓ

« Onubafruit S. Coop, Huelva », « 1.60 CHF ». Au dos des barquettes de fruits, les étiquettes ont parfois un message pour les consommateurs. Nous sommes mi-avril, ventre mou de la pandémie, qui se déplace comme le soleil. Il fait un temps radieux sur toute l'Europe de l'Ouest et, alors que l'on se rue encore dans les supermarchés pour faire des stocks, le demi-kilo de fraises coûte 1 fr. 60. Une promotion qui a la saveur des fruits qui fermentent au soleil.

Huelva, dans le sud-ouest de l'Espagne. Francisco Sánchez a lui aussi un message pour ses clients : « pour le meilleur et pour le pire ». Pic de production, faiblesse du marché, manque de main-d'œuvre, le gérant de la coopérative Onubafruit doit bien l'admettre, « il y a déjà des plantations de fraises qui sont abandonnées ». Il faut dire que les Suisses consomment près de 200 000 tonnes de fruits et légumes espagnols par an, un volume en hausse de 20 % sur dix ans.

## Quand le Maroc reprend ses saisonniers

L'Espagne est l'un des rares pays européens où la part de l'agriculture croît par rapport au PIB. Comme pour l'Italie, le Mal de ses « puissances agricoles », c'est la main-d'œuvre. Le Maroc a donné le premier avertissement le 13 mars, en fermant ses frontières par peur que « ses » saisonniers ne contractent le Covid-19 en Europe. Plus de deux tiers des 15 000 cueilleuses marocaines ont été dans l'impossibilité de traverser la Méditerranée pour être déployées dans les champs de Huelva. Ensuite, ce

sont les travailleurs détachés roumains et bulgares qui n'ont plus pu se déplacer, faisant vaciller toute l'agriculture espagnole. Dans les champs de fruits rouges de Huelva, sous les serres d'Almería, dans les travées de fruits à noyau du Levant et jusqu'à la viticole Catalogne : ce sont quelque 150 000 travailleurs et travailleuses qui manquent à l'appel. Soit la moitié du secteur agricole.

Cette pénurie a totalement bouleversé l'écosystème, comme le confirme Alberto. Bénévole dans une ONG, il distribue depuis cinq ans des vivres, du savon et de l'eau dans les campements de travailleurs des environs de Séville. Mais depuis le début du confinement, la plupart des bénéficiaires de l'organisation sont de nationalité espagnole ; et le bus de 7 h qui passait cueillir les journaliers a disparu.

**« Si les champs se sont dépeuplés pendant la pandémie, c'est parce que les travailleurs illégaux n'osent plus sortir de chez eux par peur de la police. »**

« Le campement de Gines, où logent les travailleurs roumains, est totalement vide », dit-il. « Pendant la cueillette, il a pu abriter jusqu'à 500 personnes. » Pour ce quadragénaire, désormais sans emploi, c'est tant mieux : « Entre les *chabolas* (baraquements, n.d.l.r.), si l'un d'eux attrape le Covid-19, ça va se répandre comme une traînée de poudre. »

### Chômeurs et migrants aux champs

Pour pallier la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement du socialiste Pedro Sánchez a édicté, le 7 avril, un décret comportant une série de mesures « urgentes » afin de garantir la production et maintenir les prix. Il vise à flexibiliser les contrats de travail, en facilitant le déploiement de chômeurs et de certaines catégories de migrants dans les exploitations agricoles. Du moins pendant la durée de la crise.

Ambassadrice d'Espagne à Berne, Aurora Diaz-Rato évoque une « solution négociée avec les coopératives, les syndicats et les régions », dans un pays qui a déjà procédé à une grande régularisation migratoire. Lancé par le gouvernement socialiste de José Luis Zapatero en 2005, le processus avait permis à un demi-million de personnes d'entrer légalement sur le marché du travail.

Bien sûr, tous les migrants ne pourront pas se reconvertir dans l'agriculture, d'autant que les déplacements entre

les provinces sont toujours restreints. Mais l'ambassadrice rappelle que les travailleurs des cultures céréalières ou de l'oléiculture, actuellement au chômage technique, représentent un réservoir de main-d'œuvre important. Combien de postes ont-ils été pourvus ? « C'est un travail en cours », rassure-t-elle.

### Coude à coude sans masque

José Ibarra a un autre avis. « C'est un travail si mal payé que même les migrants n'en veulent pas », lâche-t-il. Le délégué du syndicat Comisiones Obreras, à Carthagène, évoque des semaines de travail « coude à coude », sans masque ni aucune mesure de protection, pour sauver les récoltes.

Dans sa région, Murcie, plus d'un cinquième de la population est au chômage, alors que le salaire horaire dans l'agriculture ne dépasse pas 6,94 euros pour un travail éprouvant. « Imaginez combien on gagne au noir ! », poursuit-il.

« Dès qu'ils sont régularisés, les travailleurs partent vers la France, où ils gagnent mieux leur vie. Si les champs se sont dépeuplés pendant la pandémie, c'est parce que les travailleurs illégaux n'osent plus sortir de chez eux par peur de la police. »

---

**« C'est un travail si mal payé que même les migrants n'en veulent pas. »**

---

Pour ce sympathisant de Podemos, qui négocie avec les associations patronales de sa commune, le problème agricole est structurel : « Cueilleurs, transporteurs, personnel sanitaire : tous ceux qui ont été sollicités pendant la pandémie sont issus de corps de métiers précaires. Vous avez remarqué ? »



Dans les cultures de fraises de la région de Lepe, des milliers de travailleurs saisonniers manquent à l'appel.

**D**es étalages de fraises dans notre Coop ou notre Migros, il n'y a qu'un pas vers le fruit qui est non seulement le numéro un en termes de volume, mais également de chiffre d'affaires en Suisse : la banane. Il est temps de traverser l'Atlantique pour se rendre en Amérique du Sud. La plupart des bananes vendues dans notre pays proviennent de Colombie, du Panama, du Pérou et de l'Équateur. Dans l'édition d'avril dernier de notre magazine, nous avons déjà relaté les nombreuses violations du droit du travail et des droits humains dans les bananeraies équatoriennes près de la ville portuaire de Guayaquil. Depuis, ce centre économique, surnommé pour l'occasion la « Bergame d'Amérique latine », a fait la une de l'actualité pandémique, pour avoir été la plus touchée par le Covid-19 de tout le continent. Les images de cadavres abandonnés sur les bords des routes ou évacués par les familles des défunts ont fait le tour du monde.

## Risquer sa santé pour nos bananes ?

14

Nous avons contacté Jorge Acosta, du syndicat équatorien des travailleurs et travailleuses des bananeraies (ASTAC), qui vit justement à Guayaquil. Dans un courrier reçu fin avril, il évoque le couvre-

feu alors en vigueur de 5 h à 14 h. Dans les plantations de la région, le personnel agricole est toutefois autorisé à travailler 12 à 15 heures par jour ! « Même pendant cette crise, les employé·e·s des bananeraies travaillent bien plus que les huit heures prévues par la loi. » Beaucoup ont décidé de ne plus se rendre au travail par peur de contracter le virus. Car que ce soit dans les transports collectifs vers les plantations ou dans les entrepôts d'emballage : « Il est tout simplement impossible de respecter efficacement la distanciation sociale. »

Selon Jorge Acosta, certaines entreprises auraient proposé cinq à dix dollars de plus par semaine pour que leur personnel reprenne la récolte. Mais elles semblent peu se soucier que l'équipement de protection nécessaire soit à disposition – alors que plusieurs études montrent que les personnes qui travaillent sur ce type de plantations ont un système immunitaire affaibli et des voies respiratoires particulièrement vulnérables à cause des pesticides toxiques qui y sont constamment épanchés. Déjà à la mi-mars, ASTAC avait signalé que ces personnes doivent être considérées comme étant à risque et être protégées en conséquence. Mais pour les principaux négociants – Fyffes, Dole ou Chiquita, dont le siège européen est en Suisse –, tout ce qui compte, c'est que la production ne soit pas interrompue, estime Jorge Acosta. « C'est la même chose lors de chaque crise : les conséquences sont directement reportées sur les travailleurs et travailleuses. »

La volonté de tout mettre en œuvre pour ne pas enrayer la fructueuse production alimentaire s'est aussi clairement illustrée aux États-Unis lorsqu'il est devenu de plus en plus évident que des milliers de personnes avaient contracté le coronavirus dans les usines de transformation de viande des géants Tyson Foods, Cargill et JBS (premier producteur de viande au monde, dont le siège est à São Paulo), et que des dizaines de ces usines devaient immédiatement fermer. Les longues et dures journées de travail à la chaîne, dans de grandes chambres froides climatisées, et l'impossibilité de garder les distances de sûreté nécessaires offrent un environnement idéal pour la propagation du virus. Mais après que Tyson Foods publie une annonce pleine page dans le *New York Times*, le *Washington Post* et l'*Arkansas Democrat-Gazette*, pour avertir que les chaînes d'approvisionnement alimentaire allaient s'effondrer, le président Trump a immédiatement déclaré les usines de transformation de viande d'« infrastructures essentielles » – empêchant ainsi leur fermeture par les autorités locales – et ordonné qu'elles continuent à produire. Le ministère du Travail a indiqué qu'il apporterait son soutien aux employeurs en cas de poursuites de la part de membres de leur personnel tombés malades. Le président de Cargill, David MacLennan, a certes brièvement évoqué fin avril qu'il faudrait regarder comment la sécurité du personnel des usines pourrait être assu-



En Équateur, le travail continue dans les bananeraies de la région de Guayaquil...

© Ramiro Aguilar Villamarín



... alors que les cadavres s'entassent dans les rues de la « Bergame d'Amérique latine ».

© Vicente Gabor del Pino / Reuters

rée avec cette décision de Trump. Selon Bloomberg, à la mi-avril, 130 des 900 employé-e-s d'un des sites de production de Cargill en Pennsylvanie étaient malades. Ni la société ni les autorités n'avaient communiqué le moindre chiffre à ce sujet.

Au Canada, en France, en Allemagne ou au Brésil, des usines de viande se sont également transformées en foyer d'infection : dans l'État brésilien du Rio Grande do Sul, dans lequel trois millions de poulets et 29 000 porcs sont abattus chaque jour, les autorités sanitaires ont fait état, début mai, d'une irruption de Covid-19 dans une zone industrielle comptant plusieurs usines de viande. Elles dénombraient 240 cas confirmés et plus de 2000 employé-e-s présentant des symptômes « de type grippe ». Plusieurs des usines concernées sont exploitées par JBS. Sur un site de production qui a ensuite été fermé par le ministère public pour ne pas avoir respecté les mesures de sécurité exigées, JBS avait visiblement cherché à dissimuler la propagation du Covid-19 selon les procureurs. Et tant que nous évoquons le Brésil, poids lourd sur le marché agricole mondial :



Travail coude à coude dans un abattoir, une « infrastructure essentielle » aux États-Unis (Rigby, Idaho).

© Natalie Behring / AFP / Getty Images

## Que se passe-t-il quand le président parle de « petite grippe » ?

À la mi-mai, la nouvelle a fait le tour du monde : l'État de São Paulo comptait à lui seul plus de décès causés par le Covid-19 que toute la Chine, tandis que Jair Bolsonaro s'emportait sur Twitter contre qui-conque soutenait la « tyrannie de l'isolement total ». Quand il n'est pas en train de tweeter, le président fait passer les salles de fitness dans la catégorie des services essentiels, ne tient pas compte des règles de « distanciation physique » (à plusieurs reprises et devant les médias), échange (sans cesse) des poignées de main démonstratives, ou congédie un ministre de la Santé (deux fois en un mois). Souvent décrit comme le « Trump des tropiques », Bolsonaro semble lui aussi prêt à accepter des décès, en particulier dans les couches les plus pauvres de la société, pour autant que l'économie ne ralentisse pas.

Cela se constate clairement dans le produit d'exportation numéro un du Brésil, le soja, principalement destiné aux

mangeoires des porcs chinois et européens. Alors que le fils de Jair Bolsonaro, Eduardo, accusait la Chine, à la manière de Donald Trump, d'avoir dissimulé l'irruption du virus, le ministère brésilien des Infrastructures cherchait à dissiper les craintes de la Chine d'une pénurie de soja. Il affirmait que la pandémie n'aurait pas d'impact sur ces exportations – alors même que l'Association des conducteurs de camions, qui transportent le soja jusqu'aux ports, avait auparavant déploré auprès du président Bolsonaro ne pas être suffisamment protégée contre le virus.

L'un des principaux ports du pays pour les exportations de soja et de maïs se situe à Santarém, au confluent du rio Tapajós et de l'Amazone, où les médias faisaient état d'une augmentation des cas de Covid-19 début mai. Les médecins locaux craignaient que le pôle du négoce et des services de la région puisse devenir un épicode de la pandémie, ce qui aurait des conséquences désastreuses, en raison notamment de l'insuffisance des infrastructures sanitaires. En plus des 300 000 habitant-e-s de Santarém,

les 27 unités de soins intensifs de la ville doivent soigner les 1,1 million de personnes qui vivent dans la région. Trois semaines plus tard, les craintes se sont confirmées : le nombre de cas de Covid-19 à Santarém a explosé. Pour éviter le pire, l'État du Pará a décrété un confinement total le 23 mai. À Manaus, dans l'État voisin de l'Amazonas, le système de santé vétuste a déjà atteint ses limites depuis longtemps : hôpitaux surchargés, fosses communes, cercueils déposés sur les bords des routes... Manaus et Santarém, distantes de 740 kilomètres de rivières, ont un point commun : les graves incendies qui ravagent la forêt tropicale, la plupart du temps causés par des feux visant à dégager des pâturages et des terres arables. Ceux-ci sont le plus nombreux pendant la saison sèche, de mai à octobre. Comme le montrent des recherches menées par Repórter Brasil, le nombre d'admissions à l'hôpital pour des troubles respiratoires augmente fortement chaque année, les principales victimes étant des enfants et des personnes âgées. Dans l'État de l'Amazonas, les incendies de 2019, les plus graves



Reflet morbide de l'ampleur de la pandémie au Brésil.

© Amanda Perobelli / Reuters

jamais connus, ont occasionné une énorme surcharge des hôpitaux. Si le Covid-19 continue de se répandre dans la région, sa combinaison avec les fumées pourrait déclencher une catastrophe sanitaire – un scénario qui, selon l'Institut de recherche environnementale de l'Amazone (IPAM), paraît très vraisemblable au vu de l'énorme augmentation de la déforestation pendant les quatre premiers mois de l'année.

Au Brésil, tout porte à croire que l'agro-industrie restera toutefois l'un des piliers du gouvernement, même pendant la crise, comme l'affirme Leonardo Melgarejo, ingénieur agronome, économiste et vice-président de l'association brésilienne pour l'agroécologie. Leonardo a confié à notre spécialiste en agriculture, Carla Hoinkes, que les acteurs étrangers seraient les premiers à en profiter. Comme par exemple l'industrie des pesticides, qui est dominée par une poignée de multinationales, dont la bâloise Syngenta. Selon un rapport de Repórter Brasil, 118 nouveaux pesticides ont été autorisés au Brésil entre les mois de mars et de mai. Cela a été possible car le gouvernement a placé l'agro-industrie et

la vente de pesticides dans la catégorie des services « essentiels ». En outre, les gouverneurs du pays ont décidé début mai, au beau milieu de la crise, de prolonger les importantes exemptions fiscales dont bénéficient les pesticides. Selon les calculs de l'Association brésilienne pour la santé populaire (ABRASCO), les réductions sur la TVA entraînent chaque année des pertes fiscales de plus d'un milliard de dollars. Des fonds dont le Brésil aurait grandement besoin actuellement. Car l'ampleur de la crise économique est déjà énorme, écrit Leonardo : près de 40 % de la population brésilienne est en situation d'insolvabilité, et le nombre de personnes sans emploi s'élève à plus de 15 millions. Leonardo s'attend à une « crise alimentaire sans précédent, et regrette que le Brésil figure de nouveau sur la liste des pays tiraillés par la faim ».

Si la faim menace même le Brésil, on peut naturellement se demander ce qui attend les pays dans lesquels une partie de la population n'a déjà pas assez à manger. Les estimations du Programme alimentaire mondial des Nations unies sont alarmantes : d'ici à la fin de l'année 2020, la

pandémie pousserait 135 millions de personnes vers la famine, et le nombre d'êtres humains souffrant le plus de la faim doublerait par rapport à 2019.

Et les groupes les plus vulnérables – communautés autochtones et Quilombolas (descendants d'esclaves afro-brésiliens ayant fui les plantations), ainsi que de grandes parties des populations rurales – sont particulièrement menacés. Selon Leonardo, le fait que deux millions de Brésiliens et Brésiliennes n'aient pas accès à une alimentation adéquate et suffisante, à de l'eau potable ou à des installations sanitaires aura des conséquences dramatiques si le virus continue de se répandre dans les communautés les plus pauvres. Ou comme l'a formulé Kay Sara, membre du peuple autochtone des Tarianos, en des termes encore plus alarmants : « Les Blancs sèment le chaos pour envahir encore plus les forêts : les feux ne sont plus éteints, et la déforestation avance sans cesse. (...) Nous allons disparaître si nous ne faisons rien. (...) Cette folie doit cesser. Laissez-nous résister ensemble, laissez-nous être des êtres humains. »

## Quelles leçons tirer de ce tragique tour d'horizon ?

Ces différents exemples témoignent d'une même réalité, estime Silvie Lang : « Les conditions de travail et d'existence précaires et, à bien des égards, inhumaines auxquelles sont soumises des millions de personnes dans le secteur agroalimentaire mondial les rendent particulièrement vulnérables aux chocs sanitaires et économiques. Quand on est piégé dans une relation d'exploitation, qu'on ne touche pas un revenu suffisant pour vivre et qu'on n'a pas d'alternatives pour gagner sa vie ; quand on est atteint dans sa santé par des années de contact avec des pesticides dangereux ou de travail épuisant ; quand on n'a pas de logement digne, qu'on vit sans eau potable ni accès à des soins de santé, on ne peut ni se permettre de travailler sans mesures de protection adéquates ni de perdre des revenus. C'est à ce dilemme que sont aujourd'hui confrontées de nombreuses personnes qui travaillent dans les exploitations agricoles, qui sont au volant des poids lourds pour livrer les denrées, ou qui s'activent dans les ports par lesquels elles transitent. »

Selon le professeur Tomaso, les problèmes mis en évidence par la pandémie ne sont pas nouveaux, mais celle-ci a conduit à un renforcement dramatique des conséquences négatives du système agroalimentaire mondialisé. « Nous avons créé un système qui ne peut pas être ralenti, regrette-t-il, qui est aussi dévastateur pour les travailleurs et travailleuses que pour l'environnement. » Alors que la demande pour certains biens baisse, on prend la mesure de sa fragilité. « Dès que l'on essaie de ralentir, le moteur tombe en panne. » Tomaso estime que cette crise sanitaire mondiale devrait être l'occasion de repenser en profondeur le système agroalimentaire mondial afin de remédier à ses dérives : la concentration extrême du marché dans le négoce agricole, le pouvoir démesuré des acteurs financiers sur le système, ses conséquences dramatiques pour l'environnement et les communautés rurales traditionnelles ; les inégalités croissantes qu'il génère.

Mais Tomaso a l'impression qu'il y a un manque de volonté pour une telle remise en question. « C'est simple : nous sommes en situation d'urgence, et nous devons remettre le système en marche », dit-il avec un air soudain fataliste. « Après la crise financière, on nous a dit que le

problème venait de la spéculation, pas du système. Alors les possibilités de spéculation ont été un peu limitées, mais rien n'a fondamentalement changé. Maintenant, on nous dit que le problème vient du virus, pas du système. On impose des règles de distanciation sociale, mais une fois encore, rien ne va changer. »

Le slogan de la Banque mondiale « *Keep food moving* » semble être devenu un mantra pendant cette crise, constate Tomaso. « Les gens ont étrangement l'air encore plus obsédés par le commerce qu'avant. » Mais on oublie un aspect central soulevé, début mai, par le nouveau Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, Michael Fakhri, dont Tomaso est proche, dans son premier discours : seules 25 à 30 % des denrées cultivées dans le monde sont négociées sur les marchés internationaux ; et une part importante est utilisée pour nourrir le bétail. « Mais ces 25 à 30 % des denrées bénéficient d'une grande attention de l'industrie, des instances législatives et des organisations internationales, simplement parce qu'elles représentent le segment du secteur agroalimentaire qui génère les plus gros profits. »

On ne se soucie guère des 70 % restants, qui nourrissent pourtant la population mondiale. Il serait donc grand temps de « prendre au sérieux le concept de souveraineté alimentaire, de chercher à évoluer vers un modèle plus résilient, qui donnerait le pouvoir aux producteurs et productrices de vivre de façon autonome et souveraine, sans détruire la planète », poursuit Tomaso. Il est essentiel de se demander sur quelles prémisses repose le système actuel : comment il est possible qu'un système alimentaire mondial pesant des milliards en 2020 ne soit pas capable de partager les denrées amplement suffisantes dont nous disposons pour que plus personne ne souffre de la faim ; au nom de quels intérêts et pourquoi les surpoids et l'obésité progressent dans le monde, tout comme la malnutrition.

« Nous savons depuis des années dans quelle direction catastrophique nous avançons. Et quand ce virus nous prend par surprise, tout le monde se demande : comment va-t-on faire pour que toutes ces graines de soja puissent être expédiées aux quatre coins de la planète. Je m'excuse, mais qui diable se soucie maintenant du soja ? » Pour Tomaso, la question à se poser est tout autre : « À qui profitent réellement les chaînes de valeur mondiales ? » Dans leurs formes actuelles, elles n'accordent aucune valeur aux personnes qui travaillent dans la production des

matières premières agricoles ni aux populations des pays où celles-ci sont cultivées. Seuls les puissants acteurs qui dominent le système agroalimentaire mondial en profitent. « Ce qu'il nous faut, conclut Tomaso dans un sursaut de détermination, c'est une repolitisation massive de l'alimentation. »

## Comment « repolitiser l'alimentation » ?

Michael Fakhri, Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, a bien résumé ce dilemme dans son discours du mois de mai : « Nous avons pris l'habitude de réfléchir à l'alimentation en des termes commerciaux. Résultat : nous ne cultivons pas ce dont nous avons besoin pour manger. » Dans le contexte de la crise (de la distribution) alimentaire qui s'annonce en Inde, le D<sup>r</sup> Reddy, du Pesticide Action Network (PAN), demande à son gouvernement de prendre des mesures pour inciter les familles d'agriculteurs à abandonner la production de « *cash crops* », c'est-à-dire les cultures destinées au marché, au profit des denrées nécessaires pour se nourrir. Pour cela, il est impératif de leur donner des garanties financières afin qu'elles se libèrent de leur dépendance aux chaînes de valeur mondiales. Il suggère aux organisations nationales et internationales de prendre exemple sur les millions de travailleurs déplacés en Inde, que la crise a poussés à marcher, parfois des journées entières et sans nourriture suffisante, pour retourner à la campagne auprès de leur famille. Ces personnes ont réalisé que « pour se protéger du Covid-19 et de tous les dangers qui lui sont liés, elles devaient retourner à leurs racines ». Pour le D<sup>r</sup> Reddy, les autorités nationales et internationales doivent s'inspirer de ce message : « *Back to the roots* ».

Michael Fakhri estime aussi que le slogan « *Keep food moving* » de la Banque mondiale doit être interprété de manière à renforcer les filières locales qui permettent de nourrir les populations. Mais la revendication d'un plus haut degré d'autosuffisance comporte aussi des dangers, prévient-il, par exemple si l'on cherche à subvenir aux besoins des uns aux dépens des autres, ou si l'appel à une plus grande souveraineté alimentaire est uniquement motivé par des in-

térêts d'ordre ethnique ou nationaliste. Il se dit curieux de voir quelle définition de l'autosuffisance prévaudrait. « Ce sera l'objet des débats à venir », affirme le rapporteur spécial, qui semble garder la tête froide et un niveau salubre de décontraction malgré les défis qui l'attendent. Dans un tweet, il a fait part du slogan qu'il aimerait donner à son mandat : « *Get up, stand up, get up for your rice* ».

Pour notre experte en matières premières agricoles, Silvie Lang, la crise montre clairement que « les problèmes systémiques du modèle agroalimentaire mondial demandent des changements structurels ». Il est inacceptable que « les agriculteurs et agricultrices soient toujours à la merci des puissants acteurs sur les chaînes de valeur mondiales ». La concentration croissante du secteur renforce le pouvoir des grands groupes, qui contrôlent des parts toujours plus importantes du système agroalimentaire mondial. « À l'autre bout de la chaîne, des millions de personnes, largement impuissantes, produisent leurs denrées. Elles n'ont ni le pouvoir de négociation nécessaire ni les possibilités d'exiger des conditions de travail ou des salaires décentes, et elles ne peuvent pas surmonter des chocs aussi violents que celui provoqué par la crise du Covid-19. »

18

Pour mieux comprendre les enjeux, retournons vers Thomas Braunschweig. Dans son analyse, il demande que les personnes qui vivaient déjà dans une grande précarité avant la crise et travaillaient dans des conditions déplorables soient mises au centre des mesures prises par les États pour lutter contre le Covid-19 et ses conséquences économiques. En première ligne : les personnes qui gagnent leur vie dans l'économie informelle. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), 1,6 milliard de personnes dans le secteur informel – soit près de la moitié de la main-d'œuvre mondiale – sont aujourd'hui frappées de plein fouet par la crise ou travaillent dans les secteurs les plus touchés.

Le directeur général de l'OIT, Guy Ryder, a appelé à ne pas oublier les millions de travailleurs et travailleuses de l'économie informelle, que la perte de revenus « prive de nourriture, de sécurité et d'avenir ». Ces personnes, les « vrais visages du monde du travail », comme il les appelle, n'ont pas d'épargne ni d'accès au crédit. « Si on ne les aide pas maintenant, elles vont sombrer. » Les femmes sont les plus touchées, souligne notre collègue, car elles sont non seulement surreprésentées dans l'économie informelle, mais aussi victimes d'une discrimination structurelle. Outre un soutien direct aux personnes les

plus durement affectées, il est impératif de conditionner l'octroi de fonds publics aux entreprises à des conditions strictes : pas d'optimisation fiscale ni de rachats d'actions ou de bonus excessifs ; le maintien des emplois, le versement d'un salaire vital et l'amélioration de la sécurité au travail. Les grands groupes bénéficiant d'un soutien devraient prouver qu'ils peuvent revoir leur modèle d'affaires afin de réduire leur empreinte écologique et leurs émissions de gaz à effet de serre.

À long terme, il faut une réforme fondamentale de ce système économique et commercial propice aux crises, afin de renforcer sa capacité de résistance aux crises, de réduire les inégalités dans le monde et de surmonter les défis écologiques. Seule une transformation structurelle du modèle économique dominant permettra à la communauté internationale de tenir sa promesse, faite dans le cadre des objectifs de développement durable, de « ne laisser personne de côté ». Cela implique un refus de cet appel au « retour à la normale » qui résonne partout aujourd'hui. Car celui-ci signifierait aussi revenir à un système économique obsédé par les gains d'efficacité qui, alimenté par un commerce mondial toujours plus libéralisé, a conduit à l'expansion de chaînes de valeur internationales caractérisées par des salaires de misère, l'optimisation fiscale agressive et des réglementations laxistes en matière de droit du travail et de protection de l'environnement.

## Y a-t-il des signes indiquant une évolution vers une « normalité plus saine » ?

On distingue à la fois des signes préoccupants et encourageants, écrit encore notre spécialiste du commerce international, Thomas Braunschweig. D'un côté, l'OMC cherche à utiliser le Covid-19 comme prétexte pour revendiquer une plus grande libéralisation des échanges internationaux, quand bien même le commerce mondial débridé a contribué à l'aggravation de la crise. Mais il y a aussi des lueurs d'espoir. À la mi-mai, la ministre du Commerce des Pays-Bas, un pays généralement très favorable au libre-échange, et son homologue

français, ont cosigné une lettre adressée aux 25 autres membres de l'Union européenne les appelant à accorder plus d'importance à la durabilité dans les accords commerciaux de l'UE. Concrètement, ils demandent à la Commission européenne d'inclure, dans les futurs accords, des conditions garantissant que les pays partenaires mettent bien en œuvre les normes environnementales et de droit du travail qu'ils s'engagent à respecter. Si les partenaires commerciaux ne respectent pas leurs engagements, l'UE devrait augmenter ses droits de douane à l'égard de ces pays.

Fin avril déjà, le commissaire européen à la justice, Didier Reynders, annonçait déjà, lors d'un webinaire en ligne, avoir initié une future législation de l'Union européenne prévoyant un devoir de diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement pour les entreprises. Le processus de consultation officielle va être bientôt lancé, et une proposition de réglementation concrète devrait être présentée en 2021, selon Reynders. Les principaux éléments du texte évoqués sont encourageants : l'objectif est d'établir une réglementation contraignante qui pourrait être mise en œuvre par le biais d'un mécanisme efficace. Elle ne devrait par ailleurs pas être limitée à certaines problématiques, comme le travail des enfants, mais s'appliquer à tous les aspects dans tous les secteurs. C'est exactement ce que prévoit l'initiative pour des multinationales responsables, colancée par Public Eye, qui devrait être soumise au vote en novembre, suite au refus du parlement d'accepter un contre-projet solide au début du mois de juin. Quel que soit le résultat de la campagne acharnée qui s'annonce et le verdict final dans les urnes, il est évident que la Suisse ne pourra pas continuer longtemps de se soustraire à une réglementation contraignante de ses multinationales, si elle ne veut pas à nouveau manquer le train des réformes.

Comme à l'époque avec le secret bancaire. Pendant des décennies, la Suisse a refusé d'imposer aux banques domiciliées sur son territoire une obligation de fournir des informations aux autorités fiscales en cas de soupçons d'évasion fiscale. Dans le sillage de la crise financière de 2008, la pression, des États-Unis notamment, est devenue si forte que la Confédération a dû, presque du jour au lendemain, dire adieu à cet énorme avantage réservé à « ses » banques. Ce qui nous amène à aborder une autre thématique centrale de ce dossier : le système financier.



« Soyons réalistes, exigeons l'impossible » : une peinture murale de Che Guevara à Cuba, un pays durement touché par la crise en raison de l'embargo des États-Unis.

© Yamil Lage / AFP / Getty Images

## Le fort ralentissement de l'économie réelle va-t-il provoquer une nouvelle crise financière ?

Les questions que se pose notre spécialiste des matières premières et de la finance, Andreas Missbach, dans le document de préparation de notre dossier, ont tout de suite retenu notre attention. Il propose d'écrire un article pour répondre à ces ques-

tions avec comme titre de travail : « Il n'y a pas que les virus qui sont contagieux ». Quelques jours plus tard, il nous fait parvenir un texte de 18 990 signes... « Le texte est trop long », prévient-il dans son e-mail. « La dernière fois, j'avais pu écrire toute une édition spéciale. » La dernière fois, c'était en novembre 2007, et le numéro spécial en question avait été publié en allemand sous la forme d'une imitation de l'ancien journal économique Ringier intitulée *Crash*.<sup>1</sup>

Les constats dressés à l'époque par notre expert méritent d'être cités : « Des mesures doivent être prises pour atténuer la spéculation et les marchés financiers doivent être mieux régulés. Cela s'applique particulièrement à la création

et aux échanges de produits dérivés tels que les fonds spéculatifs, qui sont à peine réglementés, mais dont les activités sont souvent similaires à celles des banques. La lumière doit être faite sur les activités des places financières offshore. Enfin, une solution doit être trouvée aux problèmes d'endettement des pays en développement, avec l'annulation de la dette des pays les plus pauvres. »

Dans les pages suivantes, vous pourrez découvrir la nouvelle analyse d'Andreas Missbach sur l'ampleur de la crise financière qui se profile à l'horizon, dans un article qui réussit l'exploit de parler à la fois de ninjas, de saucisses, de Demi Moore et de Mark Twain.

<sup>1</sup> À noter que ce numéro spécial n'avait été publié qu'en allemand et avait fait l'objet en français d'un article dans la revue *Solidaire* de janvier 2008 (« Marchés financiers globalisés – quelle sera l'ampleur de la prochaine crise ? »). Pour l'anecdote, nos collègues avaient ensuite été contraints par les avocats de Ringier de changer le titre, jugé trop proche de l'original, *Cash*, par *Das Kapital* !

# Des saucisses et des virus

Il y a douze ans, les banques des États-Unis avaient associé des hypothèques de diverses qualités, un peu comme on mélange des morceaux de viande de différentes qualités dans une saucisse. Ainsi, lorsque les défauts de paiement se sont faits de plus en plus nombreux, il s'est révélé impossible de savoir où se trouvaient les parties avariées. Et tout le système financier a été rapidement contaminé. À la différence de 2008, le secteur financier n'est pas la cause de la crise économique actuelle. Mais le coronavirus a croisé le chemin d'une bulle financière sur le point d'éclater. Aujourd'hui, le plus grand risque n'est pas lié à l'insolvabilité d'individus endettés, mais à celle des entreprises et des pays en développement et émergents qui vivent à crédit. Autre différence, les banques ne représentent plus le plus gros du problème, mais il s'agit cette fois-ci du « système bancaire parallèle » qui pèse désormais plus de deux fois plus que le produit intérieur brut mondial.

Une chose est sûre : l'ampleur des conséquences économiques de la crise du Covid-19 dépendra avant tout de l'amplitude du ralentissement de l'économie réelle et de sa capacité à s'en remettre. Certains pays vont-ils connaître de nouvelles périodes de confinement ? Quelles conséquences l'assouplissement progressif de ces mesures aura-t-il sur les entreprises ? Et combien de temps va-t-on devoir attendre avant qu'un vaccin permette un retour de l'ensemble de la société et de l'économie à une certaine normalité ?

20

À la différence de la crise financière de 2008 liée aux hypothèques « subprime », la crise économique actuelle n'a pas été provoquée par le secteur financier, mais celui-ci pourrait avoir une influence significative sur l'évolution de la situation. Et il y a des parallèles troublants entre la crise actuelle et la crise financière de 2008.

Déjà à la mi-mars 2020, la Banque centrale des États-Unis, la Federal Reserve (Fed) a mobilisé plusieurs milliers de milliards, comme d'autres banques centrales par la suite. En quelques jours seulement, plus d'argent a été injecté dans le système financier que pendant l'ensemble de la crise de 2008. Cette démarche n'a pas uniquement pour objectif d'alimenter en liquidités les entreprises de l'économie réelle et les PME afin de les aider à surmonter la paralysie de leurs activités, mais elle vise également à empêcher la contagion des marchés financiers. Car le marché des obligations à court terme de type billets de trésorerie (Commercial Papers), sur lequel les entreprises s'alimentent en liquidités, a été soudainement gelé, et les dollars se sont faits rares à travers le monde.

## Les « banques parallèles » font gonfler la bulle

Depuis 2008, nous n'avons pas connu d'importante crise financière alors que, depuis

1982, il y en a eu une tous les huit ans et demi en moyenne. Le choc du coronavirus sur l'économie est venu percuter une bulle du marché financier qui était déjà sur le point d'éclater. Pour la première fois depuis douze ans, des signes évidents d'un « emballement irrationnel » ont pu être observés. Des signes similaires à ceux que l'ancien directeur de la Fed Alan Greenspan avait déjà identifiés en 1996 parmi les causes des bulles boursières. Alors que les principaux indicateurs – endettement des entreprises et cours des actions par rapport à leurs bénéfices, mais aussi endettement des pays en développement et émergents par rapport à leur produit intérieur brut – étaient au rouge, les investisseurs continuaient de parier sur une courbe ascendante. « Tant qu'il y a de la musique, il faut danser », estimait le président de la banque Citigroup après la crise financière de 2008, et le sauvetage de son groupe par le gouvernement des États-Unis, pour justifier son attitude (et celle de ses collègues du monde entier). Une nouvelle fois, les marchés financiers se sont laissés emporter par une valse frénétique et, même sans la crise du coronavirus, cette nouvelle bulle financière aurait fini par éclater. Car jusqu'ici, personne n'a jamais réussi à prendre des mesures ciblées pour faire « dégonfler » une mégabulle financière.

Entre la bulle financière créée par les hypothèques « pourries » avant 2007 et la bulle financière d'avant le Covid-19, la grande différence est que, cette fois, ce ne sont pas les banques qui sont au cœur du problème, mais le « système bancaire parallèle », constitué par les fonds spéculatifs (*hedge funds*), les fonds d'investissement privés (*private equity*) et les investisseurs institutionnels. Ces acteurs du marché financier font certes en partie le même type d'opérations que les banques, mais ils évoluent dans une sorte d'univers parallèle, beaucoup moins réglé-

menté et surveillé que le système bancaire. Les *hedge funds* spéculent, avec leurs propres fonds et d'importants capitaux empruntés, sur tout ce qui peut rapporter quelque chose – que ce soit des cours d'actions à la baisse, des faillites d'entreprises ou même la météo (eh oui, il existe des produits dérivés climatiques). Les fonds d'investissement privés misent sur des entreprises à risque et financent les rachats de sociétés. Ces deux types d'acteurs jouent principalement avec les fonds des grandes fortunes. Les investisseurs institutionnels – dont les principaux acteurs sont les caisses de pension et les assurances – gèrent également l'argent de petits épargnants. Depuis quelques années, ils investissent toutefois de plus en plus dans les fonds spéculatifs.

Ce « système bancaire parallèle » a quasiment doublé de valeur depuis la crise de 2008 et représente aujourd'hui plus de 180 billions de dollars (180 000 000 000 000 dollars). Il est devenu ainsi nettement plus important que le système bancaire proprement dit, et représente près de deux fois le produit intérieur brut mondial, soit la valeur de tous les biens et services produits dans le monde en une année. Comme les fonds spéculatifs empruntent d'importants capitaux pour augmenter leurs rendements par rapport à leurs fonds propres, ce système bancaire parallèle est toutefois étroitement lié au système bancaire traditionnel.

## Des emprunts pourris comme chair à saucisse

Et on en revient à la première phase de la crise, celle des subprimes, pour parler enfin de ces fameuses saucisses ! Jusque dans les années 1990, aux États-Unis, les banques distinguaient dans leurs comptes les hypothèques de diverses qualités – de manière, en quelque sorte, à séparer les morceaux de viande plus ou moins bons. Avec la création



Avant l'arrivée du coronavirus, une bulle financière était sur le point d'éclater. Des négociants de la Bourse de New York.

d'instruments financiers « innovateurs », ces hypothèques de qualités très différentes ont peu à peu été hachées de plus en plus finement et mélangées, avant d'être emballées et revendues – un peu comme pour des saucisses. Lorsque les défauts de paiement des personnes insolvable qui avaient contracté des « subprimes » (ces hypothèques à risque) se sont multipliés, plus personne ne savait exactement à quels produits financiers ces crédits risqués avaient été mêlés. Les charcutiers avaient complètement perdu la vue d'ensemble de leurs saucisses et, comme lors d'un scandale de viande avariée, plus personne ne voulait en acheter ni ne faisait confiance à quiconque avait un stock à écouler – et les banques ne se prêtaient plus d'argent entre elles.

Ce qui nous mène à la seconde grande différence avec la crise actuelle : le risque le plus important n'est plus lié aux crédits hypothécaires, mais aux dettes des entreprises, dont le montant total dans le monde s'élève à plus de 90 billions de dollars, auquel il faut ajouter 80 billions dans le secteur financier. En Suisse également, l'endettement des entreprises (sans compter les emprunts contractés par les banques) se monte à 120 % du PIB.

Et comme pour la crise des subprimes aux États-Unis, les mauvais payeurs constituent le cœur du problème. À l'époque, on les appelait les « NINJA », acronyme de « no income, no job or assets », c'est-à-dire des individus « sans revenu, sans emploi ni fortune », à qui on avait accordé une

hypothèque alors qu'il était évident qu'ils ne pourraient jamais la rembourser. Octroyer ainsi de tels crédits n'était possible que dans une situation d'augmentation des prix de l'immobilier, soit tant que la vente de leur maison rapportait plus que la valeur de leur hypothèque. Le fait que les États-Unis n'avaient encore jamais connu de recul du prix de l'immobilier à l'échelle nationale semblait être un gage de sécurité... jusqu'à ce que, justement, la courbe s'inverse.

Aujourd'hui, les mauvais payeurs sont des entreprises à haut risque, qualifiées de « junk » dans le jargon, faute de fonds propres, de chiffre d'affaires ou de perspectives de croissance suffisants pour honorer toutes leurs créances. Selon le Fonds monétaire international (FMI), 10 % des dettes mondiales sont dues par de telles entreprises. Face à l'afflux de nouveaux investisseurs attirés par les rendements élevés proposés, les dettes des entreprises arrivées à échéance ont pu être tout simplement « refinancées » (ou « rolled over » dans le jargon de la finance). Jusqu'à l'arrivée du Covid-19. Pour soutenir les cours, la Banque centrale des États-Unis s'est rapidement mise à racheter des créances d'entreprises, avant d'annoncer en avril qu'elle allait, pour la première fois de son histoire, acheter des obligations à haut risque (« junk bonds »), et même des fonds négociés en bourse composés de ces titres – ces fameuses « saucisses » échangées sur les marchés boursiers. La Banque centrale des États-Unis cherchait ainsi à empêcher une dangereuse réaction en chaîne.

Par rapport à la crise financière de 2008, l'ampleur de la bulle financière existant avant l'arrivée du Covid-19 donne le vertige. Avant 2007, le volume des crédits de type subprime s'élevait à 800 milliards de dollars aux États-Unis ; aujourd'hui, les dettes à risque des entreprises représentent à elles seules 1200 milliards de dollars, à quoi il faut ajouter les obligations structurées adossées à des prêts, ou *collateralized loan obligations* (CLO) – encore et toujours ces saucisses composées des dettes d'entreprises – soit environ 700 milliards de dollars. Ces crédits pourris ont ainsi été « saucissonnés » en fonction de leur risque de défaut de paiement avant d'être vendus à des investisseurs « friands » de tels risques. Plus la tranche contient de risque, plus son rendement sera élevé. Jusqu'à présent, les tranches de crédit les plus sûres ne se sont jamais retrouvées en défauts de paiement. Mais c'est exactement ce que l'on pensait à l'époque des meilleures « tranches » des obligations adossées aux subprimes. Or l'histoire en aura voulu autrement.

L'existence d'un grand nombre de sociétés surendettées est aussi liée à la propension des fonds d'investissement privés à privilégier les rachats par emprunt, ou « leveraged buyouts ». Ces fonds achètent des entreprises avec des capitaux empruntés et reportent ensuite ces créances sur les sociétés rachetées. Et elles n'y vont pas avec le dos de la cuillère : l'acquisition de la division ascenseurs du groupe allemand ThyssenKrupp par deux fonds d'investissement privés peu avant la crise a été le

plus grand rachat par emprunt de l'histoire de l'Europe ; total de la facture : 17,2 milliards d'euros. Nous y reviendrons.

L'augmentation des dettes d'entreprises s'explique également par le fait que de grands groupes, ou les membres de leur direction, ont racheté des actions de leur propre société avec des capitaux empruntés. Ce qui a pour conséquence de réduire les fonds propres de la société, et ainsi sa capacité de résistance en cas de crise. Mais un nombre réduit d'actions en circulation est également synonyme de cours plus élevés, donc de primes encore plus juteuses...

### Les banques entrent dans la danse

L'industrie de la finance ne prévoit jamais de scénario dans lequel toutes les entreprises accuseraient en même temps un recul massif de leur chiffre d'affaires. Cette année, environ 235 milliards de dollars d'emprunts contractés par les entreprises arrivent à échéance, et l'année prochaine 345 milliards. Ces montants doivent être soit remboursés, soit repris par de nouveaux emprunts. À quoi il faut encore ajouter les crédits bancaires arrivés à échéance. Inévitablement, de nombreuses entreprises vont faire faillite. Les questions qui se posent désormais sont les suivantes : quelle proportion de ces dettes ne pourront jamais être remboursées ? Qui va se retrouver avec ces créances sur les bras ? À quel endroit (dans les saucisses) ont-elles été reportées ? Et cela déclencherait-il une réaction en chaîne d'investisseurs insolubles ?

La crise financière de 2008 nous avait pourtant permis de mieux comprendre le mécanisme de contagion : lorsque des agences de notation, qui évaluent la solvabilité des entreprises, dégradent la notation de l'une d'entre elles, les fonds qui ne misent que sur les investissements de haute qualité (peu risqués) sont alors tenus de vendre. Le prix des emprunts concernés s'effondre, ce qui creuse des trous dans le bilan d'autres investisseurs. Si ces emprunts ont été utilisés pour garantir un crédit, alors c'est au tour de la banque de demander plus de liquidités pour garantir le crédit, ce qui entraîne d'autres ventes. Et c'est ainsi que la contagion se propage de façon exponentielle, exactement comme pour un virus. Cet « appel de marge », ou « *margin call* », a même eu son heure de gloire à Hollywood, puisqu'il a donné son nom à un film sur la crise des subprimes sélectionné pour les Oscars, avec Kevin Spacey (à une époque où il était encore de bon ton de lui décerner un prix), Jeremy Irons et Demi Moore.

Sur un ton beaucoup moins divertissant, la Fed a publié un avertissement à la mi-mai : « Quand un nombre réduit de fonds spéculatifs à l'influence disproportionnée se retrouvent en difficulté, cela peut avoir d'énormes conséquences car ces fonds peuvent être contraints de vendre de grandes quantités d'actifs pour répondre à l'appel de marge ou limiter le risque de leur portefeuille pendant des périodes de pression sur le marché. » Les emprunts pourris des entreprises ont assurément le potentiel de faire s'effondrer tout le système financier mondial.

### Un cocktail explosif

Le deuxième risque le plus important est celui de l'endettement des pays en développement et émergents. Même le FMI, d'ordinaire plutôt sobre, prévient que celui-ci peut déclencher une véritable tempête. Urgence sanitaire, récession, baisse des exportations et fuite massive des investisseurs étrangers composent un cocktail explosif. Ce dernier ingrédient se faisait déjà ressentir au mois de mars : 95 milliards de dollars d'actions et d'emprunts ont été retirés en un temps record. La tempête est bien sûr avant tout une catastrophe pour la vaste majorité de la population de ces pays, qui n'a pas profité de l'endettement croissant ces dernières années. Les banques et le système bancaire parallèle ne seraient pas épargnés si certains pays émergents devaient se déclarer en faillite, car les obligations d'États sont devenues aussi omniprésentes que celles des entreprises. Certains pays du sud de l'Europe, en particulier l'Italie, sont à nouveau au bord de la faillite – comme après la crise financière de 2008. Mais dans la zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) a les moyens d'éviter un tel scénario. À condition toutefois que l'Allemagne continue de le permettre et laisse la BCE racheter des obligations souveraines à l'Italie et consorts, afin que leurs taux d'intérêt n'exploient pas. Ou même mieux, de lancer un emprunt obligataire mutualisé, ou « *corona bonds* ».

La tension actuelle est palpable au regard des demandes de crédits d'urgence déposées par plus de cent pays auprès du FMI jusqu'en avril, soit deux fois plus que lors de la crise financière de 2008. À cela s'ajoute le fort endettement des entreprises dans les pays émergents, qui représente à lui seul près de 40 % de la dette mondiale des sociétés privées. Le marché des emprunts d'entreprises des pays émergents a été multiplié par quatre au cours des dix dernières années, et par cinq pour ce qui concerne les crédits à risques. Et pour les sociétés qui

ont contracté des emprunts à l'étranger en dollars, la situation est catastrophique, car le cours des devises locales s'est effondré par rapport à celui du billet vert. Il leur est devenu désormais impossible de rembourser ces dettes. L'insouciance irresponsable des investisseurs s'affiche une nouvelle fois ici. Que les devises de pays économiquement plus faibles plongent en temps de crise n'a rien de nouveau, et ce quelle que soit l'origine de la crise.

Cette situation montre une fois de plus à quel point il est dangereux de faire reposer le développement d'un pays et de ses entreprises sur des capitaux étrangers. « Un banquier, c'est quelqu'un qui vous prête un parapluie par beau temps et vous le reprend lorsqu'il commence à pleuvoir » ; cette citation attribuée à Mark Twain s'applique parfaitement à ce que vivent aujourd'hui les pays en développement et émergents.

### À quand le tour des banques ?

Depuis la crise financière de 2008, les banques sont légalement contraintes de détenir une part de fonds propres beaucoup plus importante. Cette part est passée de 2 % en 2007 à 6 % aujourd'hui aux États-Unis et de respectivement 12 à 16 % en Europe. Cela leur permet d'absorber des pertes nettement plus importantes avant de se retrouver dans une situation critique. Du moins en théorie... Si l'on calcule le ratio de fonds propres sur les valeurs de marché plutôt que sur les valeurs comptables, alors de nombreuses banques sont, selon le FMI, à un niveau similaire à celui qu'elles connaissaient « pendant la crise financière mondiale ». Et les organes de régulation des banques n'ont pas non plus envisagé les conséquences d'une pandémie. Autrement dit, les signaux d'alerte qu'une réserve de sécurité nettement plus importante serait nécessaire n'ont pas été entendus.

Dès les débuts de la pandémie est survenu un phénomène que les banques elles-mêmes n'avaient pas vu venir : les grandes entreprises ont eu massivement recours à leurs lignes de crédit. Ces « facilités de crédit renouvelables » (ou « *revolving credit facilities* », communément appelées « *revolvers* » dans le jargon financier) sont d'importants accords généralement concédés par un groupe de banques (ou consortium). Comme pour une carte de crédit, il est possible d'utiliser des fonds jusqu'à une limite définie. Les banques n'en retirent pas beaucoup de bénéfices, mais elles fidélisent ainsi les entreprises pour pouvoir leur proposer d'autres opérations plus lucratives. Et elles partent du principe que de nombreuses

lignes de crédit ne seront pas complètement utilisées – en tout cas pas en même temps. Comme les sociétés cotées en bourse ne sont pas tenues d'annoncer immédiatement leur recours à ces lignes de crédits, et que les entreprises privées non cotées ne le communiquent souvent pas du tout, il n'est pas possible de savoir exactement quelle a été l'ampleur de ce phénomène. Mais il est certain que les fonds de caisse des banques ne sont pas suffisants pour faire face à la demande : fin 2019, les six premières banques des États-Unis comptaient plus de 1800 milliards de dollars de lignes de crédit ouvertes non utilisées.

De plus, certaines banques – dont Credit Suisse – ont également accordé des lignes de crédits à des « usines de saucisses ». Il s'agit de fonds qui fabriquent et vendent des obligations structurées adossées à des prêts et qui stockent d'abord les créances d'entreprises dans un « entrepôt », avant d'en faire de la « chair à saucisse ». Si plus personne ne veut de saucisses, et que les merceaux entreposés s'avariant, alors ces crédits pourrissent également.

Pour revenir au fabricant d'ascenseurs ThyssenKrupp, un phénomène similaire s'est produit lors du fameux plus grand rachat par emprunt de l'histoire de l'Europe. Les banques financent les fonds d'investissement privés avec des crédits qu'elles revendent ensuite à d'autres investisseurs. Dans le cas de ce rachat, les banques impliquées dans la transaction – dont UBS – se retrouvent désormais avec 8 milliards d'euros de « produits » invendables sur les bras.

Reste à voir si les banques survivront à la dépréciation des dettes des entreprises et des États, et aux problèmes – voire à la faillite – de leurs principaux débiteurs du système bancaire parallèle. La crise financière de 2008 a montré avec quelle vitesse les problèmes se transmettent d'une banque à l'autre, y compris dans le système bancaire parallèle – et impossible de prendre des mesures de « distanciation financière » pour éviter un effondrement des marchés dans ce monde-là. L'opacité créée par le transfert des risques n'a pas diminué. Les dettes d'entreprises, mais aussi les hypothèques, les dettes de cartes de crédit, les prêts étudiants aux États-Unis, etc. sont toujours mélangés dans des saucisses et l'insolvabilité de tous les débiteurs concernés pourrait s'étendre très rapidement. Et des risques supplémentaires, souvent entièrement nouveaux, ont tendance à survenir dans des recoins obscurs du système sans que personne ne s'y attende. C'est en tout cas ce que l'on peut déduire de la déclaration

de la directrice générale du FMI quand elle affirme que les banques seront soumises à un « test de résistance dans cet environnement changeant si rapidement ». Autrement dit : « Nous n'avons aucune idée de ce qui va se passer, mais il faut s'attendre au pire. »

### Des vertus de la crise

Qui sera aux commandes ? Cette fois-ci, la Chine ne sera plus le moteur de la reprise. Pour surmonter la crise financière, la deuxième économie mondiale de l'époque avait joué un rôle central. Après une brève chute en 2008, la croissance chinoise est rapidement remontée à 9 % en 2009, puis 10 % en 2010. Aucun gouvernement n'avait injecté autant de milliards pour relancer l'économie. Par des investissements trois fois supérieurs à ceux des États-Unis, la Chine est devenue la locomotive de l'économie mondiale, ce qui s'est avéré décisif, en particulier pour les pays producteurs de matières premières. Ses gigantesques investissements étatiques dans les infrastructures, son économie axée sur les exportations, la consommation de sa classe moyenne en plein essor, et sa bulle immobilière ont fait de la Chine le marché le plus important, et de loin, pour de nombreuses matières premières.

Cette fois-ci, la situation est totalement différente et les perspectives ne sont pas des plus réjouissantes. Déjà avant la crise, la croissance de l'économie chinoise n'était « que » de 5,6 % et, dans le meilleur des cas, elle sera nulle cette année. En Chine, la consommation des ménages joue toujours un rôle nettement moins important qu'aux États-Unis ou en Europe. Cette différence est due aux énormes inégalités dans le pays : une partie trop importante des revenus termine dans les poches des super-riches, et trop peu dans celles des plus pauvres. La Chine dépend fortement de ses exportations et donc de pays dont l'économie est étranglée – pour une durée indéterminée – par les mesures prises pour lutter contre le Covid-19. Enfin, la Chine est encore confrontée à ses propres problèmes d'endettement des entreprises et de bulle immobilière : dans les agglomérations urbaines, près d'un logement sur quatre est vacant. Une situation qui ne respire pas la plus grande stabilité.

Reste la question des banques centrales. Si le développement de la crise des subprimes a été comparé à un « accident de train au ralenti », c'est cette fois-ci un TGV qui s'est élancé vers le butoir en fin de voie. Les billions des banques centrales qui ont rapidement été injectés dans le système financier ont permis d'éviter son ef-

fondrement immédiat. Comme la dernière fois, on ne saura – peut-être – qu'a posteriori quelle proportion de ces fonds était véritablement nécessaire, et quelle part a uniquement permis de sauver de grandes fortunes privées. Les deux hommes les plus importants dans cet exercice de pompier entretiennent une certaine proximité avec les banques et le système bancaire parallèle. Le président de la Fed, Jerome Powell, a travaillé pour la banque d'investissement Dillon, Read & Company et pour le groupe d'investissement privé Carlyle, tandis que le ministre des Finances des États-Unis, Steven Mnuchin, est un ancien de Goldman Sachs et de divers fonds spéculatifs. À court terme, cette « dose de cheval » peut atténuer les effets du mal qui les rongent : même des sociétés de secteurs durement touchés, comme le constructeur aéronautique Boeing et le croisiériste Carnival, ont pu placer de nouveaux emprunts. Mais uniquement avec un taux d'intérêt de 11,5 % sur trois ans pour ce dernier – débris flottants d'un crash annoncé ?

Si chaque crise porte en elle les graines de la crise suivante, elle implique aussi des occasions manquées (non, cette phrase n'est pas de Paulo Coelho...). Pendant et après la crise financière de 2008, les paradis fiscaux et les inégalités sociales ont été quelque temps sous les projecteurs. Les premiers car ils avaient permis de délocaliser les risques dans des constructions financières opaques et de dissimuler des flux financiers (comme c'est toujours le cas), mais aussi car des fonds nécessaires pour faire face à la crise ont échappé aux États en raison des pratiques de soustraction fiscales des grandes fortunes et d'évasion fiscale agressive des entreprises (comme c'est encore le cas aujourd'hui). Quant aux inégalités sociales, l'endettement croissant des uns est synonyme d'enrichissement des autres. Ou, comme l'observait récemment l'un des éditorialistes phares du *Financial Times* au sujet de la situation actuelle : « Il y a clairement un lien entre l'épargne des riches [...] et l'augmentation des emprunts et des dettes. »

Après la crise financière de 2008, la pression internationale avait contraint la Suisse à renoncer au secret bancaire pour la soustraction fiscale, mais le régime des places financières offshore est resté intact et continue de faire le bonheur du système bancaire parallèle et des grandes fortunes. Peut-être que la crise actuelle va enfin permettre de faire bouger les choses. Pour rappel : pendant l'après-guerre, le taux d'imposition maximal des riches aux États-Unis est monté à 86,45 %.

**E**t si les choses ne bougent pas ? La réponse d'Andreas Missbach en 74 signes : « Alors on est dans la merde – et j'aurais besoin de 20 000 signes de plus. » Attendons de voir comment les choses évolueront. Car à vrai dire, on ne sait déjà même pas combien de personnes vont lire un texte aussi long et complexe. Le moment est donc particulièrement bien choisi pour se poser cette question :

## Est-ce que quelqu'un lit vraiment tout cela ?

L'analyse de notre responsable médias en Suisse alémanique, Oliver Classen, donne une certaine lueur d'espoir. Jamais, au cours des dix ans passés en tant que porte-parole de Public Eye, il n'a eu autant de peine à contacter des journalistes. Beaucoup sont désormais presque injoignables : soit par manque de temps, chassant en permanence les dernières nouvelles sur le front du Covid-19, soit en raison du chômage partiel. Quand Oliver parvient enfin à avoir quelqu'un au bout du fil, la première question qu'on lui pose est toujours la même, quel que soit le sujet de son appel : « Y a-t-il un lien avec la crise du Covid-19 ? » La conclusion d'Oliver : « Normalement, la proximité (géographique ou émotionnelle) est seulement l'un des nombreux facteurs qui déterminent la valeur d'une information, mais face à une crise sanitaire aussi grave, elle devient un critère décisif. » « Faire du travail média durant cette crise demande de la patience », ajoute notre responsable médias en Suisse romande, Géraldine Viret. « Donner des informations de fond aux journalistes, proposer des angles différents, fournir des contacts grâce à nos réseaux, tout en sachant que la temporalité, les priorités et les ressources sont chamboulées. »

Floriane Fischer, qui gère nos réseaux sociaux, a également constaté des changements importants : au-delà de l'impression générale que les gens passent plus de temps sur les plateformes numériques, elle a surtout observé, ces dernières semaines, que l'intérêt est nettement plus focalisé sur la Suisse : « D'innombrables appels à soutenir des petits commerces, à acheter local, à aider son voisinage... mais, en ces temps de crise, ce qui se passe ailleurs dans le monde semble susciter moins d'intérêt. Comme si

la pandémie nous avait fait oublier que nous sommes parmi les plus privilégiés au monde. » De son côté, le responsable de nos activités de récolte de fonds, Roman Bolliger, ne constate pour l'instant aucune baisse des dons reçus par Public Eye : l'élan de solidarité à l'œuvre depuis le début de la crise ne semble pas limité au voisinage.

Comme toujours, notre objectif doit être d'attirer autant que possible l'attention sur les problématiques au cœur de notre travail et leurs enjeux. Pour Oliver, le maître mot est « *Anschlusskommunikation* », une stratégie consistant à raccrocher nos propres dossiers à l'actualité. À l'image de notre appel aux enseignes de la mode, leur demandant de ne pas abandonner les travailleuses du textile pendant la pandémie (*lire page 32*), ou encore de celui que nous avons adressé, en collaboration avec 70 autres ONG, aux membres de l'OMS pour demander un accès équitable aux traitements contre le Covid-19 (*lire page 36*), et dont les médias ont parlé car ils étaient en lien avec la pandémie.

Obtenir un large écho pour nos sujets complexes dans les médias traditionnels ne va certainement pas devenir plus facile à l'avenir. Parce que le virus a renforcé la crise des médias, comme le montre l'expérience du *New York Times* : en raison de la forte demande d'informations fiables, le journal a enregistré plus de 500 000 nouveaux abonnements numériques depuis février. Mais ces suscriptions ne suffisent pas à compenser les pertes de revenus publicitaires, qui ont chuté de moitié. Un journalisme indépendant de qualité n'a pourtant jamais été aussi central qu'aujourd'hui, affirme Oliver : « Les informations sérieuses sont un vaccin contre les intox. Elles ont une importance systémique dans la démocratie. »

Quelles sont les implications pour Public Eye et les autres ONG qui font aussi de l'investigation ? Selon Géraldine, « elles doivent se positionner plus fortement comme des médias : se donner les moyens de développer de nouveaux formats pour leurs enquêtes et analyses ; aller chercher les gens là où ils sont et renforcer le lien. J'ai été impressionnée de voir à quelle vitesse une plateforme comme Instagram a été médiatisée et politisée durant la crise. »

Oliver Classen a aussi posé la question par vidéoconférence à Anya Schiffrin, membre du jury de notre « Prix d'investigation ». Anya, qui enseigne à New York et a beaucoup travaillé sur le journalisme d'investigation, pense qu'à l'avenir, les nouvelles collaborations vont se multiplier : « Les fondations, les donateurs et

donatrices vont de plus en plus investir de manière ciblée dans des partenariats stratégiques entre ONG et petites rédactions. » La voix de son mari se fait entendre. Il s'agit du célèbre économiste Joseph Stiglitz, qui a qualifié d'« incertitude radicale » la période que nous traversons. Il aimerait aussi donner son avis. Pour lui, une chose est claire : « Si tout s'affaiblit, la concentration sera plus forte », lance-t-il. Et pour des organisations comme Public Eye, cela signifie plus que jamais avoir un objectif en tête : « Impact, impact, impact. » On a bien compris. Et puisqu'on a déjà l'attention d'une éminente professeure de journalisme et d'un économiste de renommée mondiale, revenons vite à la question qui nous taraude toutes et tous :

## Et maintenant ?

Si la politique partisane s'est trouvée, en Suisse comme dans de nombreux autres pays, dans un état de choc au cours des premières semaines de la pandémie, ses représentants et représentantes se sont exprimés de plus en plus fort sur les suites à donner à cette crise. Fin avril, le conseiller fédéral UDC Ueli Maurer affirmait dans la *NZZ* qu'il fallait assurer, aussi vite que possible, un « retour à la normale » – quand bien même on peut se demander en quoi notre monde était « normal » avant la pandémie. Le président de son parti, Albert Rösti, déclarait un mois plus tard qu'une hausse des impôts pour le secteur privé serait « le pire qui pourrait arriver », et appelait à faire des économies sur les « aides à l'asile et au développement ». Mais pas question de renoncer à l'achat de nouveaux avions de chasse, prévient-il, car la Suisse n'était pas assez préparée à la pandémie de Covid-19 : « C'est pourquoi nous devons aussi être prêts en cas de conflit armé. »

Le président du Parti socialiste, Christian Levrat, a contré cette conclusion plutôt aventureuse par une image évocatrice : « C'est comme si on jouait au Monopoly : quelqu'un ouvre la fenêtre, toutes les cartes s'envolent et on ne sait plus laquelle est à qui. » Mais le Monopoly en question n'est pas un simple jeu : on parle ici de la société réelle. Il faut éviter que cette partie se termine comme celle du célèbre jeu, lorsque le capital est réparti de façon toujours plus inégale, jusqu'à ce qu'une seule personne possède tout et que les autres n'aient plus rien.

La crise du coronavirus laissera sans doute des traces profondes, mais si nous voulons œuvrer pour un monde plus juste et plus solidaire, nous devons faire « tout ce qui est en notre pouvoir pour lutter contre la faim et contre la misère, pour les droits et pour la dignité de l'homme », comme le soulignait déjà en 1968 la « Déclaration de Berne », le texte fondateur de Public Eye. Sans prétendre à l'exhaustivité ni vouloir établir un ordre de priorité, nous avons tenté d'esquisser quelques-unes des mesures, en lien avec nos champs d'action, qui seraient nécessaires pour éviter un retour « à l'anormal ».

## Réguler les entreprises

Lorsqu'une entreprise utilise le travail des enfants ou pollue une rivière, elle doit être tenue responsable. C'est une évidence, et c'est ce qu'exige l'initiative pour des multinationales responsables soutenue par Public Eye, qui sera bientôt soumise à votation.

Fin avril, le Commissaire européen Didier Reynders a annoncé un projet de loi européenne imposant aux entreprises une diligence raisonnable en matière de droits humains et d'écologie. Dans les deux cas, le mécanisme de mise en œuvre met à l'avant-plan la responsabilité civile.

## « Imposer » un changement de cap progressif

Les impôts sont un instrument crucial pour gouverner. Une augmentation continue de l'impôt sur les émissions de CO<sub>2</sub> rend les carburants fossiles plus chers, une micro-taxe sur les transactions financières diminue la spéculation débridée. Un taux d'imposition (plus élevé) des détenteurs du capital, des grosses fortunes, des hauts revenus et des bénéficiaires des entreprises (bien entendu uniquement celles qui survivront à la crise et feront à nouveau des bénéficiaires) permet de diminuer les inégalités et de mettre des moyens à disposition pour la transition écologique. Et ce ne sera possible que si les places financières offshore et les paradis fiscaux – tous ces lieux où le système financier parallèle prospère et menace l'économie réelle – sont enfin éliminés.

## Repenser la politique commerciale

Les règles actuelles du commerce international favorisent le libre-échange au détriment de la protection des droits humains, de la défense d'une société plus égalitaire et du respect des ressources limitées de la planète. Les pays économiquement plus faibles et les populations vulnérables sont donc laissés de côté. L'organisation mondiale du commerce (OMC) et ses États membres doivent enfin renoncer à l'idéologie du libre-échange et accorder à tous les pays la marge de manœuvre politique nécessaire dont ils ont besoin pour assurer leur propre développement. Les règles commerciales doivent être fondamentalement modifiées pour se concentrer sur le droit du travail, les droits humains et la protection de l'environnement et du climat.

## Garantir un accès universel aux traitements

Le modèle d'innovation pharmaceutique actuel, opaque et centré sur le profit, doit céder la place à une recherche et développement collaborative et transparente, basée sur les besoins de santé publique. Grâce à des financements innovants, le prix final des produits thérapeutiques doit être dissocié des coûts de recherche et développement, afin de garantir à la fois un prix abordable, des systèmes de santé viables et une marge de profit raisonnable pour les acteurs privés. Il faut inscrire des clauses contraignantes dans les contrats de financement conclus par les pouvoirs publics, afin de leur permettre d'intervenir si le prix final devait être inabordable. Les traitements et vaccins sont des biens communs qui doivent demeurer accessibles à toutes les couches de la population, partout dans le monde.

## Redéfinir les rapports de force dans le secteur agroalimentaire

Pour un système agroalimentaire plus équitable, une redistribution des rapports de forces, mais également des risques, est nécessaire tout au long de la chaîne de valeur mondiale. Il faut renforcer les droits et la position de négociation des millions de petites exploitations agricoles, et des personnes qui travaillent dans les plantations produisant pour le marché mondial. Il s'agit en premier lieu de garantir des revenus et des salaires décents, ainsi que des conditions de travail sûres et sans effets néfastes sur la santé. En parallèle, les processus de concentration, qui permettent à un nombre toujours plus restreint d'entreprises de contrôler des portions toujours plus importantes du système agroalimentaire mondial, doivent être redéfinis pour que la production et le commerce de matières premières agricoles devienne, à long terme, plus régional, plus résilient, plus participatif et moins vorace en ressources.

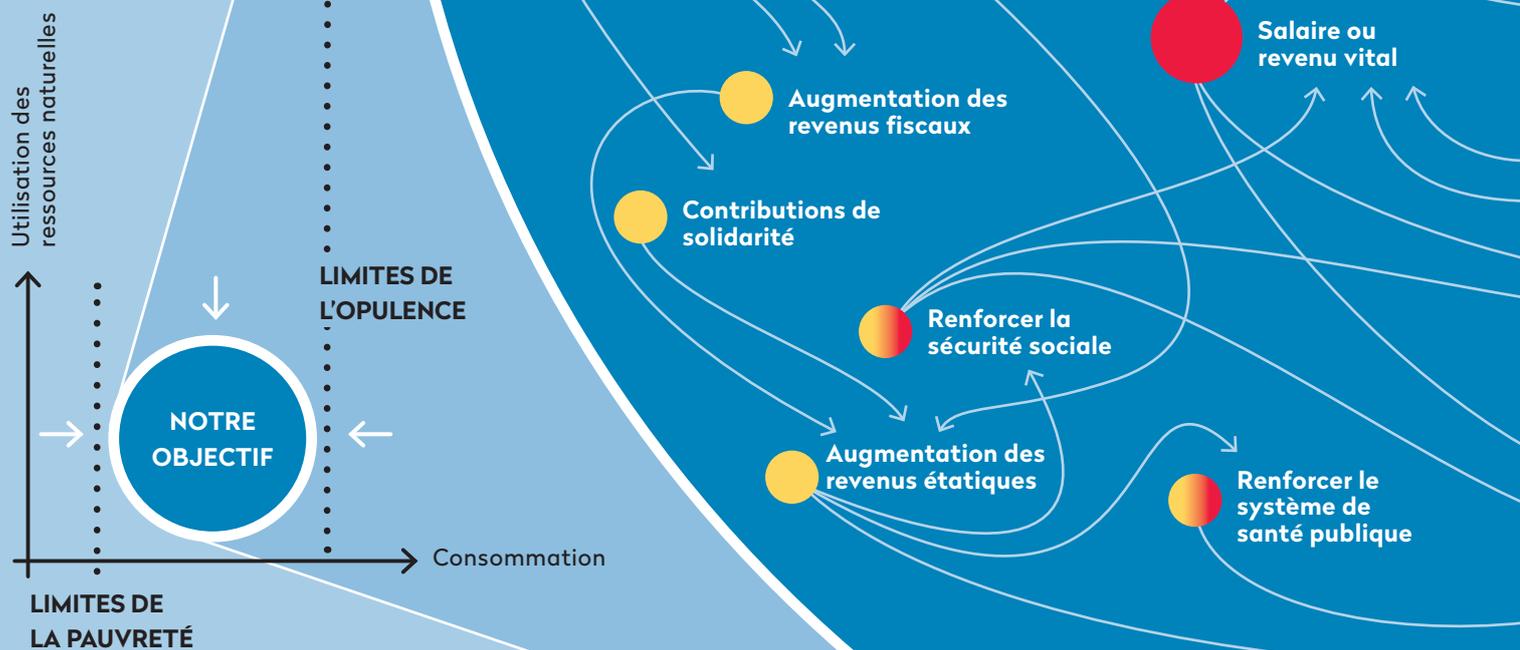
AGIR ICI

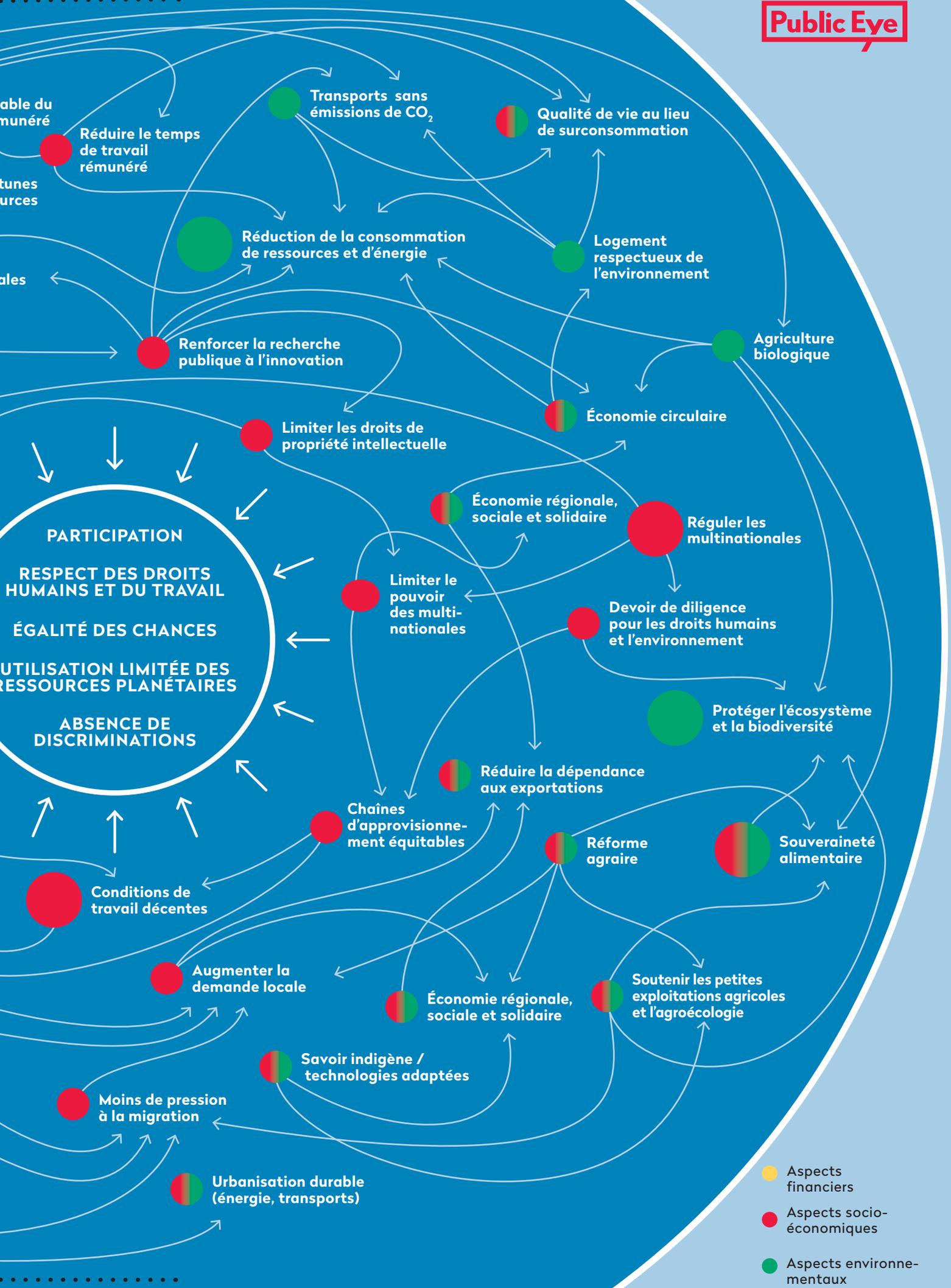
# Pistes de réflexion pour un monde plus juste

« Et maintenant, on fait quoi ? »

Pour tenter de répondre à cette question, l'équipe de Public Eye s'est lancée dans un exercice osé – et qui a donné lieu à d'intenses échanges. Sans prétendre à l'exhaustivité, cette illustration est une invitation à réfléchir aux changements dont le monde a besoin.

Pour trouver un équilibre entre les limites de l'opulence et de la pauvreté (comme illustré en bas à gauche), il faut agir tant au niveau financier, socio-économique qu'environnemental.





- Aspects financiers
- Aspects socio-économiques
- Aspects environnementaux

## Combattre la malédiction des ressources

Quand les Anglais s'emparent de La Havane en 1762, son économie repose sur les petites plantations de café et l'élevage. Il n'aura fallu que onze mois pour convertir la plus grande île des Caraïbes aux affres de la monoculture sucrière. Dépendance à des cours volatils, détérioration de la compétitivité du secteur industriel ou luttes sanglantes pour l'accès aux matières premières et à leur exploitation... La malédiction des ressources est le diabète des terres fertiles ou riches en or, pétrole ou minerais. Du Venezuela à la République démocratique du Congo, en passant par le Kazakhstan. De passage à Cuba, près de deux siècles après les Anglais, le philosophe Jean-Paul Sartre lançait alors : « Construire sur le sucre vaut-il mieux que construire sur le sable ? » En réalité, ce sont des multinationales basées en Suisse qui tirent les plus gros profits de ces « châteaux de sable ». Pour mettre fin à la malédiction, il est urgent de réguler le négoce des matières premières, afin de s'assurer, notamment par la transparence des paiements, que la manne des ressources naturelles revient aux populations locales.

## Lutter contre la corruption

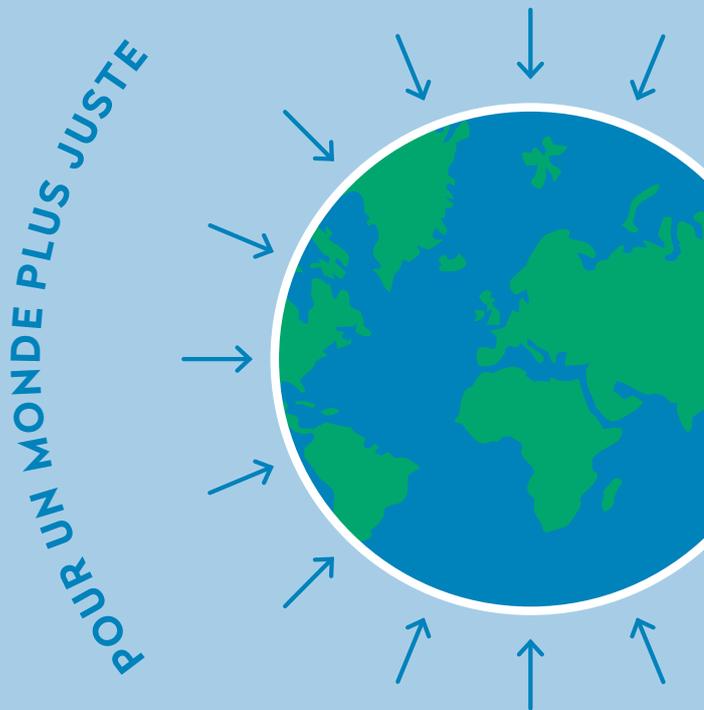
La corruption est une pratique ancestrale, aussi populaire chez les empereurs romains que chez les oligarques d'aujourd'hui. Selon diverses estimations, la corruption et les autres formes de criminalité économique représentent une perte de près de 1000 milliards de dollars par an pour les pays en développement et émergents. Autant de moyens qui font cruellement défaut pour lutter contre les inégalités et investir dans un système économique qui préserve les ressources naturelles. Dans la lutte contre la corruption, les pays riches, comme la Suisse, portent une lourde part de responsabilité. En effet, ce sont le plus souvent des entreprises domiciliées dans les pays riches qui sont à l'origine d'affaires de corruption, ainsi que les banques de ces pays qui gèrent les fortunes mal acquises des potentats. Pour lutter contre ce fléau, il ne suffit plus de reconnaître l'ampleur du problème, il est temps d'agir avec détermination.

## Développer l'agroécologie

La création d'un système agroalimentaire plus juste et plus résilient va de pair avec un rejet clair de l'élevage intensif et de l'agriculture industrialisée actuels, qui consomment des quantités phénoménales d'énergies fossiles, de fertilisants synthétiques et de pesticides. Nous produisons aujourd'hui plus qu'assez d'aliments pour nourrir l'ensemble de la population mondiale. Pourtant, des centaines de millions de personnes souffrent de sous-nutrition ou de famine, alors que des centaines de millions d'autres souffrent de surpoids et de maladies liées à l'alimentation. Nous avons besoin de systèmes agroécologiques diversifiés et adaptés aux situations locales pour renforcer la résilience et la souveraineté alimentaire et garantir le droit à une alimentation adaptée pour tous. Pour faire face au changement climatique, qui menace particulièrement les populations déjà désavantagées, il est urgent de préserver et de renforcer les connaissances traditionnelles des paysans ainsi que la recherche publique en matière d'agriculture.

## Confectionner la mode de l'avenir

L'industrie de la mode doit à l'avenir parier sur la justice et sur le développement durable – il nous appartient à tous de défendre ce changement de paradigme. Une part nettement plus importante de la valeur ajoutée doit rester dans les maillons de la chaîne d'approvisionnement qui fournissent le travail le plus intensif et les écarts de salaires doivent être diminués tout au long de cette chaîne. Des salaires décents, de bonnes conditions de travail et le respect des droits humains doivent être des objectifs centraux pour les entreprises, des champs de coton aux usines textiles, de la logistique aux boutiques. Le modèle commercial de la « fast fashion » et les stratégies agressives de croissance et de prix toujours plus bas doivent prendre fin. La mode de l'avenir doit se baser moins sur les tendances saisonnières éphémères, et plus sur la durée de vie, la qualité et la réparabilité des vêtements, constitués de matières premières moins nocives pour l'environnement, produites de manière à protéger le climat et les ressources.



# Afrique, pétrole et endettement : la malédiction des ressources au temps du coronavirus

La crise sanitaire qui paralyse l'économie mondiale a entraîné le plongeon des cours de l'or noir. Pour les pays producteurs africains, qui ont gagé une part substantielle de leurs dettes sur les barils, le choc est terrible. Mués de longue date en banquiers de ces États fragiles, les négociants suisses doivent aussi consentir à un allègement de la dette, comme le demandent les Nations unies.

ANNE FISHMAN

Face à la crise du Covid-19, quelles sont les conséquences du poids de la dette dans les pays africains riches en ressources naturelles ? Les prévisions de croissance négative pour des États comme le Congo-Brazzaville, le Tchad ou le Soudan du Sud, déjà très endettés, annoncent un renforcement des difficultés préexistantes. Le manque de revenus actuels et futurs dû à la pandémie compromet durablement leur sécurité financière ainsi que leurs perspectives de développement économique et social.

Ce fort endettement est également synonyme d'une très faible capacité à répondre aux enjeux sanitaires de la crise, et à investir dans le système de santé. Dans une telle situation, ces pays risquent par ailleurs de ne plus avoir les capacités suffisantes pour lutter contre d'autres épidémies, comme la rougeole ou Ébola.

## La chute des cours du pétrole : une double peine

En raison d'une surabondance de l'offre et de l'effondrement de la demande en énergies provoqué par la pandémie, les cours du pétrole ont pris l'eau, jusqu'à atteindre parfois des valeurs négatives. Supérieur à 60 dollars en janvier 2020, le prix du baril de Brent a chuté à une vingtaine de dollars à la fin avril. Cet effondrement creusera encore la dette des pays producteurs, qui dépendent de cette manne.

Tout d'abord, les prévisions budgétaires faites avant le Covid-19 ont été revues en catastrophe. L'exemple du Nigeria, premier producteur de pétrole du continent africain, est criant. L'or noir y représente plus de 90 % des revenus d'exportation de l'État et plus de la moitié des

recettes publiques. La pandémie entraînera un manque à gagner dramatique : 14 à 19,2 milliards de dollars en moins sur un budget 2020 de 35 milliards, selon les scénarios de la Commission Économique pour l'Afrique des Nations unies.

Ces projections sont toutefois basées sur un cours du brut à 57 dollars, alors qu'il avoisinait les 20 dollars à la mi-mai. Le choc pour le Nigeria risque donc d'être bien plus terrible encore. Le 28 avril, le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un prêt de 3,4 milliards de dollars pour aider le gouvernement Buhari à faire face aux conséquences économiques et sociales de la pandémie.

---

**En raison d'une surabondance de l'offre et de l'effondrement de la demande en énergies provoqué par la pandémie, les cours du pétrole ont pris l'eau, jusqu'à atteindre parfois des valeurs négatives.**

---

Mais la peine est double pour les pays producteurs de pétrole africains. Car bon nombre d'entre eux ont contracté des prêts importants en échange de futures cargaisons d'or noir auprès d'une poignée de créanciers privés, dont les négociants suisses Glencore et Trafigura. Comme les montants à rembourser par les compagnies d'État sont encore importants, la chute spectaculaire des cours du pétrole alourdit le poids réel de leurs dettes. Soit bien plus de barils à fournir pour rembourser une même somme d'argent.

## Cash contre barils : un cercle vicieux

Très opaques, les prêts adossés aux ressources naturelles garantissent aux traders un accès quasi exclusif au pétrole. Mais ils sont généralement synonymes de conditions défavorables pour les pays producteurs, ou pouvant rapidement tourner à leur désavantage, tels que des taux d'intérêt élevés ou un seuil de remboursement ne tenant pas compte des tendances baissières observées au niveau des prix.

Ces prêts engloutissent alors les barils, et aggravent dans l'ombre la situation financière des pays riches en matières premières. Entre 2017 et 2018, le gouvernement du Soudan du Sud a ainsi dû consacrer 73 % de ses recettes pétrolières au remboursement des prêts adossés à l'or noir, obtenus auprès de la compagnie pétrolière d'État chinoise, mais aussi de Trafigura, tandis que seul 1,4 % de ces revenus profitait, in fine, à l'État.

Le cas du Tchad est encore plus frappant. En 2013 et 2014, la Société des Hydrocarbures du Tchad (SHT) a contracté, auprès de Glencore, deux prêts tutoyant les 2 milliards de dollars. La chute des cours de 2014 a fait un temps culminer leur remboursement à 85 % des revenus pétroliers. Trois ans plus tard, les obligations financières de la SHT envers Glencore étaient si étouffantes que le Fonds monétaire international (FMI) a conditionné l'octroi d'un nouveau prêt à la restructuration de celui contracté auprès du géant zougois.

## Prêts opaques et dettes cachées

Un pays illustre les côtés les plus sombres des préfinancements : le Congo-Brazzaville. En 2019, les montants dus aux géants suisses

Glencore et Trafigura représentaient 18,1 % du PIB, soit 1,7 milliard de dollars. Mais au royaume des Sassou Nguesso, les chiffres officiels sont à prendre avec des pincettes, les cas de détournement ayant été à maintes reprises solidement documentés.

Depuis plus de trente ans, Brazzaville a érigé les prêts adossés au pétrole en modèle de financement, continuant à gager ses barils à travers des montages complexes et opaques, malgré les avertissements du FMI. L'organisation internationale a d'ailleurs bien du mal à connaître le niveau d'endettement réel du pays. Et elle ne parvient guère à arrêter cet engrenage, se contentant d'exhorter le Congo-Brazzaville à renégocier sa dette auprès des négociants afin de la rendre « soutenable ».

Le manque de transparence des prêts adossés au pétrole est dénoncé de longue date par Public Eye ainsi que d'autres ONG et institutions qui s'intéressent au secteur des matières premières. Dans une publication récente sur la soutenabilité du niveau d'endettement en Afrique, la Brookings Institution, un *think tank* basé à Washington, souligne que les dispositions défavorables des contrats de prêts gagés sur les matières premières peuvent avoir des

« conséquences économiques et sociales néfastes ». L'étude recommande un partage des risques entre créanciers et pays producteurs afin d'amortir l'impact négatif lors de fortes variations des cours.

Les États sont-ils en mesure de produire tous les barils nécessaires pour honorer leurs obligations dans les conditions sanitaires actuelles ? De les acheminer ? En raison de l'opacité entourant ces deals, il est difficile de mesurer l'ampleur du gouffre financier que la crise du coronavirus va provoquer. Ce qui est sûr : c'est la population de ces pays, extrêmement pauvre, qui en fera les frais.

#### Protéger les plus vulnérables

La prise de conscience de l'ampleur de la crise a donné lieu, dès le mois de mars, à plusieurs tribunes demandant un moratoire sur le remboursement de la dette publique des pays les plus pauvres. Car ces États, dont les infrastructures sanitaires et les systèmes de santé ne sont pas suffisamment équipés pour faire face à la pandémie, n'ont pas les moyens d'injecter des milliards de dollars pour soutenir les populations affectées. Le 13 avril, le FMI s'est engagé à effacer, pour une durée ini-

tiale de six mois, une partie de la dette des 25 pays les plus pauvres au monde, dont le Tchad, pour un montant total équivalant à 500 millions de dollars. Le but : leur permettre de consacrer « une plus grande part de leurs faibles ressources financières aux soins médicaux et autres efforts de secours d'urgence vitale ». Les chiffres donnent la mesure des enjeux. Depuis le début de la crise, l'organisation internationale a consenti à plus de 21,6 milliards de dollars de crédit dans le monde, dont quelque 9,6 milliards à l'Afrique subsaharienne.

Dans un rapport, l'Agence de développement des Nations unies (UNDP) souligne à quel point il est impératif de mettre en place un « allègement de la dette ciblé aux pays dont le niveau d'endettement est insoutenable », tant du côté des créanciers publics que privés. Le rapport insiste sur la nécessité que les créanciers privés adhèrent au moratoire sur la dette, et ce à des conditions comparables à celles du secteur public, afin d'éviter que ce dernier vienne renflouer ces sociétés, plutôt que les États. Dans le sillage du FMI, le G20 a lui aussi appelé les créanciers privés à suspendre l'échéancier des remboursements.

#### Les réponses des négociants face au Covid-19

Loin de ces préoccupations, les maisons de négoce se sont adaptées aux conditions du marché, en profitant de la volatilité pour acheter du brut qu'elles revendront à terme, dans six mois par exemple, quand les courbes seront reparties à la hausse. Le stockage est ainsi devenu un enjeu clé pour les traders durant les premiers mois de la pandémie. À court d'entrepôts, ils utilisent des tankers immobilisés en haute mer, des wagons vides, voire même des grottes de sel pour entreposer les réserves de pétrole.

La paralysie générale causée par la pandémie a entraîné des réactions en cascade, jusque sur les sites de production. Fin mars, Glencore a mis à l'arrêt ses champs pétroliers au Tchad, en raison des « perturbations de la mobilité internationale, des transports et des chaînes d'approvisionnement ». Deux semaines plus tard, en Zambie, c'était au tour de sa filiale, Mopani Copper Mines, de suspendre ses activités, mettant en péril les quelque 11 000 travailleurs du site. L'annonce a provoqué l'ire du gouvernement zambien, qui a menacé de révoquer ses licences car la société n'a pas donné un préavis suffisant. Début mai, la production a repris pour 90 jours, mais Mopani Copper Mines prévoit toujours d'aller de l'avant avec son plan initial de

30



La plateforme pétrolière « Auntie Julie the Martyr » proche des côtes du Nigeria.

© George Osodi / Panos Pictures



mise à l'arrêt des opérations. Les fermetures de sites de production ont des conséquences dramatiques pour les personnes qui dépendent directement ou indirectement de ces emplois. Elles aggravent en

---

**Les fermetures de sites de production aggravent la crise économique dans des pays où les matières premières sont plus que jamais synonymes de malédiction.**

---

outre la crise économique dans des pays où les matières premières sont plus que jamais synonymes de malédiction. Les traders tentent-ils, par des gestes symboliques, de redorer leur blason, eux que la nouvelle patronne de la Swiss Trading and Shipping Association (STSA) se plaignait il y a deux mois de voir dépeints comme « de mauvaises personnes gagnant beaucoup d'argent sur le dos des autres » ? Soucieux de soigner son image, Glencore a annoncé la mise en place d'un fonds de soutien de 25 millions de dollars destiné à financer les

besoins urgents des populations dans les pays où la société est implantée.

À l'heure où nous étions sous presse, le géant zougois n'a en revanche pas pris position sur un allègement de la dette pour le Tchad ou le Congo-Brazzaville, aujourd'hui plus que jamais pris à la gorge. En avril, le gouvernement congolais et la société de négoce Orion ont signé un protocole d'accord prévoyant une décote de 30 % de la dette ainsi qu'un différé de remboursement de quatre mois. Des discussions sont toujours en cours avec Glencore et Trafigura, dans l'espoir d'obtenir des conditions commerciales plus avantageuses.

Mais pour l'heure, les créanciers privés, dans leur ensemble, ne semblent pas prêts à envisager un allègement de la dette. Les banques non plus, alors qu'elles se retrouveront en première ligne, car ce sont souvent elles qui accordent les crédits aux négociants, avant que ceux-ci ne les octroient aux gouvernements des pays producteurs.

#### **Le Conseil fédéral doit prendre position**

Si aucune mesure d'allègement n'est prise, l'hémorragie provoquée par le Covid-19 laissera les pays producteurs exsangues et

bien plus appauvris encore qu'avant la crise. Celle-ci montre en outre, avec violence, la nécessité de mettre en place des garde-fous, tant du côté des gouvernements concernés que des maisons de négoce, pour que les prêts adossés au pétrole ne soient plus des multiplicateurs continuels d'une dette qui asphyxie les pays en développement riches en ressources naturelles.

Quelle est la position de la Suisse ? En avril dernier, le Conseil fédéral a consenti à une aide de 400 millions de francs aux pays en développement, « en soutien à des actions internationales », dont la moitié sous forme de prêts. Il a également annoncé, le 27 mai, une contribution de 115 millions à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), à laquelle la Suisse participe depuis 2005. Un signal important, mais qui ne doit pas faire oublier que la Confédération affiche un taux d'aide publique au développement inférieur à la moyenne des membres de l'Union européenne.

Terre d'accueil des géants du négoce, mués en banquiers de « Pétro-États » africains, la Suisse doit s'engager pour que les pays les plus pauvres bénéficient d'un allègement de leur dette, comme le demandent les Nations unies.

# La faillite du capitalisme de la mode

Pour l'industrie textile, il n'y aura pas de simple « retour à la normale » après la pandémie. L'irresponsabilité et la soif de profit, jusqu'au pic de la pandémie, ont fait s'effondrer les chaînes d'approvisionnement et ont annihilé la confiance, les moyens de subsistance et la vie d'innombrables personnes. La justice et la durabilité sont les fils dont la mode de l'avenir doit être cousue.

DAVID HACHFELD

Tout est redevenu normal ? Le 11 mai, cela y ressemblait beaucoup : que ce soit sur la via Nassa de Lugano, à la rue du Rhône à Genève, sur la Bahnhofstrasse zurichoise. Pourtant la ruée attendue n'est jamais venue. À grand renfort de publicité et d'actions promotionnelles, les enseignes de la mode cherchent à attiser le consumérisme pour qu'il retrouve son niveau d'avant le confinement. Le climat de crise doit vite céder sa place à un renouveau de la folie consummatrice.

32

Mais le confinement n'a pas seulement freiné les ventes en magasin : la pandémie bouleverse à ce point les chaînes d'approvisionnement internationales de l'industrie de la mode que leurs maillons faibles se brisent. Alors que l'ampleur de la crise n'est pas encore prévisible, la lutte pour la réorganisation de l'industrie a déjà commencé, et les rapports de force se redessinent. Une chose est sûre : il est tout simplement impossible de retourner à la situation telle qu'elle était avant la pandémie, car celle-ci accentue la crise que le secteur traversait déjà depuis longtemps, et des changements sont inévitables.

## La pandémie contamine l'industrie textile

Les premiers effets de la pandémie sont survenus à l'échelon le plus bas des chaînes de valeur : celui des matières premières. La province de Hubei et sa capitale Wuhan étaient certes méconnues du grand public jusqu'à récemment mais, dans l'industrie textile, elles avaient leur importance depuis plusieurs années. Du fait de son emplacement stratégique, au centre du pays et aux abords du fleuve Yang-Tsé, Hubei est à la fois un carrefour logistique et un important centre de production de fibres et tissus, de teinture et de confection.

Le confinement de la province et la fermeture d'autres régions du pays ont eu un impact particulièrement lourd sur les exportations de textile. Au premier trimestre 2020, la Chine enregistrait un recul de 14,6 % dans ses exportations de fibres et tissus, et de plus de 20 % dans celles de vêtements et chaussures. Avec l'interruption des livraisons de matières premières depuis la Chine, la crise s'est déjà propagée à la mi-février à des pays comme le Cambodge, le Vietnam et le Myanmar, dans lesquels une partie de la production de vêtements a été relocalisée au fur et à mesure de l'augmentation des salaires en Chine. Fin février, le Premier ministre cambodgien Hun Sen suppliait officiellement l'ambassadeur de Chine de faire affréter des avions et navires pour livrer des matières premières. Faute de quoi, des licenciements massifs seraient inéluctables.

## Pas de shopping pour cause de confinement

En début d'année, des enseignes de la mode tentaient de transférer leurs commandes vers d'autres pays pour pallier l'arrêt de la production en Chine. L'industrie vestimentaire turque, par exemple, espérait ainsi récupérer pour deux milliards de dollars de commandes début février. Mais dès le mois de mars, il est apparu évident que la pandémie ne touchait pas que la production de matières premières, mais qu'elle avait un impact encore plus lourd à l'autre bout de la chaîne, sur les ventes. Les mesures de confinement décrétées à travers le monde et la fermeture des magasins entraînaient un effondrement du volume de vêtements vendus. La société de conseil McKinsey estime que le chiffre d'affaires de l'industrie de la mode devrait chuter de 27 à 30 % en 2020, et que de nombreuses entreprises devraient

déclarer faillite dans les 12 à 18 prochains mois. En Suisse, la chaîne de mode éphémère Tally Weijl a annoncé la fermeture de 200 magasins et le licenciement d'un tiers de ses effectifs. Le commerçant en ligne allemand Zalando a certes enregistré une légère croissance de son chiffre d'affaires au premier trimestre 2020, mais il a toutefois perdu près de 100 millions d'euros en raison de l'augmentation de ses coûts. Il semble donc que même le commerce en ligne ne puisse pas compenser les pertes sur les ventes en magasin, du moins à court terme.

On constate aujourd'hui à quel point l'industrie de la mode s'est de plus en plus cannibalisée au cours des dernières décennies. Pour continuer à faire croître un marché déjà saturé, la plupart des firmes ont suivi le mantra « accélérer ou mourir » et ont tout misé sur des collections suivant des cycles de mode de plus en plus courts, des prix toujours plus bas et des offres promotionnelles agressives. Alors que la demande s'effondre et que de nombreuses personnes réalisent que la folie consumériste de la mode ne leur manque absolument pas, on voit de plus en plus sur quelles prémisses fragiles le secteur s'est développé.

## Annulation massive de commandes

Si la pandémie a eu un impact sur les deux extrémités des chaînes d'approvisionnement de la mode, les blessures les plus profondes sont ressenties dans la production, dans les liens entre les entreprises et dans leurs relations avec les travailleurs et travailleuses. C'est là que le côté obscur de ces chaînes de valeur morcelées est le plus évident : seules quelques rares enseignes de la mode possèdent encore leurs propres usines, la grande majorité passant ses commandes aux quatre coins du monde, et la recherche de coûts de production toujours

plus bas soumettant leurs fournisseurs à une concurrence impitoyable. En raison de la baisse constante des prix d'achat et de la compression des délais de livraison, de nombreuses étapes de fabrication sont confiées à des sous-traitants et à des couturiers et couturières travaillant à domicile. Cette fuite en avant vers des conditions de travail toujours plus déplorables – salaires de misère, exploitation et parfois même certaines formes de travail forcé et de travail des enfants – est amplement documentée.

Or ce système n'est pas seulement néfaste pour les travailleurs et travailleuses du secteur, mais aussi pour les relations commerciales : en cas de perturbation, comme celle que cause actuellement la pandémie, la confiance, la solidarité et les relations commerciales durables font cruellement défaut, et de nombreuses entreprises ne cherchent pas de solutions collectives convenables pour tous, mais se contentent essentiellement, voire exclusivement, de limiter les dommages causés à leur propre structure. L'irresponsabilité de nombreuses sociétés se manifeste notamment dans l'annulation massive de leurs commandes.

Certaines d'entre elles affirment toutefois, publiquement ou en réponse aux questions posées par Public Eye, continuer à honorer leurs contrats pendant la crise et chercher des solutions avec leurs fournisseurs, en repoussant par exemple les délais de livraison et en préfinançant les produits commandés. Mais dans les pays de production, la réalité est tout autre : selon l'association des exportateurs de textile du Bangladesh, les enseignes de la mode ont annulé ou suspendu des commandes de près d'un milliard d'articles, pour un total de 3,18 milliards de dollars. La directrice de l'association, Rubana Huq, a appelé les marques à, au moins, payer les commandes déjà prêtes à l'envoi ou en cours de production. Ce qui pourrait être une évidence est déjà visiblement trop demander pour de nombreuses enseignes : selon une enquête réalisée auprès d'usines de textile au Bangladesh par le centre d'étude du droit du travail international de l'Université d'État de Pennsylvanie, près des trois quarts des acheteurs avaient refusé fin mars de payer les matériaux déjà achetés pour les commandes annulées. Par conséquent, 58 % des fabriques consultées ont dû fermer en mars, partiellement ou totalement, et congédier leur personnel.

Rares sont celles qui acceptent de donner le nom des enseignes qui ont annulé leurs commandes ou ne les ont pas entièrement payées. Même les associations

préfèrent rester vagues : la dépendance aux acheteurs est bien trop forte. Seul un chiffre permet d'entrevoir l'ampleur de ces annulations : l'Association internationale des fabricants de textile (ITMF), domiciliée à Zurich, fait état, sur la base d'une enquête menée fin avril, d'une chute de 41 % des commandes, et les fabricants tablent sur une baisse de 33 % de leur chiffre d'affaires en 2020 par rapport à 2019. En conclusion de son communiqué de presse, l'association a lancé un appel empreint de désespoir : « Ce qui pourrait le plus soulager les fabricants, ce serait que les détaillants et les marques discutent avec leurs fournisseurs des adaptations imposées par la crise, plutôt que de simplement annuler unilatéralement leurs commandes. » En temps de crise, on voit bien qui a le pouvoir. Et dans l'industrie de la mode, beaucoup d'acteurs puissants et irresponsables n'hésitent pas à en profiter sans vergogne.

#### Chute sans filet

Quand les fabricants risquent de déposer le bilan, les couturières peuvent perdre leurs moyens de subsistance. Les travailleuses – les femmes représentant la vaste majorité du personnel de l'industrie textile – sont les premières à payer le lourd tribut du jeu de pouvoir des entreprises. Quand la produc-

tion ralentit ou s'arrête, et que les usines n'ont plus de liquidités, le versement des salaires est repoussé ou annulé, et les couturières sont congédiées. En l'absence d'un système de sécurité sociale, des millions de travailleuses risquent de tout perdre.

Au Cambodge, près de 200 000 travailleurs et travailleuses ont déjà fait les frais des fermetures d'usines en avril. Plutôt que de continuer à percevoir les maigres 200 dollars correspondant au minimum légal, leur indemnisation n'est plus que de 70 dollars par mois. Le gouvernement n'est pas parvenu à imposer aux fabricants l'allocation de 60 % du salaire minimum qui était initialement demandée. Les énormes coupes salariales placent les travailleurs et travailleuses dans une situation d'urgence existentielle : malgré les interdictions de déplacement, beaucoup tentent de quitter les villes pour rejoindre leur village et leur famille dans l'espoir que l'agriculture de subsistance permette de soulager leur détresse. Or le salaire reçu des usines est la principale source de revenus pour de nombreuses familles, qui craignent même désormais de perdre le terrain sur lequel elles ont pu construire leur maison : plus de 2,5 millions de foyers ont contracté un microcrédit pour pouvoir monter un petit commerce ou financer un achat important



Une femme fait ses courses à vélo pendant le confinement à Genève.

© Mark Henley / Penos



En Inde, une ouvrière migrante avec son enfant attend un bus pour retourner dans son village pendant le confinement.

© Manish Rajput/Getty Images

34

comme celui d'une moto. Les terrains familiaux sont la plupart du temps mis en gage pour garantir le remboursement. Si les usines continuent de retenir les salaires, ces foyers risquent de perdre leur maison et leur terrain. Il a été demandé au gouvernement, par la voix de 135 organisations, que l'ensemble des remboursements soient suspendus pendant au moins trois mois, et que les titres fonciers mis en gage soient rendus aux débiteurs. L'issue des négociations est toujours incertaine.

Pour les travailleurs et travailleuses du textile, cette situation est synonyme de surendettement, de faim et de détresse, et les place dans une situation de grande vulnérabilité. Les fabriques du monde entier sont soumises à une concurrence farouche et dévastatrice pour décrocher les quelques commandes restantes. Les propriétaires d'usines savent que la faillite les guette s'ils ne décrochent pas rapidement des contrats. Bien que la pandémie batte son plein, certaines fabriques réouvrent déjà leurs portes. La détresse des ouvriers et ouvrières les pousse à reprendre le travail, en sachant que le risque d'infection est grand, les distances de sécurité ne pouvant pas être respectées et les équipements de protection et installations sanitaires étant insuffisants. Avant l'effondrement du complexe industriel du

Rana Plaza en 2013, les couturières avaient signalé des fissures dans les murs du bâtiment, mais la crainte de perdre leur emploi les avait contraintes à regagner leur poste. Sept ans après la catastrophe, les ouvrières se retrouvent confrontées au même dilemme : garder leur seule source de revenus ou protéger leur santé et leur vie.

Les syndicats auraient encore aujourd'hui un rôle important à jouer pour que des mesures de protection de la santé soient mises en œuvre et pour éviter les conséquences dramatiques du jeu de la concurrence autour des quelques mandats restants. Mais certains employeurs et gouvernements profitent de la pandémie pour saper encore le droit du travail. Au Myanmar, des syndicats ont indiqué que leurs adhérents sont les premiers à être congédiés quand des usines réduisent leurs effectifs. En Inde, une concurrence féroce entre les États a entraîné des restrictions du droit du travail. Le gouvernement du Madhya Pradesh, par exemple, a fait passer de huit à douze heures le temps de travail réglementaire tout en annonçant qu'aucune inspection ne serait faite dans les usines de moins de 50 employé-e-s. Dans l'État de l'Uttar Pradesh, la quasi-totalité des lois de protection des travailleurs ont été suspendues et, au Rajasthan, les heures de travail

ont augmenté, la protection contre le licenciement a été assouplie et les syndicats doivent avoir deux fois plus d'adhérents pour pouvoir être enregistrés.

Les couturières à domicile, travailleuses journalières, migrantes et autres ouvrières sans contrat de travail formel sont les premières à devoir lutter pour leur survie pendant la crise, sans revenu, sans protection sanitaire, sans accès à des programmes d'assistance. À la base des chaînes d'approvisionnement, les familles d'agriculteurs sont touchées de plein fouet par les conséquences des arrêts de production : le prix du coton a perdu environ 20 % depuis le début de l'année pour atteindre son niveau le plus bas depuis dix ans. Dans l'État indien du Maharashtra, des centaines de milliers de producteurs ne peuvent plus écouler leur coton ou doivent le vendre à un prix nettement inférieur aux coûts de sa production.

### Bien plus qu'un « nettoyage darwinien » du marché

Pendant que les travailleurs et travailleuses du textile luttent pour leur survie, une bataille a commencé depuis longtemps dans les coulisses du marché mondial. Qui sera aux commandes de l'industrie de la mode après la crise du Covid-19 ? À quoi ressembleront désormais les chaînes de valeur les plus prospères dans le secteur du vêtement ? À en croire la société de conseil McKinsey, ce qui nous attend n'est rien de moins qu'un « nettoyage darwinien » du marché. En complément du « State of Fashion », tour d'horizon du secteur que McKinsey publie chaque année, un bref texte collectif sonne presque euphorique : « La crise va trier les faibles, renforcer les puissants et accélérer le déclin des entreprises qui devaient déjà lutter avant la crise, ce qui entraînera d'importantes vagues de consolidation, de fusions et de rachats d'entreprises, et de faillites. »

Si les conditions-cadres actuelles restent en vigueur après la crise, il faudrait s'attendre à une accélération des tendances déjà existantes. À moyen terme, le commerce en magasin devrait encore céder des parts de marché aux plateformes en ligne, la numérisation et l'automatisation devraient gagner en poids, et deux bouleversements géographiques semblant contradictoires devraient s'accroître : d'une part, l'intensification de la stratégie dite de « *nearshoring* » de la part des enseignes européennes et nord-américaines qui rapatrieraient au moins une partie de leurs activités de confection (suivie, ensuite, de la production des matières premières) depuis l'Asie vers des pays plus proches.

INDE ANANNYA BHATTACHARJEE

**« Ce n'est pas le moment d'être cynique ! »**

« Ne perdons pas de temps à parler de moi », répond Anannya Bhattacharjee lorsque je prends de ses nouvelles à la mi-mai. Loin de sa maison, qu'elle n'a pas pu rejoindre en raison du confinement, la syndicaliste et militante indienne est très occupée sous sa double casquette : présidente du syndicat Garment and Allied Workers Union, dans l'État de Haryana, au nord de l'Inde, et coordinatrice internationale de l'Asia Floor Wage Alliance. Elle tient toutefois à notre entretien vidéo, parce que « les gens doivent être informés de la gravité de la situation ».

« Les ouvrières ont besoin de nourriture et d'argent pour ne pas se retrouver à la rue. » La plupart n'ont pas été payées pour la dernière semaine de mars, lorsque la mise à l'arrêt du pays a été annoncée. Le gouvernement a demandé aux patrons de verser les salaires dus, y compris pour le mois d'avril, mais cet appel est resté sans effet dans la majorité des cas. Quel rôle joue alors son syndicat ? « Mes équipes collectent des dons, apportent un soutien d'urgence et rassemblent des informations. On se demande chaque jour comment on va pouvoir aider les ouvrières à traverser cette crise. »

Les travailleuses et travailleurs migrants constituent la principale main-d'œuvre de l'industrie textile indienne. Beaucoup ont des contrats de courte du-

rée, ce qui les rend plus vulnérables. « Les familles surtout font face à un terrible dilemme : elles ne peuvent plus survivre dans les mégapoles, mais ont peu de perspectives si elles retournent dans leurs villages. » Beaucoup sont parties à pied ces dernières semaines, parcourant des centaines de kilomètres. « Les autorités n'ont jamais eu aucune considération pour les travailleurs migrants », commente Anannya.

Et celles et ceux qui ont choisi de rester ? La plupart ne savent pas si, et quand, ils pourront retourner au travail. Dans les usines qui ont relancé la production, les managers reprennent les employés « avec lesquels ils se sentent confortables ». Les discriminations à l'encontre des syndicalistes notamment sont fortes.

En Inde, la privatisation du système de santé rend par ailleurs la crise « ingérable », explique la syndicaliste. La plupart des ouvrières n'ont pas accès aux services de santé. Est-ce que la réouverture des usines textiles risque de provoquer une flambée de coronavirus parmi les travailleuses ? « Il est trop tôt pour le dire, mais nous allons surveiller la situation », annonce-t-elle.

« Oublie le Covid-19 ! », me lance soudain Anannya d'un ton combatif. « Cette crise a simplement prouvé que le système n'a aucune résilience. » On ne peut pas conti-

nuer à miser sur une production aussi bon marché. « Ce ne sont pas juste les salaires de misère qui posent problèmes, mais tout ce qui va avec : des conditions de vie indignes, pas de sécurité d'emploi, pas de filet de sécurité sociale. » Les gouvernements des pays producteurs ne veulent pas changer de paradigme, sous la pression des investisseurs étrangers, et deviennent plus répressifs. « Mais on ne peut pas construire une économie et une société saines en appauvrissant les travailleurs et travailleuses. »

Sur les réseaux sociaux, les enseignes de la mode multiplient les annonces de soldes mirobolants. « C'est choquant, réagit la militante, d'autant plus qu'à l'autre bout de la chaîne, les fournisseurs les supplient de ne pas leur imposer des prix encore plus bas et de payer les commandes. » En réseau, elle planche sur une stratégie pour renforcer la pression publique sur les enseignes de la mode.

« Ce n'est pas le moment d'être cynique », conclut Anannya. « Pour changer les choses, nous devons construire la meilleure vision du monde possible et connecter, au niveau international, tous les mouvements qui veulent repenser l'économie. Et abolir enfin cette loi du plus fort qui laisse tant d'êtres humains sur le carreau. »

Géraldine Viret

35

TURQUIE BEGO DEMIR

**« La survie des chaînes d'approvisionnement relève de la responsabilité des marques »**

Mi-mars, Bego Demir a quitté Istanbul avec sa femme et leurs quatre enfants pour se réfugier dans une petite maison isolée de la province de Tekirdağ. Bego, qui a commencé à travailler à quinze ans en tant que sableur dans les usines de denim, ne peut pas se permettre de prendre de risques : la silicose lui a ôté près de 50 % de sa capacité respiratoire. « Si j'attrape le virus, j'ai peu de chances de survivre », dit-il.

Actuellement, Bego se préoccupe de documenter les conséquences de la pandémie sur l'industrie textile en Turquie : il représente la Campagne Clean Clothes dans le pays. Les droits syndicaux font l'objet de fortes restrictions. Un décret en vigueur pendant trois mois interdit dans un premier temps aux usines de licencier pour raisons économiques... Seulement, la même loi au-

torise aussi les patrons à donner un congé sans solde à leurs employés et sans préavis. Le gouvernement leur accorde à peine 39 liras par jour, soit cinq francs suisses. « Il est impossible d'en vivre », estime Bego.

De plus, deux des trois millions de personnes qui travaillent dans le secteur textile en Turquie ne sont pas enregistrées. La plupart n'ont plus aucun revenu. Celles qui continuent de travailler dans les usines ne sont pour ainsi dire pas protégées contre la contagion : « Elles reçoivent un masque à usage unique qu'elles doivent utiliser pendant une semaine. Elles sont aussi conduites au travail dans des navettes bondées. »

Mais pour Bego, le gouvernement n'est pas le seul responsable. « Au bout du compte, ce sont les marques qui tirent les bénéfices de ce système. Garantir la survie

de leurs chaînes d'approvisionnement relève de leur responsabilité. » Les marques ne doivent pas seulement renoncer à l'annulation des commandes, mais « préfinancer les commandes à venir ».

Quand la pandémie a atteint la Turquie, Bego venait de lancer sa propre ligne de vêtements durables, « Bego Jeans ». Il a pour l'instant cessé la production et la vente. « Dans la situation actuelle, les gens n'ont pas besoin de nouveaux vêtements », dit-il. Au lieu de cela, il passe beaucoup de temps dans son jardin, plante avec ses enfants des haricots, des pommes de terre, des tomates et des poivrons. Il s'attend à ce que les aliments se raréfient en Turquie cet hiver. Ce qu'il plante aujourd'hui « pourra être partagé avec d'autres gens ».

Timo Kollbrunner

► Suite de la page 34

D'autre part, une accentuation de l'importance des pays asiatiques, et en particulier de la Chine, où une croissance des taux de consommation est à prévoir.

Mais n'est-il pas plus vraisemblable que les conditions-cadres de l'ensemble du secteur seront ébranlées ? Le Fonds monétaire international prévoit la plus forte récession depuis la Grande Dépression de 1929, et lors des crises économiques, ce ne sont pas seulement les rapports de force entre les entreprises « faibles » et « puissantes » qui évoluent. Les relations entre le secteur privé et l'État seront renégociées, comme les liens entre le capital et le travail. Il sera décisif de ne pas se contenter d'observer

passivement les énormes changements qui nous attendent mais de les façonner activement et collectivement. Il ne s'agit pas d'une partie de Monopoly, dans laquelle les grands acteurs de la mode déplaceraient les travailleuses et les consommateurs et consommatrices tels des pions sur un plateau, et jetteraient les dés pour savoir qui en sortira vainqueur et qui perdra tout. Le secteur de la mode ne se trouve pas seulement dans une confrontation politique et sociétale pour dessiner les contours de l'économie post-Covid-19. Si nous voulons une industrie textile plus juste et durable, nous devons lutter dès aujourd'hui pour se réapproprier le pouvoir que se disputent les

enseignes et leurs chaînes d'approvisionnement. En tant que citoyens et citoyennes, nous devons redéfinir le cadre politique.

### La mode de l'avenir

La pandémie de Covid-19 jette une lumière crue sur les profondes inégalités du capitalisme de la mode. De nombreuses enseignes ont accepté l'exploitation d'êtres humains et de l'environnement sur leurs chaînes d'approvisionnement, ou en ont même fait leur modèle d'affaires. L'industrie textile de l'avenir doit être fondée sur la justice et la durabilité, et c'est à chacun et chacune d'entre nous de stimuler ce changement de paradigme :

36

- La mode de l'avenir doit partager de manière plus juste la valeur ajoutée que créent des millions de personnes grâce à leur travail. Il est urgent que **les profondes inégalités qui rongent les chaînes d'approvisionnement soient enfin effacées** afin d'apporter non seulement plus de justice, mais aussi une meilleure capacité de résistance de l'industrie face aux crises.

- La mode de l'avenir ne doit plus seulement considérer les salaires comme un facteur de coûts, mais doit s'assurer que la **garantie d'un salaire vital et de bonnes conditions de travail, des champs de coton aux magasins en passant par les fabriques de textile et la distribution des vêtements**, devienne une partie intégrante du modèle d'affaires des entreprises.

- La mode de l'avenir ne doit plus considérer les **syndicats et les représentants du personnel comme des éléments perturbateurs, mais comme des partenaires** avec lesquels elle prône le dialogue, et donner du poids au respect des droits syndicaux et à la présence de syndicats forts dans leur choix de partenaires commerciaux et de sites de production.

- Pour la mode de l'avenir, le **respect et la promotion active des droits humains** ne doit plus être une option volontaire, mais une responsabilité et un engagement. Les enseignes doivent examiner les risques pour les êtres humains et l'environnement sur leurs chaînes d'approvisionnement, les adresser de manière ciblée et assumer leurs responsabilités dans la réparation des dommages causés.

- Les marques ne doivent pas seulement prendre en considération leur propre personnel, mais aussi et surtout **protéger les personnes qui travaillent sur leurs chaînes d'approvisionnement et qui sont particulièrement vulnérables** : les couturières à domicile et celles qui travaillent sur demande, les travailleuses journalières, indépendantes ou migrantes, les mères célibataires et toutes les personnes assumant des responsabilités familiales (en très grande majorité des femmes).

- La mode de l'avenir doit miser sur des **partenariats à long terme, sur une approche juste et transparente, sur des objectifs communs et sur une confiance réciproque**. Les enseignes doivent donc accepter d'abandonner leur position dominante sur les chaînes d'approvisionnement et agir en tant que partenaires, sur un pied d'égalité.

- La mode de l'avenir doit moins s'orienter sur une volatilité des tendances saisonnières, mais plutôt sur la fabrication de vêtements indémodables, durables, de qualité, plus faciles à réparer et composés de **matières premières respectant l'environnement et le climat, et peu gourmandes en ressources**.

- La mode de l'avenir doit finalement avoir conscience de l'importance de **systèmes publics efficaces en matière de santé, de formation et de sécurité sociale**, et savoir qu'elle doit apporter une contribution financière aux bases sociétales sur lesquelles ils reposent. L'évasion fiscale et le dumping social ne doivent plus être encouragés ni même tolérés.

Un tel changement de paradigme ne sera pas facile à mettre en œuvre, et les entreprises qui profitent jusqu'à présent du capitalisme de la mode vont tout faire pour défendre leur position dominante. Mais ces combats sont déjà menés aujourd'hui par des mouvements sociaux,

des syndicats et des ONG, mais aussi par certaines entreprises et même parfois des personnes occupant des postes de pouvoir dans l'industrie. Et pour ce secteur qui est depuis des années sous le feu des critiques et des manifestations – et ce non pas pour des problèmes périphériques mais pour

des abus et des dysfonctionnements systématiques au cœur même de son modèle d'affaires –, la perspective d'une réorientation fondamentale après une telle crise serait probablement même plus réaliste que le maintien du statu quo.

# Pour des biens publics accessibles à tous

La foire d'empoigne annoncée autour des technologies contre le Covid-19 est bel et bien au rendez-vous. Ce règne du chacun pour soi met en péril la répartition équitable des futurs traitements et vaccins, alors que ceux-ci sont massivement financés par la recherche publique. À l'heure où l'Assemblée mondiale de la santé appelle à la solidarité, les États doivent prendre des mesures concertées pour qu'aucun monopole pharmaceutique n'entrave la riposte internationale. Le but : garantir une égalité des chances d'accès, dans tous les pays.

PATRICK DURISCH

Alors que la recherche s'active sur différents fronts pour mettre au point des moyens de lutte contre le Covid-19, la question de l'accès aux biens médicaux qui se révéleront efficaces et sûrs et de leur répartition équitable n'est toujours pas réglée au niveau politique. Des solutions globales sont pourtant sur la table. Depuis fin mars, Public Eye milite pour une mutualisation des droits de toutes les technologies utiles à la prévention, à la détection et au traitement du coronavirus, comme l'a proposé le Costa Rica dans une demande formelle auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Un tel « pool » a été officiellement lancé fin mai par ces deux acteurs sous l'appellation C-TAP (pour « Covid-19 Technology Access Pool »).

Si cette proposition semble gagner en intérêt, elle n'obtient pas encore l'adhésion des pays hôtes des géants pharmaceutiques, comme la Suisse, qui rechignent pour l'instant à la soutenir sans équivoque, par idéologie, mais aussi par crainte de fâcher leur industrie. Plutôt que d'adopter une position forte, ces pays se laissent séduire par le chant des sirènes de Big Pharma qui, la bouche en cœur, tente de donner des gages de bonne volonté. Mais les logiques de profit reviennent au galop, même en temps de crise sanitaire mondiale.

Au vu des informations rendues publiques à ce jour, une certitude s'impose : il n'y aura pas assez de traitements ni de vaccins pour tout le monde, du moins dans un premier temps. Les exemples de l'antiviral remdesivir de Gilead et du potentiel vaccin de Johnson & Johnson illustrent

bien les limites du système de production actuel, dominé par les pharmas qui détiennent des droits exclusifs, ainsi que la nécessité d'éliminer tout monopole de production pour pouvoir répondre aux besoins mondiaux. Ces deux géants pharmaceutiques états-unis disposent en effet de capacités de production parmi les plus importantes au monde. Pourtant, si leur traitement ou vaccin étaient validés, ils ne seraient pas en mesure d'en fournir suffisamment dans les conditions actuelles.

## Pas assez de traitements pour tout le monde

Le remdesivir se profile comme un traitement antiviral potentiellement utile contre le Covid-19, même si les premiers résultats d'essais cliniques en cours semblent contradictoires. Début mai, il a d'ores et déjà été provisoirement autorisé aux États-Unis, selon une procédure d'homologation d'urgence. En poussant sa production au maximum, Gilead a annoncé pouvoir fournir 500 000 cycles de traitement complets (à raison d'une dose quotidienne durant 10 jours) d'ici octobre, et 1 million d'ici décembre 2020. Or, selon l'ONG Public Citizen, plus d'un million de personnes rien qu'aux États-Unis pourraient à terme souffrir d'une infection Covid-19 sévère si la propagation du virus devait continuer à un rythme soutenu.

Les manœuvres du gouvernement de Donald Trump pour sécuriser les doses nécessaires à sa propre population laissent peu de doutes sur quel pays en bénéficiera en premier. Cet engouement des États-Unis pour le remdesivir est aussi le résultat d'un intense lobbying de Gilead auprès

du Congrès et de l'administration. Pour y parvenir, la firme a dépensé près de 2,5 millions de dollars au premier trimestre 2020, soit 36 % de plus que durant cette même période en 2019, selon les registres officiels.

Pour le reste du monde, Gilead a conclu en mai un accord de licence volontaire classique avec cinq compagnies en Inde et au Pakistan, les autorisant ainsi à fabriquer des versions génériques. Cet accord exclut toutefois plus de 70 pays d'Europe, d'Amérique latine ou d'Asie représentant près de la moitié de la population mondiale !

Les pays européens, par exemple, n'ont donc à ce jour aucune garantie d'avoir accès au remdesivir, qu'ils risquent par ailleurs de payer au prix fort. Si celui-ci n'a toujours pas été communiqué officiellement par Gilead, une agence d'évaluation économique des technologies aux États-Unis (ICER) estime qu'un prix de 4500 dollars pourrait être demandé. Le coût de production du remdesivir ne dépasse pourtant pas 9 dollars pour un cycle de traitement complet, soit un dollar par jour, selon une autre étude publiée récemment. Une telle marge bénéficiaire serait scandaleuse, d'autant plus que quelque 70 millions de dollars de fonds publics ont été investis dans son développement.

Après sa tentative avortée d'obtenir le statut de médicament orphelin pour le remdesivir, qui avait provoqué un véritable tollé, Gilead a tenté de redorer son image en annonçant faire don de 150 000 traitements. Ce geste purement symbolique ne doit pas faire oublier le cœur du problème : le remdesivir est sous brevet dans de nombreux pays. La firme est ainsi la seule à pouvoir le produire ou autoriser



Une chercheuse d'un laboratoire de recherche sur un potentiel vaccin contre le Covid-19 financé par le gouvernement thaïlandais.

© Athit Perawongmetha / Reuters

d'autres compagnies à le faire, en fonction de ses propres intérêts commerciaux.

### Qui gagnera la course au vaccin ?

38 Johnson J& Johnson (J&J), qui figure parmi les principaux producteurs de vaccins au monde, est derrière l'un des dix candidats actuellement en phase de tests cliniques sur l'être humain. Si ceux-ci devaient être concluants à court terme, la firme annonce pouvoir produire quelque 5 millions de doses pour le début de l'année prochaine et préconise de vacciner en priorité le personnel de santé. Or, selon l'OMS, cela représente plus de 59 millions de personnes dans le monde.

J&J a ensuite pour objectif de produire 1 milliard de doses d'ici à la fin de 2021, et propose de cibler les populations à risque. Mais les plus de 60 ans comptent déjà à eux seuls environ 1 milliard de personnes. Si deux doses sont par ailleurs nécessaires pour obtenir une bonne protection vaccinale, il est évident que les quantités annoncées ne suffiront pas.

Il existe certes de nombreux autres candidats aux vaccins, comme celui du groupe français Sanofi, de l'Université d'Oxford (en partenariat avec la britannique AstraZeneca), de l'américain Moderna (avec le groupe suisse Lonza) ou encore de l'Université de Berne (avec l'entreprise Saiba Biotech). Tous ont annoncé des objectifs de production similaires, soit au maximum un milliard de doses vers la fin de 2021. Plusieurs vaccins lancés simultanément pourraient donc

permettre, en théorie, de compenser les capacités de production limitées d'un seul fabricant. Ces vaccins reposent toutefois sur des technologies et des mécanismes très différents. Il serait par conséquent difficile de vérifier qu'ils offrent bien un degré de protection équivalent.

Et puis, c'est faire fi de l'opportunisme financier légendaire des pharmas et des réflexes nationalistes qui sont déjà à l'œuvre aujourd'hui. Dans cette foire d'empoigne, les États-Unis sont en pole position pour obtenir les premières doses, si la course au vaccin devait aboutir. En mai, le directeur général de Sanofi a déclaré leur en réserver la primeur, suscitant une vague d'indignation, en France notamment, où se trouve le siège de la firme. Le vaccin de Johnson J& Johnson, massivement subventionné par les États-Unis, tout comme celui de Sanofi, irait probablement d'abord remplir les stocks du pays de l'oncle Sam. Celui de Moderna également, puisque Moncef Slaoui, alors encore membre du Conseil d'administration de son partenaire de production Lonza a été nommé par Donald Trump à la tête de l'initiative lancée pour accélérer le développement de vaccins Covid-19.

### Une solution globale est nécessaire

En résumé, même des pays dotés d'une solide industrie pharmaceutique, comme la France, la Suisse ou l'Allemagne, n'ont aucune garantie d'accéder aux premiers vaccins. Les nations les plus pauvres

risquent quant à elles de n'avoir que des miettes, si c'est une fois encore la loi du plus fort qui l'emporte.

Ces exemples montrent que le « *business as usual* » ne permettra pas de répondre aux défis posés par une crise sanitaire planétaire comme celle du coronavirus. Tant que l'industrie pharmaceutique, par le biais de droits exclusifs comme les brevets, garde le pouvoir de décider qui a le droit de commercialiser les technologies nécessaires à la lutte contre le Covid-19, il ne sera pas possible d'assurer une production suffisante pour satisfaire les besoins à l'échelle mondiale.

Comment justifier que les pharmas puissent, seules, déterminer qui peut accéder ou non à leurs traitements, et quel pays les aura en premier ? Se reposer sur leur prétendue bonne volonté est par ailleurs dangereux, car ces entreprises sont davantage guidées par des logiques de profit que par les besoins de santé publique. C'est pourquoi il est impératif de mettre en place une solution globale pour garantir une répartition équitable des futurs traitements et vaccins.

Plusieurs initiatives en ce sens ont vu le jour. En mai dernier, l'Assemblée mondiale de la santé, composée des 194 États membres de l'OMS, a adopté une résolution demandant un « accès universel, rapide et équitable de tous les produits et technologies de santé nécessaires à la riposte contre la pandémie de Covid-19 ». Même si ce texte a été considérablement édulcoré au fil des négociations afin d'obtenir un consensus,

les notions de « bien public mondial », de « mise en commun volontaire des brevets » ainsi que la possibilité d'utiliser des instruments légaux comme la licence obligatoire y figurent. Ceci représente un levier politique, même si les résolutions de l'OMS ne sont pas contraignantes.

L'OMS a par ailleurs lancé en parallèle deux initiatives internationales d'envergure sur le sujet.

- Initiée par l'Union européenne, la première, baptisée ACT-Accelerator, a permis une levée de fonds publics avoisinant les 9,8 milliards d'euros à la fin mai en vue d'accélérer le développement de tests diagnostiques, de traitements et de vaccins ainsi que de promouvoir leur accès équitable. Cette initiative reste cependant très vague sur ses modalités de mise en œuvre et totalement muette sur la question de la propriété intellectuelle.
- Plus prometteur car plus concret, l'appel à l'action lancé par le Costa Rica, soutenu par 36 autres États – dont cinq européens (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Norvège et Portugal) – demande la mise en place d'un « pool » au niveau de l'OMS afin de mutualiser tous les droits et données sur l'ensemble des technologies contre le Covid-19. Public Eye soutient activement cette proposition.

### Et la position de la Suisse ?

La Suisse reste extrêmement en retrait et en deçà des attentes sur le plan international. Elle a certes débloqué un crédit supplémentaire de 400 millions de francs pour soutenir la lutte mondiale contre la pandémie de Covid-19, mais elle n'accorde que 2,5 millions à l'OMS pour la coordi-

nation de la riposte internationale, alors que l'agence onusienne est au front pour enrayer cette crise sanitaire sans précédent (*lire page 6*). Pire encore, la Confédération consacre trente millions de francs à une fondation philanthropique et à des partenariats public-privé qui, a priori, ne manquent pas de fonds.

Si elle ne s'est pas opposée à l'adoption de la résolution OMS citée précédemment, la Suisse a tout de même tenté de faire biffer la notion de « biens publics », sans succès. Ses positions restent par ailleurs vagues sur les questions de licences ouvertes prônées par le pool OMS ainsi que sur l'utilisation de licences obligatoires. Pour y voir plus clair, Public Eye a adressé deux courriers au Conseil fédéral début avril. Le fait qu'ils soient longtemps restés sans réponse témoigne d'un embarras certain de la part de nos autorités, comme à chaque fois qu'il est question de propriété intellectuelle et d'accès aux médicaments.

Sans surprise, le Conseil fédéral refuse toujours de se donner la possibilité d'importer des médicaments qui seraient sous licence obligatoire dans un autre pays, par exemple voisin, se privant ainsi d'une option supplémentaire au cas où les produits originaux venaient à manquer ou s'avéraient hors de prix dans notre pays. Il n'envisage pas non plus de prendre les dispositions nécessaires pour pouvoir émettre plus rapidement une licence obligatoire en Suisse, comme l'ont pourtant déjà prévu des pays comme l'Allemagne, la France ou le Canada.

Quant à la mutualisation des technologies, les autorités n'en voient pas l'utilité, car elles font confiance aux engagements pris par les pharmas et aux mécanismes de régulation des marchés existants. En ré-

sumé : la Suisse se montre une fois encore extrêmement craintive face aux réactions négatives de son industrie pharmaceutique dès lors qu'on touche aux sacro-saints droits exclusifs qui font leur beurre.

Deux interpellations ont été déposées sur ces sujets lors de la session extraordinaire du Parlement en mai dernier par Marina Carobbio (Conseil des États, 20.3283) et Fabian Molina (Conseil national, 20.3196). Les réponses du Conseil fédéral devraient tomber à l'heure où vous lirez ces lignes.

On est en droit d'attendre une Suisse plus combative, prenant fait et cause pour un accès universel et équitable aux futurs traitements et vaccins. Dans une lettre ouverte, des personnalités politiques de plus de cinquante États, en poste ou l'ayant été, comme l'ex-conseillère fédérale Ruth Dreifuss, ont montré la voie, en demandant que toutes les technologies nécessaires à la lutte contre le coronavirus soient considérées comme des biens publics gratuits, répartis équitablement et en quantité suffisante. En d'autres termes : pas de monopoles en temps de pandémie !

La Suisse doit prendre ses responsabilités et soutenir enfin le pool de technologies Covid-19. Cela semble plutôt mal parti, puisque le Conseil fédéral a décidé fin mai de réserver un stock de vaccins pour ses propres besoins. Une telle décision est non seulement prématurée, car aucun vaccin n'a encore démontré une quelconque efficacité ni offert de garantie de tolérance, mais elle alimente aussi encore un peu plus la bataille entre États, et mine les perspectives d'une solution globale pour garantir une répartition et un accès équitable au niveau mondial.

## L'état de la recherche

La recherche s'intensifie autour des technologies de santé pour lutter contre le Covid-19. À la mi-mai, selon le Global Health Centre du Graduate Institute de Genève, on comptait :

- Plus de 300 tests diagnostiques différents en cours de recherche ou disponibles (100 pour la détection du virus ; 200 pour celle d'anticorps dans le sang).
- Quelque 720 essais cliniques portant sur des traitements potentiels (dont plus de la moitié concerne des médicaments existants repositionnés). Seuls 20 % environ sont entièrement sponsorisés par le secteur privé, le reste étant partiellement ou entièrement financé par des fonds publics.

- Plus de 100 vaccins potentiels en cours de Recherche & Développement (R&D), dont dix en phase de test clinique sur l'être humain.

Cet effort international de R&D n'est possible que grâce à des financements publics ou philanthropiques massifs, estimés à quelque 7,7 milliards de dollars entre janvier et la fin mai 2020 par le *think tank* indépendant Policy Cures Research. Ce montant ne comprend pas les investissements de l'industrie pharmaceutique. Tous les fonds additionnels levés lors de la conférence organisée par la Commission européenne, le 4 mai dernier, dans le cadre de l'initiative ACT-Accelerator, ne sont en outre pas pris en compte.

A photograph of orange peels and a whole orange on a blue surface with a knife. The background is a solid, deep blue. In the upper right, a silver knife with a dark handle is positioned diagonally. The center and lower half of the image are dominated by a pile of orange peels, some showing the white pith and green segments. A single whole orange is visible in the bottom right corner.

# Oranges amères

Cette image que l'industrie  
ne veut pas montrer

Le Brésil produit la majeure partie du jus d'orange consommé dans le monde. Alors que le coronavirus paralyse encore la moitié du globe, les petites mains de l'industrie s'enfoncent toujours un peu plus dans la précarité. Entre les labyrinthiques rangées d'orangers de l'État de São Paulo, notre enquête, réalisée juste avant la pandémie, jette une lumière crue sur les conditions de travail déplorables des saisonniers de la multinationale suisse Louis Dreyfus.

TEXTE: ADRIÀ BUDRY CARBÓ  
PHOTOS: MARCOS WEISKE

Trois oranges pelées à vif patientent sur la table en étain. Aarão\* n'y goûtera plus. Appuyé contre un mur du baraquement des cueilleurs<sup>1</sup>, il laisse planer un instant son regard dans la salle vide, avant de se ressaisir devant la présence de ses visiteurs d'un soir. Il ne reviendra pas.

Comme une dizaine de ses collègues avant lui, Aarão a décidé d'arrêter les frais pour « ne pas y laisser la santé ». Et puis aussi parce que : « tout ça, ça ne paie pas ». Tout ça, c'est onze mois de travail au rythme effréné de 100 à 120 caisses de 27 kilos par jour. Quelque trois tonnes d'oranges à descendre le long d'échelles pouvant mesurer jusqu'à cinq mètres, sous le soleil de plomb de la région de São Paulo ou sous les trombes d'eau. Perspectives de gains à la fin du mois : entre 230 et 360 francs<sup>2</sup>, pour les plus productifs. Pour Aarão, c'est sûr : ce sera sa première et dernière *safra* (récolte).

Avant la fin du mois, le saisonnier mettra un terme à son éphémère expérience de cueilleur d'oranges. Il tentera d'actionner son billet de retour auprès de son employeur, le géant suisse du négoce agricole Louis Dreyfus Company (LDC), et de parcourir les 2200 kilomètres qui le séparent de sa région du Nordeste brésilien. Peut-être y reprendra-t-il son travail de maçon, qu'il dit « moins risqué ». La base de données de l'inspection du travail brésilienne enregistre près de 200 violations du droit du travail par LDC dans le secteur des agrumes au cours des dix dernières années, dont environ la moitié concerne la santé et la sécurité des travailleurs. En 2018, la multinationale a, par exemple, été condamnée à payer une amende de 122 400 francs après qu'une inspection a révélé cinq ans plus tôt que 34 de ses employés vivaient dans un ancien poulailler.

Entre les matelas fatigués que les cueilleurs sont contraints de sortir pour dormir dans la touffeur des nuits estivales, leurs équipements usés témoignent de la dureté des conditions de travail. Quelques bottes trouées, une guêtre contre les morsures de cobra et des vêtements trempés de sueur estampillés LDC. Qu'importe pour Carlos\* : le quinquagénaire, travailleur le plus âgé du bâtiment, devrait lui remplir pour sa sixième *safra*, après avoir enchaîné avec celle du citron.

« Les deux fruits sont mauvais, mais l'oranger est plus instable à grimper. Grâce à Dieu, il ne m'est jamais rien arrivé », soupire-t-il en pelant de ses doigts arthritiques une quatrième orange pour ses interlocuteurs. Ils n'y toucheront pas non plus.

### Suivez l'orange

Il faut dire que l'industrie de l'orange a ses forçats. Même en temps de pandémie, en dépit des risques, la faitière des exportateurs Citrus BR n'a jamais eu l'intention de lever le pied. En interview, son directeur, Ibiapaba Neto, a confirmé en avril que la chaîne de production fonctionne « normalement » ainsi que l'intention de LDC et des deux autres majors de l'orange Cutrale et Citrusuco de « se maintenir 100 % actif ». Et peu importe si le coronavirus met à rude épreuve le système de santé brésilien.

À croire que les oranges du Brésil sont incontournables. On les retrouve dans plus de la moitié du jus d'orange consommé dans le monde. À elle seule, la région de São Paulo assure près de 80 % de la production nationale, quasiment exclusivement exportée à l'étranger.

Autrefois pur négociant, LDC, qui gère sa division « Jus de fruits » depuis son siège genevois, a commencé à construire son parc d'orangers brésiliens dans les années 1990. LDC y gère ainsi 38 plantations d'agrumes qui couvrent ensemble plus de 25 000 hectares. La production propre est complétée à moitié environ par l'apport de producteurs externes, selon les informations communiquées par LDC sur place. Toutes ces oranges (leur quantité exacte est considérée comme un secret industriel) sont ensuite transformées dans les trois usines de LDC dans la région, avant d'être exportées sous forme de concentré ou de jus de fruit vers les principaux marchés mondiaux. Rien ne permet de différencier si les oranges livrées à l'usine de transformation de Bebedouro proviennent de plantations de LDC ou de fournisseurs. La multinationale, qui aime tant parler de la traçabilité, adossée à la blockchain, de ses oranges, n'a pas souhaité nous fournir la liste de ses fournisseurs.

LDC et les sociétés brésiliennes Cutrale et Citrusuco se partagent environ 75 % du marché mondial. Contrairement à la canne à sucre (également très présente dans la région de São Paulo), l'industrie de l'orange est très peu mécanisée et nécessite une armée de petites mains lors de la récolte – selon les données officielles, près de 50 000 personnes travaillent dans le secteur des agrumes dans l'État de São Paulo, un chiffre qui est certainement beaucoup plus élevé compte tenu de l'importance du secteur informel. À l'instar d'Aarão et Carlos, les cueilleurs sont employés dans des conditions précaires pour la saison, qui peut s'étendre sur 8 à 11 mois, et leur rémunération est conditionnée à des objectifs quotidiens de productivité.

### Les oranges du Brésil sont incontournables. On les retrouve dans plus de la moitié du jus d'orange consommé dans le monde.

En collaboration avec l'ONG Repórter Brasil, Public Eye s'est rendue en février dans l'État de São Paulo afin d'enquêter sur les conditions de travail de ces cueilleurs. La plupart des producteurs approchés, dont les exploitations grillagées contiennent entre 10 000 et 20 000 orangers, ont refusé de nous ouvrir leurs portes. D'autres, comme LDC, nous ont même suivis jusque dans les logements de leurs travailleurs pour les dissuader de nous parler. Ce qu'ils sont parvenus à réaliser à une reprise. Quels secrets peuvent bien pousser une entreprise à cacher ses orangers derrière des barbelés et des gardes zélés ?

Pour le savoir, nous avons enquêté avec nos partenaires brésiliens. Ensemble, nous avons approché une quinzaine de cueilleurs directement dans leurs logements, loués par LDC ou par des producteurs tiers. Afin de les protéger d'éventuelles représailles, nous avons choisi de ne pas divulguer leur identité ni les noms des villes ou plantations concernées. Notre enquête révèle une paupérisation des cueilleurs et une opacité savamment entretenue par LDC, qui profite pleinement du démantèlement du cadre légal par

<sup>1</sup> L'industrie citrique compte un petit pourcentage de femmes mais elles sont surreprésentées dans les métiers les plus précaires. Dans la cueillette, elles représentent environ un tiers des effectifs. Dans les baraquements que nous avons visités pour ce reportage, nous n'avons pu interviewer que des hommes.

<sup>2</sup> Tous les calculs ont été effectués selon le taux de change au 29 avril 2020.



« Je travaille beaucoup, je gagne peu », résume celui qui a fait trois jours de bus pour trouver du travail dans l'État de São Paulo.

les gouvernements successifs de Temer et Bolsonaro. De nombreux témoignages font aussi état de violations systématiques des normes internationales du travail chez les fournisseurs de LDC, tels que le droit à une rémunération équitable et satisfaisante ainsi qu'à des conditions de travail sûres et saines.

### Un salaire de survie

Commençons par le salaire. Dans ses rapports sur papier glacé, LDC se vante de « prendre sa responsabilité pour le bien-être de l'ensemble de sa force de travail [...] très au sérieux ». La société jure « qu'aucun employé ne reçoit de salaire inférieur au minimum garanti par la loi ». Celui-ci est fixé pour 2020 à 1045 réaux par mois, soit moins de 190 francs. Ce qui fait dire au responsable des opérations de LDC Juice Brazil que « cueilleur est aujourd'hui un métier super digne ». La multinationale refuse en revanche de nous fournir les niveaux de salaire, considérés comme une affaire « privée ».

Nous avons tenté de quantifier ce niveau de dignité en demandant systématiquement aux cueilleurs de nous montrer leurs fiches de salaires, et en mettant la main sur les éventuels accords collectifs. Il ressort de deux de ces accords, en vigueur pour les municipalités d'Olimpia et de Dourado, que le salaire pour les cueilleurs de LDC est fixé à 1163,55 réaux, soit un « cadeau » d'à peine 120 réaux (21 francs) par mois par rapport au salaire minimum légal.

Dans sa réponse à Public Eye, LDC prétend que ses cueilleurs peuvent gagner jusqu'à 2,7 fois le salaire minimum grâce aux primes à la productivité. Les fiches de paie que nous avons

analysées témoignent d'une autre réalité : les cueilleurs peuvent compléter leur salaire de 300 à 600 réaux supplémentaires (soit de 54 à 108 francs), à condition d'avoir dépassé chaque jour les objectifs fixés par l'entreprise (*lire encadré page 43*). De quoi expliquer peut-être la pudeur salariale de LDC...

Bien que le droit à un niveau de vie suffisant soit un droit humain reconnu au niveau international, dans l'agriculture, des millions de personnes à travers le monde travaillent sans être rémunérées de manière adéquate. Ce constat vaut également pour les cueilleurs d'oranges du Brésil. Le salaire minimum nécessaire à l'acquisition de biens de consommation courants pour une famille devrait être au Brésil de 4673,06 réaux, selon les dernières projections du Département intersyndical d'études statistiques et socioéconomiques (Dieese). Sans compter que le coût de la vie de l'État de São Paulo est l'un des plus élevés du pays et que l'inflation a atteint sur le plan national près de 4,5 % en 2019.

Autre motif de pudeur pour LDC : la réforme du droit du travail lui a permis d'économiser entre 15 et 30 % sur les salaires, selon l'enquête de Repórter Brasil. Depuis fin 2017, les entreprises ne sont plus obligées de payer leurs collaborateurs pendant qu'elles les déplacent sur les sites de production. Ces *horas in itinere* peuvent

représenter jusqu'à quatre heures de trajet par jour, davantage en cas de pluie. Selon nos informations, LDC a – contrairement à ses deux concurrents principaux – toujours refusé de compenser cette perte salariale. Dans sa réponse écrite, le siège de la multinationale affirme toutefois avoir « fait un versement aux employés affectés » et « augmenté le montant payé par caisse (d'oranges, n.d.l.r.) cueillie », des mesures qui, selon LDC, « compensent le montant précédent et ont un effet incitatif ».

Jotalune Dias dos Santos est indigné : « Un travailleur dépense en moyenne 60 % de son revenu dans l'alimentation. Un loyer dans la région coûte 600 réaux et, s'il doit encore subvenir aux besoins de deux enfants, que lui reste-t-il pour vivre ? », s'étonne-t-il. Le président de Feraesp, la fédération des syndicats des employés ruraux de l'État de São Paulo, ajoute : « Il faudrait un sérieux débat sur ce système qui pousse les cueilleurs à l'épuisement pour survivre. » Dans sa ligne de mire : le salaire à la productivité qui peut, dans les cas extrêmes, représenter la totalité du revenu.

Si LDC garantit le salaire minimum légal, même à ceux qui ne rempliraient pas les objectifs de production, il n'en va pas de même de ses fournisseurs. Dans les baraquements de ce producteur tiers que nous avons visités, les fiches de salaires affichent des montants bien inférieurs à 1000 réaux (soit 180 francs). La cotisation sociale n'est pas toujours visible alors que les cueilleurs affirment travailler au noir depuis plusieurs semaines. Par peur de perdre leur travail, ceux-ci renoncent souvent à faire valoir leurs droits ou à dénoncer des conditions d'exploitation, se retrouvant pris au piège de leur employeur.

### « Je ne peux pas vous laisser entrer »

C'est d'ailleurs ce qu'a admis en toute franchise l'un des fournisseurs de LDC dont nous voulions visiter la plantation. Pour nous expliquer son refus de nous laisser entrer, il a admis, dans un extrait enregistré par téléphone : « J'ai une équipe sans registre (*de bocada*, n.d.l.r.). Il va y avoir une équipe sans uniforme et sans équipement (*de protection*, n.d.l.r.). »

En attendant que LDC veuille bien nous ouvrir les portes de l'une de ses exploitations, nous sommes allés frapper chez plusieurs de ses fournisseurs, dont nous aurions également souhaité connaître les conditions de vente imposées par LDC. Malgré la présence évidente de cueilleurs, la plupart ont prétexté la fin de la *safrá* pour ne pas nous ouvrir. Interceptés sur le site d'un producteur indépendant (dont la porte était, à ce moment-là, ouverte et non gardée), nous avons même été contraints de quitter les lieux par son service de sécurité puis forcés de nous expliquer devant sept officiers de police. Sondés, la plupart des syndicats admettent éprouver eux-mêmes de plus en plus de difficultés à approcher les travailleurs. Leur présence lors de nos tentatives de visite ne nous a pas permis non plus d'accéder aux plantations.

Le ministère de l'Économie a également confirmé à Repórter Brasil qu'aucun contrôle n'est actuellement prévu dans les *fazendas* d'oranges. Les éventuels fraudeurs n'ont donc plus qu'à craindre un mandat du Ministère Public du Travail, qui peut potentiellement agir sur suspicion.

### Un écran de fumée

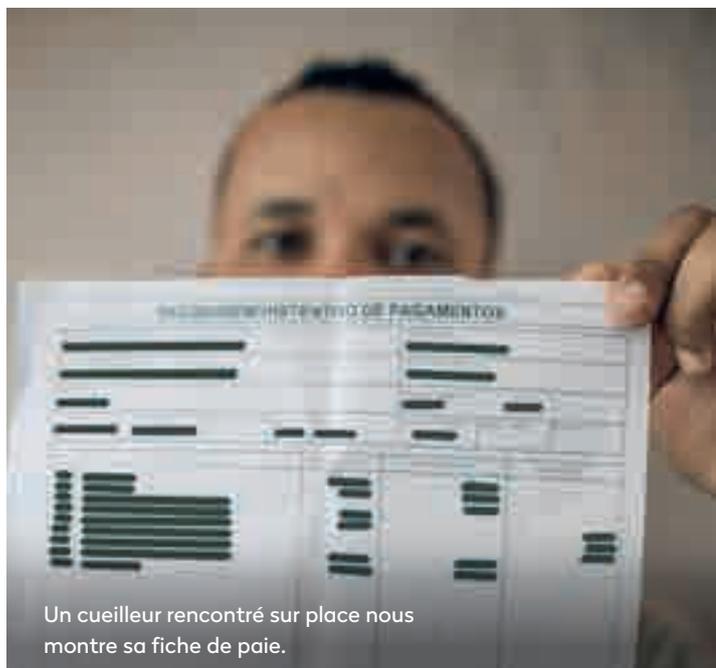
Encore faudrait-il avoir assez d'éléments pour le faire. « Nous ne savons actuellement pas ce qui se passe dans les exploitations agricoles », admet Rafael de Araújo Gomes. Le procureur de l'État d'Araraquara a la réputation d'être intransigeant avec les entreprises qui maltraitent leurs employés. Mais il est désormais forcé d'admettre ses difficultés à instruire face à la tendance du Brésil à tourner, selon lui, le dos à ses classes travailleuses. Légalement, par la réforme du droit du travail qui a dérégulé l'emploi et affaibli les syndicats. Juridiquement, par une récente décision de la Cour suprême qui valide le recours à l'intermédiation par les entreprises. Politiquement enfin, par l'assujettissement de son ministère – celui du Travail – à celui de l'Économie. « C'est simple, énonce-t-il. La priorité passe de l'inspection à la collecte (des taxes, n.d.l.r.). »

Certains syndicalistes rencontrés par Public Eye et Repórter Brasil nous ont même affirmé que, dans certains cas, les inspecteurs du travail manquent tout simplement de voitures ou d'essence pour se déplacer. Le procureur Rafael de Araújo Gomes évoque le récent démantèlement de la protection environnementale : « Tout le monde a vu la fumée liée à l'augmentation de la déforestation en Amazonie. Malheureusement, les violations des droits des travailleurs sont moins visibles qu'un incendie. »

### Les invisibles de la terre

Dans un petit logement habité par des cueilleurs d'un producteur tiers, nous avons rencontré Arthur\* et Daniel\*. Ils assurent tous deux que leur entreprise vend à LDC et qu'ils travaillent au noir depuis une semaine pour un salaire entièrement basé sur la productivité. Daniel affirme n'avoir jamais manqué un jour de service et pouvoir porter 120 caisses par jour. « Il y a des gens qui gagnent moins de 1000 réaux (180 francs). Si tu ne ramasses rien, tu n'as rien », assène-t-il, la cigarette amère au bout des lèvres.

« Le travail est très dur, mais il faut s'entraîner comme un boxeur. » À 19 ans, Arthur\* a encore un sourire d'enfant et, comme pour rappeler que la vie est dure, une trace d'ecchymose



Un cueilleur rencontré sur place nous montre sa fiche de paie.

## Un système de rémunération opaque et complexe

Vert pâle, le papier fripé a des allures de parchemin. Cette fiche de paie est estampillée LDC Sucos SA et son tableau cumule jusqu'à 14 rangées de données. La caisse d'oranges collectée est ici payée 0,62 réal (soit 14 centimes de franc), mais le prix de base évolue. Le cueilleur en a ramassé un peu moins de 1400 en deux semaines. À l'actif : deux variables d'adaptation au niveau de difficulté ainsi qu'une prime à la productivité de 60 réaux. Au passif : les cotisations sociales et le logement. Gain total pour la quinzaine : environ 165 francs pour ce travailleur considéré comme productif.

Les syndicats dénoncent depuis longtemps un « système qui crée la confusion » ainsi que la stratégie de « fragmentation des négociations » de LDC dans chacune des municipalités où elle gère ses 38 exploitations. « Vous prenez la même entreprise, les mêmes travailleurs, mais les conditions varient suivant les plantations », dénonce Jotalune Dias dos Santos, de la faïtière des syndicats agricoles Feraesp. Le salaire peut en outre être payé à la semaine, à la quinzaine ou au mois, selon les très peu contraignantes conventions collectives de travail que nous avons pu consulter.

Nous avons interrogé le procureur Rafael de Araújo Gomes sur la complexité de ces fiches de paie, qu'aucun cueilleur ne semblait pouvoir expliquer devant nous. « De manière générale, il n'y a pas de système de comptabilité des caisses ramassées par jour. Le document n'est pas non plus signé. C'est souvent au bon vouloir de l'entreprise », critique le représentant du Ministère Public du Travail de la ville d'Araraquara. La multiplication des systèmes de paie complique également l'instruction des cas litigieux. « J'ai aussi vu des cas où les employés étaient payés 0,90 réal la caisse, mais n'étaient pas enregistrés légalement », poursuit Rafael de Araújo Gomes. « Pour les cueilleurs, c'est un calcul. Ils savent qu'ils ne pourront de toute façon pas prendre leur retraite, alors pourquoi cotiser ? »



Flávio Viegas, président de la fédération des producteurs indépendants, nous explique que « les cueilleurs étaient mieux payés il y a vingt ans ».

## Le cartel du jus d'orange

Condamné pour s'être arrangé pour maintenir les prix d'achat au plus bas, le cartel des géants du négoce du jus d'orange continue d'imposer sa loi. Une situation que les petits producteurs brésiliens ont dénoncée devant la justice.

44 Pour Flávio Viegas, cela ne fait aucun doute : « Les cueilleurs vivent moins bien aujourd'hui qu'il y a vingt ans. » Ce n'est pas un syndicaliste qui le dit, mais le président d'Associtrus, la fédération des petits et moyens producteurs d'orange. La faute, selon lui, à « ceux qui, dans l'industrie, ne se font plus concurrence ».

Depuis 1999, le secteur a perdu quelque 20 000 producteurs dans la région, selon les calculs d'Associtrus. Cette même année, l'autorité antitrust brésilienne ouvrait une enquête sur l'industrie du jus d'orange. Sur le banc des accusés : Cutrale, Citrovita (aujourd'hui Citrosuco), Coinbra Frutesp (rachetée depuis par LDC), Cargill, Fischer, Bascitrus, l'association industrielle de l'époque, Abecitrus, et neuf autres personnes – toutes accusées de faire baisser les prix à l'achat en s'entendant secrètement. La procédure a été réglée en 2016, après que les entreprises ont admis les torts et versé 301 millions de réaux (54 millions de francs) dans un fonds.

En vain. Pour beaucoup de producteurs indépendants, « le cartel continue de fonctionner ». Cutrale, Citrosuco et LDC ont uni leurs forces depuis 2009 au sein de l'association d'exportation Citrus BR. En 2019, Associtrus a déposé plainte auprès d'une cour londonienne, afin de faire valoir les droits des quelque 500 producteurs indépendants qu'elle représente. La fédération réclame plus de trois milliards de réaux de compensation (540 millions de francs) pour les dommages subis par ses membres en raison des manipulations de prix. La procédure est en cours.



Daniel n'a jamais manqué un jour de travail.  
« Si tu ne ramasses rien, tu n'as rien. »



au coin de l'œil. Il dit vouloir travailler pour pouvoir se payer des médicaments « pour quand je serai malade » et aussi « pour avoir un peu plus là-bas ».

C'est du Nordeste du Brésil dont il parle. Arthur et ses huit colocataires sont originaires de Salvador ou d'Aracaju. Ils vivent dans trois chambres aux matelas usés, avec deux ventilateurs. Ceux que les natifs de São Paulo appellent « les migrants » ont été recrutés par des « gatos », des intermédiaires de l'industrie agricole, puis transférés sur des milliers de kilomètres pour gagner 1200 réaux « dans les meilleurs mois ». Souvent moins. Leurs fiches de paie hebdomadaires vont de 260 à 360 réaux, soit moins de 65 francs.

---

**« Tout le monde a vu la fumée liée à l'augmentation de la déforestation en Amazonie. Malheureusement, les violations des droits des travailleurs sont moins visibles qu'un incendie. »**

---

Mais les multinationales s'en moquent. Pour Aparecido Donizeti, président du syndicat d'Agudos (dans l'État de São Paulo), « il y aura toujours des gens qui seront prêts à venir. Les *gatos* leur font des promesses qu'ils ne tiennent jamais ». Avec ses 53 millions d'habitants, le sinistré Nordeste du pays représente un inépuisable réservoir de main-d'œuvre. Le procureur Rafael de Araújo Gomes y voit aussi un système organisé pour « déjouer » la justice.



LDC a accepté de nous ouvrir pendant une heure les portes de sa ferme d'Itatinga (à 230 km de São Paulo). Nous y avons croisé quelques cueilleuses et cueilleurs avec l'interdiction de parler salaires.

« Les multinationales ont tout intérêt à engager des *gatos* ou à créer des sociétés tierces. Plus ils mettent d'intermédiaires entre eux et les travailleurs, plus il devient difficile pour la justice de prouver leur responsabilité », regrette-t-il. LDC assure de son côté ne plus avoir recours aux *gatos*. « Les cueilleurs du Nordeste sont engagés et enregistrés sur place par des employés de LDC », précise un représentant. La multinationale indique également qu'elle complète le salaire de ses travailleurs en leur offrant un panier de nourriture et des bons alimentaires. Une « charité » qui laisse planer quelques doutes quant au pouvoir d'achat réel des cueilleurs et des cueilleuses de la multinationale.

Rarement syndiqués, souvent illettrés (comme nous avons pu le constater), les travailleurs du Nordeste se retrouvent loin de chez eux, dans une situation de totale dépendance envers leur employeur qui conserve, seul, la capacité de les ramener à la maison.

#### Un dernier PowerPoint pour la route

LDC, qui a fini par nous accueillir dans une ferme pour nous montrer un PowerPoint et six cueilleurs dans des équipements bleus étincelants, admet son impuissance vis-à-vis des conditions de travail chez ses fournisseurs. « Nous demandons aux tiers de suivre nos bonnes pratiques, soutient un représentant. Mais la société ne contrôle pas in situ car nous ne sommes pas la police. » Dans sa réponse écrite, le siège de LDC donne toutefois une autre version : « Nos équipes sur le terrain surveillent les opérations des fournisseurs par des visites fréquentes. »

Parmi ces « bonnes pratiques », celle de faire payer le logement de ses cueilleurs. LDC a d'abord prétendu que la contribution

dont les cueilleurs doivent s'acquitter pour le logement est « symbolique », avant d'affirmer qu'il s'agit en réalité d'une taxe pour le nettoyage. Les fiches de paie consultées mentionnent pourtant une catégorie « logement » à 75 réaux mensuels pour LDC et 100 réaux pour son fournisseur. Multiplié par le nombre de colocataires, le montant total du loyer n'apparaît pas comme particulièrement bon marché selon les standards de l'État de São Paulo.

Dans le baraquement des cueilleurs de LDC, Carlos continue, imperturbable, à peler des oranges. Il dit n'avoir jamais manqué un jour de service, malgré son problème d'arthrite et un dentier défectueux. « Je travaille avec l'aide de Dieu », articule-t-il en serrant la mâchoire. Contrairement au reste des employés de LDC, les cueilleurs d'orange n'ont pas accès à des prestations médicales. Comme si personne au sein de la multinationale ne se souciait des conséquences à long terme de la *safra* sur la santé des saisonniers.

Si Carlos a raté sa dernière visite médicale, c'est d'ailleurs parce que la compensation de 38 réaux, octroyée contre attestation médicale, est inférieure à sa rémunération quotidienne. S'il se décidait aujourd'hui à visiter l'hôpital de Bebedouro, il aurait peut-être droit à un verre de jus d'orange. Fin avril, LDC en a fait livrer 4000 litres. La multinationale a en revanche profité du timing de la pandémie pour renvoyer ses travailleurs dans le Nordeste pour la mi-mars. Elle ajoute y mener actuellement le recrutement de la prochaine récolte avec le soutien d'une équipe médicale. Dans l'industrie de l'orange, la cueillette reste amère. ■





# La Suisse et le négoce des oranges

Bien que les orangers ne poussent pas sous nos latitudes, la Suisse joue un rôle majeur sur le juteux marché de l'agrumes : d'importants négociants y ont élu domicile. Ces géants du négoce ne se contentent pas de faire des affaires dans le commerce du jus d'orange, mais étendent de plus en plus leurs activités jusque dans l'exploitation des orangeries. Plateforme mondiale du négoce de matières premières agricoles, la Suisse a une part de responsabilité dans les conditions souvent déplorables dans lesquelles les oranges – mais aussi le coton ou le café – sont cultivées et récoltées.

SILVIE LANG

C'est depuis les rives du Léman que la société Louis Dreyfus Company (LDC), l'une des plus grandes maisons de négoce de matières premières agricoles, pilote ses activités internationales. Connu pour son importance dans le négoce de céréales, de soja, de café, de coton ou encore de sucre, le groupe domicilié à Genève est aussi l'un des trois principaux négociants actifs sur le marché des agrumes, de la culture des oranges au négoce de jus d'orange. Un marché très lucratif dont les recettes se comptent en milliards.

LDC n'est pas le seul poids lourd du négoce agricole à gérer ses affaires internationales depuis la Suisse. Cargill, ADM, Bunge, Cofco, ou encore Glencore sont également actives, et ce presque exclusivement à travers le commerce de transit, soit sans que les biens n'y soient physiquement importés ou exportés. Notre rapport « Agricultural Commodity Traders in Switzerland.

Benefitting from Misery? », publié en juin 2019, faisait la lumière sur ce secteur opaque, qui a élu domicile en Suisse pour profiter de ses avantages fiscaux et de l'absence de réglementation du négoce de matières premières. Selon nos estimations – faute de chiffres officiels sur les parts de marché –, au moins la moitié des céréales, 40 % du sucre, un tiers des fèves de cacao et de café, 25 % du coton et 15 % du jus d'orange commercialisés dans le monde le sont par des négociants domiciliés en Suisse.

## Le marché concentré du jus d'orange

Dans le secteur de l'agroalimentaire, la concentration du pouvoir entre une poignée d'acteurs ne concerne pas que le négoce de produits agricoles. On observe le même phénomène de concentration à toutes les étapes de la chaîne de valeur, de la produc-

tion à la transformation. Dans la production du jus d'orange par exemple, trois entreprises seulement – le géant suisse du négoce LDC et les sociétés brésiliennes Sucocitrico Cutrale et Citrusuco – se partagent environ les trois quarts du marché mondial. Cette concentration est particulièrement visible au Brésil, principal producteur d'oranges. Depuis les années 1980, les grandes sociétés rachètent des sites de transformation et excluent de plus en plus du marché les petits producteurs. L'association brésilienne des producteurs d'orange, Associtrus, estime que, depuis le début des années 1990, plus de 20 000 exploitations agricoles ont dû renoncer à la culture d'oranges à jus car celle-ci n'était plus rentable. Leur nombre est passé de 30 000 à seulement 7000 environ aujourd'hui.

Les trois grandes entreprises qui dominent le marché ont réussi à influencer à leur avantage les conditions-cadres, tant dans les pays producteurs que dans ceux qui abritent leur siège. Elles exercent aussi une forte influence sur les prix. À la différence des nombreux petits producteurs, elles peuvent fixer le prix d'achat des oranges à un niveau très bas, parfois même en dessous des coûts de production.

#### « De la ferme à l'assiette »

Au-delà de cette concentration, le commerce du jus d'orange est également touché par une « intégration verticale » de plus en plus forte, comme c'est le cas pour d'autres matières premières agricoles, telles que le cacao, le café, les céréales ou le soja. Les grandes entreprises ne jouent plus simplement un rôle de négociants, mais elles étendent leurs activités et leur influence jusque dans la culture des matières premières. Elles peuvent ainsi avoir une grande influence sur les conditions de production et de fabrication tout au long de la chaîne de valeur, de la culture des oranges dans les plantations jusqu'au conditionnement du jus en passant par sa production. Concrètement, elles décident des conditions de culture, de récolte, de transformation, de négoce et de distribution. Initialement, les négociants se présentaient comme un lien entre les producteurs (agricoles) et les transformateurs (fabricants d'aliments, denrées et fourrage). Ils se sont longtemps contentés de négocier et de transporter les produits pour le compte de leurs clients. Cela fait déjà longtemps toutefois que les négociants agricoles sont devenus des « gestionnaires des chaînes de valeur mondiales ».

En plus de leurs propres plantations, nombre d'entre eux possèdent leur propre flotte de navires et certains génèrent un

chiffre d'affaires plus important en produisant des aliments ou du fourrage qu'à travers leurs activités de négoce. Cette « intégration verticale » se fait même ressentir dans les slogans des entreprises. LDC se targue, par exemple, d'offrir ses services « de la ferme à l'assiette ». Avec ses propres plantations, infrastructures de stockage, usines de transformation, terminaux portuaires et paquebots, LDC est effectivement présente tout au long de la chaîne de valeur. Cette intégration est particulièrement évidente dans le cas du jus d'orange : LDC est propriétaire de 38 plantations d'agrumes au Brésil, pour un total de plus de 25 000 hectares. Elle détient trois usines de transformation des oranges en concentré ou en jus. Elle emploie plus de 8000 personnes sur les plantations et usines brésiliennes, et elle possède des terminaux portuaires pour le stockage du jus à Santos au Brésil et à Gand en Belgique, ainsi que trois navires pour son transport.

#### Trois entreprises – le géant suisse Louis Dreyfus Company et les sociétés brésiliennes Cutrale et Citrusuco – se partagent environ 75 % du marché mondial du jus d'orange.

Selon les exigences de ses clients, LDC leur livre directement le jus frais ou le concentré, ou après l'avoir transformé à Gand – en mélangeant diverses qualités, ou en ajoutant de la pulpe d'orange ou d'autres jus de fruits. L'entreprise commercialise plus de 30 produits citriques à plus de 400 clients dans 70 pays. La palette de produits de LDC va du concentré de jus d'orange congelé aux produits dérivés comme des huiles, des arômes ou des écorces séchées (dont l'industrie agroalimentaire extrait la pectine) en passant par le jus de citron ou les granulés de pulpe (destinés à la production de fourrage). La stratégie de LDC consiste par ailleurs à sceller des partenariats plus proches du consommateur final avec d'autres grands acteurs de l'industrie agroalimentaire commercialisant leurs propres marques. À l'image de la joint-venture fondée en 2019 avec la chaîne de cafés chinoise Luckin Coffee, afin de commercialiser du jus d'orange, de citron et de pomme dans les filiales du « Starbucks chinois ».

► Suite page 50

47

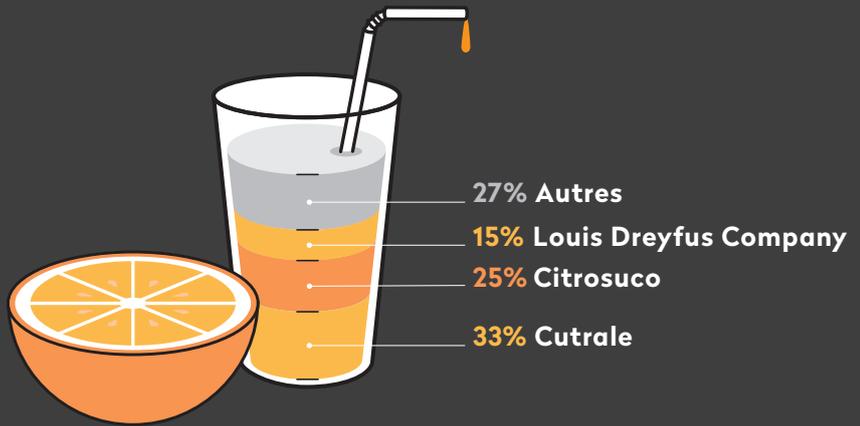
## Louis Dreyfus Company – une gigantesque entreprise familiale

Louis Dreyfus Company (LDC) est une multinationale enregistrée à Rotterdam, aux Pays-Bas, dont le siège opérationnel est domicilié à Genève. C'est de là qu'elle pilote son négoce d'oléagineux, de céréales, de riz, de café, de coton, de sucre et de jus, ainsi que ses activités de fret et ses opérations financières. Avec 33 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2019, LDC est le numéro quatre mondial dans le négoce et la transformation de produits agricoles après Cargill, ADM et Bunge. Selon ses propres indications, le groupe produit, transforme et transporte environ 80 millions de tonnes de produits agricoles chaque année, emploie quelque 18 000 personnes à travers le monde et est actif dans plus de 100 pays.

Fondée en 1851, l'entreprise familiale est aujourd'hui aux mains de Margarita Louis-Dreyfus. La Suisse d'adoption préside le conseil d'administration du groupe depuis 2011. À sa mort en 2009, son mari Robert Louis-Dreyfus lui a légué 61% des parts de LDC à partager avec leurs enfants, à qui Margarita a successivement racheté les parts du groupe. Elle détient aujourd'hui 96,6 % de l'entreprise. Pour le rachat de la dernière tranche de 16,6 % en 2019, elle a reçu de Credit Suisse un prêt de 1,03 milliard de dollars, mais elle a dû mettre en gage ses parts dans la holding.

## Jus d'orange : un marché très concentré

Trois sociétés, dont le négociant suisse Louis Dreyfus Company (LDC) et les deux géants brésiliens Sucocitrico Cutrale et Citrosuco se partagent les trois quarts du marché mondial du jus d'orange.



## Comment LDC contrôle la chaîne de valeur du jus d'orange

De simple société de négoce et de logistique, LDC contrôle désormais toutes les étapes de la chaîne de valeur, de la production à la vente au détail en passant par la transformation et l'embouteillage. Un phénomène de concentration observé chez d'autres géants du négoce agricole.

### 1 Culture

LDC est propriétaire de 38 plantations d'agrumes au Brésil (plus de 25 000 hectares). Plus de la moitié des oranges transformées par LDC proviennent d'autres fournisseurs.

### 4 Stockage et transformations suivantes

Avec de 71 000 tonnes, la capacité de stockage de LDC à Gand est la plus importante du monde. Le concentré de jus d'orange est transformé et mis en bouteille sur place dans les usines du groupe ou livré à d'autres clients.

### 5 Négoce

LDC commercialise plus de 30 produits citriques à plus de 400 clients dans 70 pays. La palette de produits de LDC va du concentré de jus d'orange aux produits dérivés destinés à l'industrie agroalimentaire et cosmétique.

### 2 Première transformation

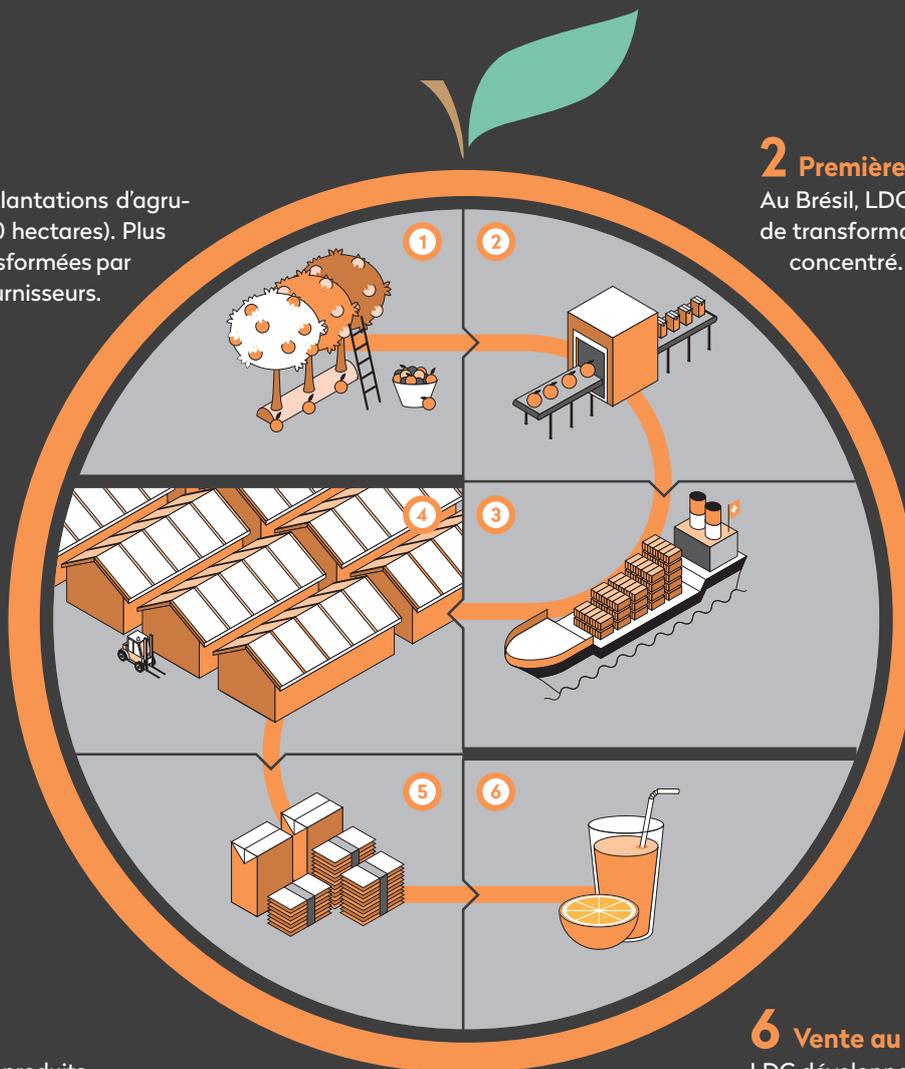
Au Brésil, LDC dispose de trois usines de transformation des oranges en concentré.

### 3 Transport maritime

LDC possède des terminaux portuaires pour le stockage du jus dans les ports de Santos au Brésil et de Gand en Belgique, ainsi que trois navires pour le transport du concentré surgelé vers l'Europe.

### 6 Vente au détail

LDC développe aussi progressivement sa propre gamme de produits sur le marché de la vente au détail, p. ex. par un partenariat avec l'enseigne Luckin Coffee, le « Starbucks chinois ».





## La production du jus d'orange

Depuis le début de la crise du Covid-19, la consommation de jus d'orange a fortement augmenté. Quelques chiffres sur un marché méconnu.

Chaque année, quelque 50 millions de tonnes d'oranges sont récoltées à travers le monde. Leur production se concentre principalement dans les régions tropicales et subtropicales autour de l'équateur, une zone communément appelée « ceinture d'agrumes ». Le principal pays producteur est le Brésil, avec 15 millions de tonnes par an, suivi de la Chine, avec 7 millions de tonnes environ, et de l'UE, avec plus de 5 millions de tonnes.

Plus de 40 % des oranges récoltées sont transformées en jus, principalement sous forme de concentré ; cette proportion s'élève à quelque 65% au Brésil. À la différence de la Chine et de l'UE, le Brésil s'est spécialisé dans la transformation et l'exportation de jus d'orange, et détient une part de marché de 80 % sur les exportations. Le Mexique et l'UE sont respectivement les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> exportateurs de jus d'orange, tandis que la production chinoise est essentiellement réservée à la consommation intérieure.

### Congelé et concentré

Il existe de très nombreuses variétés d'oranges, dont seules certaines se prêtent à la production de jus. La plupart des producteurs cultivent plusieurs

variétés qui arrivent à maturité à des périodes différentes afin de pouvoir, autant que possible, assurer un approvisionnement tout au long de l'année. Pour produire du concentré de jus d'orange, on extrait tout d'abord du jus frais les arômes puis l'eau, jusqu'à obtenir environ un sixième du volume initial. Le concentré est ensuite congelé pour son stockage et son transport.

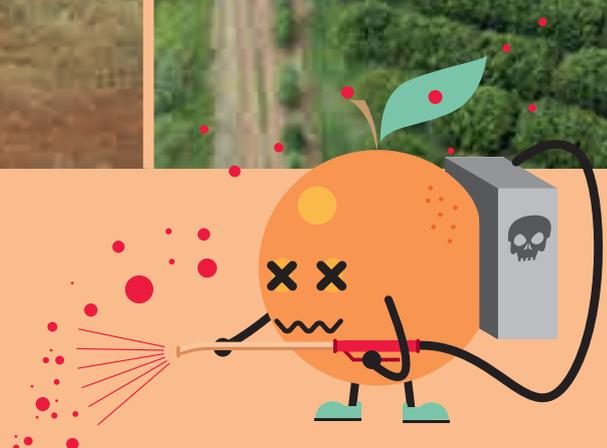
Ensuite, on lui rajoute de l'eau, des essences et éventuellement de la pulpe. Cette étape est réalisée par les « embouteilleurs » des grands producteurs de boissons ou de plus petits producteurs de jus de fruits. Ils achètent généralement le concentré auprès de plusieurs grands négociants (LDC, Cutrale ou Citrosuco), sauf pour les grands producteurs de boissons, comme Coca-Cola ou Pepsi, qui ont souvent un fournisseur principal. Outre ce type d'achat direct, le concentré de jus d'orange congelé s'échange aussi sur les bourses agricoles.

Les embouteilleurs fournissent enfin le jus aux détaillants, qui le vendent en tant que produit de marque ou sous leur propre nom. L'Union européenne est le numéro un en termes de consommation de jus d'orange par habitant, suivie des États-Unis. Si cette boisson avait perdu

un peu de son attrait ces dernières années en raison de critiques croissantes sur sa forte teneur en sucre, elle a rapidement regagné du terrain lors de la crise du Covid-19 grâce à la vitamine C qu'elle contient et son influence présumée positive sur le système immunitaire. En conséquence de cette augmentation de la demande alliée à une réduction de l'offre causée par le Covid-19, les prix ont bondi sur les marchés boursiers en avril 2020.

### Une grande opacité

En 2019, environ 56 millions de litres de jus d'orange ont été achetés en Suisse, ce qui représente quelque 6,5 litres par personne. Il est quasiment impossible de savoir d'où provient ce jus. Plusieurs marques n'indiquent même pas le pays d'origine des oranges sur leur emballage, tandis que d'autres en listent plusieurs. Les distributeurs Migros et Coop ne donnent aucune information sur l'éventuelle implication de l'un des trois grands négociants, Citrosuco, Cutrale et LDC, dans la fabrication ou la commercialisation du jus qu'ils distribuent. L'origine des oranges est uniquement communiquée, sur demande, pour les jus bio ou issus du commerce équitable. ■



### Des millions de petits producteurs face à une poignée d'acheteurs

L'extension verticale des activités des négociants agricoles explique le grand déséquilibre des rapports de force dans le secteur de l'agroalimentaire. Désormais, des millions de petits producteurs et leur personnel sont directement confrontés à une poignée d'entreprises. Grâce au renforcement de leur présence dans l'exploitation agricole, elles ont un accès direct aux matières premières et peuvent exercer un plus grand contrôle sur les conditions de production et les prix. Et ce non seulement dans leurs propres exploitations, mais également dans celles qu'elles contrôlent de facto grâce à leur mainmise sur le marché, comme le montre l'exemple des oranges. Ces fruits ne pouvant pas être stockés très longtemps, les producteurs indépendants doivent souvent se plier aux conditions dictées par les acheteurs. Pour éviter que leurs produits ne s'abîment dans les entrepôts et pouvoir continuer à percevoir un revenu, ils doivent parfois accepter des prix très bas.

### Violations du droit du travail

Comme pour de nombreuses autres matières premières agricoles, la production des oranges est gourmande en main-d'œuvre. Si l'entretien des terres et des arbres est mécanisé sur les grandes plantations, les fruits sont habituellement récoltés à la main : un travail éprouvant qui est souvent exécuté sous un soleil de plomb ou sous des pluies torrentielles. Les travailleuses et travailleurs cueillent les oranges et les entassent dans des sacs qu'ils transportent jusqu'au point de collecte. Lors de la récolte, le risque de blessure est grand, que ce soit en chutant d'une échelle, en se coupant avec les épines des orangers, en trébuchant dans les trous de terrier des tatous, ou en se faisant mordre par un serpent. À cela s'ajoutent les intoxications aux pesticides (les monocultures d'oranges sont particulièrement sujettes aux maladies et nuisibles, et des pesticides sont employés en très grande quantité dans les plantations) car les équipements de protection et les formations correspondantes sont rares.

Les travailleuses et travailleurs mettent souvent leur santé en danger pour un salaire de misère, généralement composé d'une part fixe et d'une portion calculée en fonction du rendement. Avec un peu de chance, on peut ainsi atteindre le salaire minimum légal (sachant que celui-ci est loin d'être suffisant pour vivre), mais cela n'est souvent pas le cas. En d'autres termes, il s'agit d'une violation du droit du travail brésilien et des droits humains.

**Dans le secteur agricole, des millions de personnes travaillent dans des conditions déplorables et ne perçoivent même pas un salaire leur permettant de vivre dans la dignité.**

Le secteur des agrumes est symptomatique de graves problèmes systémiques qui entachent la culture de matières premières agricoles. Des millions de personnes travaillent dans des conditions déplorables et ne perçoivent même pas un salaire leur permettant de vivre dans la dignité. L'agriculture est également un secteur à risque en matière de travail forcé, qui concernait plus de deux millions de personnes en 2016 selon l'Organisation internationale du travail (OIT), et de travail des enfants. L'OIT estime que 108 millions d'enfants travaillent dans l'agriculture dans des condi-

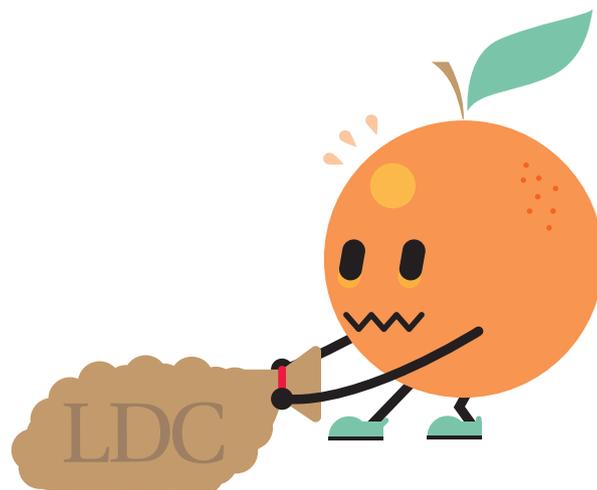
tions abusives. Le risque pour la santé est très élevé dans ce domaine : toujours selon les estimations de l'OIT, on compterait chaque année 170 000 décès dans le cadre du travail agricole et des millions de blessures graves ou de maladies, souvent en lien avec l'épandage de pesticides parfois extrêmement dangereux.

Les conflits territoriaux sont un autre problème très répandu et lié à l'acquisition de grandes parcelles pour la culture du soja, du palmier à huile ou de la canne à sucre. Le secteur agricole est de loin la plus importante cause de déforestation. En Amazonie, il est responsable de 80 % de la déforestation, en particulier pour l'élevage et la culture de soja, selon une étude commanditée par The Dialogue, un réseau de promotion de la justice sociale en Amérique latine.

### Des risques exacerbés par la crise

Et la crise déclenchée par le Covid-19 a encore exacerbé ces risques. Les personnes les plus touchées sont confrontées à plusieurs crises en même temps : victimes d'exploitation, sans logement décent, sans accès à l'eau, sans installations sanitaires ou sans accès à des soins médicaux. Celles et ceux qui travaillent déjà dans des conditions de grande précarité, comme c'est souvent le cas dans le secteur agricole, n'ont souvent pas de poids politique.

Le négoce de matières premières agricoles est également entaché de corruption, de délits fiscaux et de collaboration avec des personnes exposées politiquement. Comme par exemple la manipulation des prix de transfert au sein d'une multinationale, ou « *transfer pricing* », afin de déplacer artificiellement ses revenus imposables. À l'image d'une récente affaire de l'industrie de l'orange : en 2019, environ 85 % du jus d'orange exporté depuis le Brésil a été vendu à des entreprises du même groupe à l'étranger, pour un prix de transfert jusqu'à 30 % inférieur au prix du marché. Les autorités fiscales du pays estiment que le manque à gagner pour les finances publiques dans le secteur des agrumes s'élève à plus de 450 millions de dollars sur les cinq dernières années. Le pouvoir disproportionné des multinationales renforce les disparités d'un système qui favorise les géants de la production agricole aux dépens des millions de personnes actives dans la production. ■



# Pour plus de transparence et une meilleure réglementation

Les puissantes multinationales qui ont une très forte influence sur les conditions de production doivent enfin assumer leurs responsabilités et garantir le respect des droits humains à toutes les étapes de leurs chaînes d'approvisionnement. Concernant les conditions de production des matières premières agricoles, et en particulier des oranges au Brésil, **Public Eye demande aux négociants, et surtout à LDC :**

1

... plus de **transparence** tout au long des chaînes d'approvisionnement, avec notamment la publication de la liste des fournisseurs pour garantir la traçabilité !

2

... le respect des **droits humains et du travail** reconnus au niveau international dans la production des matières premières agricoles, en particulier chez les fournisseurs !

3

... la **formalisation des relations de travail** afin de garantir un minimum de sécurité juridique à tous les travailleurs et toutes les travailleuses sur les chaînes d'approvisionnement !

4

... la garantie d'une **protection harmonisée à l'échelle nationale à tous les travailleurs et travailleuses** par le biais de conventions collectives avec divers syndicats !

5

... de s'assurer que tous les travailleurs et travailleuses perçoivent au moins le **salaires minimum légal**, et ce indépendamment de leur productivité !

6

... un engagement officiel à ce que tous les travailleurs et travailleuses perçoivent à moyen terme un salaire vital, et la participation au calcul d'une valeur de référence pour le **salaires vital** sur l'ensemble du secteur, avec plan de mise en œuvre assorti d'un calendrier et de délais de mise en œuvre !



7

... la garantie d'une **protection de la santé** des travailleurs et travailleuses, avec la mise à disposition gratuite d'équipements de protection et une formation à leur bonne utilisation !



51

En tant que pays hôte de multinationales du négoce de matières premières agricoles, la Suisse a une responsabilité à assumer. **Public Eye demande donc au gouvernement et au Parlement suisses :**

8

... de garantir la **transparence dans le négoce de matières premières** à travers notamment la publication régulière de données statistiques pertinentes et complètes allant au-delà du nombre d'entreprises et de leurs effectifs !

9

... de garantir aux victimes de violations de droits humains par des négociants agricoles domiciliés en Suisse un accès à des **mécanismes de recours** judiciaires et extrajudiciaires en Suisse !

10

... de prendre des mesures pour **lutter contre les conséquences négatives de la concentration du marché** et les abus de position dominante en matière de concurrence, causées par les pratiques des négociants agricoles domiciliés en Suisse !

11

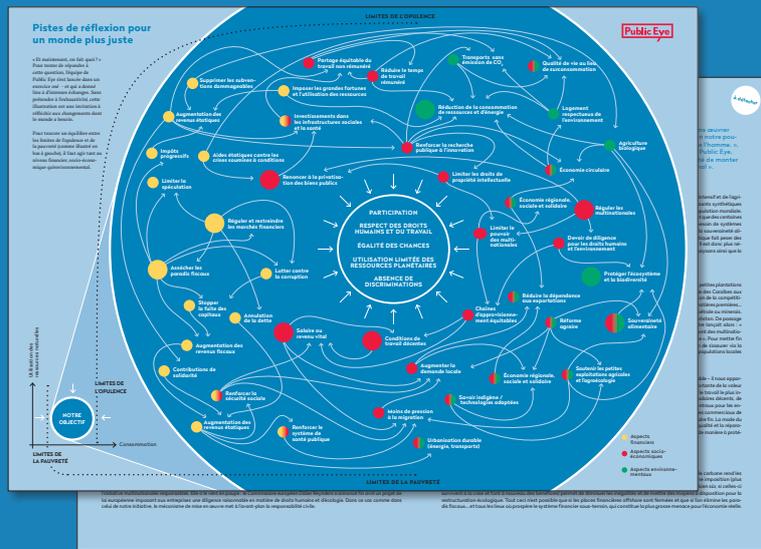
... de s'assurer, par le biais d'une réglementation contraignante, que les négociants en matières premières domiciliés en Suisse **respectent les droits humains et appliquent le devoir de diligence** raisonnable en matière de droits humains et d'environnement prévu par les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme !



## Commandez d'autres exemplaires de cette édition spéciale !

Vous aimeriez partager votre lecture et vos réflexions avec d'autres personnes sans vous séparer de votre exemplaire de cette édition spéciale ? Vous souhaitez commander la version allemande de ce numéro ? Vous avez envie d'afficher notre infographie sur votre mur, dans votre salle de classe ou votre maison de quartier ?

Alors, il suffit de vous rendre sur [publiceye.ch/shop](http://publiceye.ch/shop) pour commander gratuitement des exemplaires supplémentaires de cette édition ou de nos « Pistes de réflexion » sous forme de poster (en papier renforcé).



## N'hésitez plus, commandez dès maintenant...

... d'autres exemplaires de cette édition spéciale et de nos « Pistes de réflexion » en français et en allemand sous [publiceye.ch/shop](http://publiceye.ch/shop). Merci !

Depuis cinquante ans, l'ONG Public Eye porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises sur les pays pauvres. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, Public Eye demande davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Forte du soutien de ses quelque 26 000 membres, Public Eye agit ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

Public Eye, avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne, tél. +41 (0)21 620 03 03, [contact@publiceye.ch](mailto:contact@publiceye.ch), compte postal 10-10813-5

[www.publiceye.ch](http://www.publiceye.ch)

[@PublicEyeSuisse](https://twitter.com/PublicEyeSuisse) [PublicEyeSuisse](https://facebook.com/PublicEyeSuisse) [@publiceye.ch](https://instagram.com/publiceye.ch)



Agir ici pour un monde plus juste  
**Public Eye**